

**T.C.
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
İŞLETME ANABİLİM DALI**

**SİYASİ KURUMSAL SOSYAL SORUMLULUK:
TÜRKİYE ÖRNEĞİ**

YÜKSEK LİSANS TEZİ

Elif CEMEK

Tez Danışmanı: Prof. Dr. Sibel YAMAK

ŞUBAT 2014

ÖNSÖZ

Öncelikle, ilke ve değerlerine bağlılığı, her konuya eleştirel bir şekilde yaklaşılabilmesine olan inancı ve akademik çalışma disipliniyle yüzünü doğu, batı, kuzey, güney demeden sadece yenilikçiliğe çeviren akademik duruşuyla; yalnızca eğitim sürecim ya da bu çalışmanın hazırlanış süreci değil gelecekteki akademik çalışmalarım da etkisini daima taşıyacağım tez danışmanım Prof. Dr. Sibel Yamak'a çok teşekkür ediyorum.

Ayrıca bugünlere gelmemde büyük katkıları olan sevgili anne ve babama ve bu süreçte sevecenlikleriyle motivasyonumu daima yüksek tutan kardeşlerim Fatma ve Armağan ile desteklerini esirgemeyen değerli arkadaşlarım M. Ali Aytaç, Tutku Seçkin Çelik, Dilek Albayrak ve Hacer Sekman'la birlikte diğer tüm arkadaşlarıma da teşekkür ediyorum. Son olarak yükseköğrenim hayatım boyunca beni destekleyen manevi annem Doç. Dr. Neşe Algan ile cesaret kaynağım Dr. Dilek Yavuz Erkan'a teşekkürü bir borç bilirim.

Bozuk düzende sağlam çark olmaz (Pir Sultan Abdal).

İÇİNDEKİLER

ÖNSÖZ	i
İÇİNDEKİLER	ii
KISALTMALAR LİSTESİ.....	iv
TABLO LİSTESİ.....	v
RÉSUMÉ	vi
ABSTRACT.....	xiii
ÖZET	xix
GİRİŞ	1
1. BÖLÜM: KURUMSAL SOSYAL SORUMLULUK	3
1.2. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tanımı ve Kapsamı.....	3
1.3. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tarihsel Gelişimi	9
1.4. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramıyla İlgili Yaklaşımlar	13
1.4.1. Sürdürülebilirlik (Sustainability)	13
1.4.2. Hissedar Yaklaşımı (Shareholder Approach).....	18
1.4.3. Paydaş Kuramı (Stakeholder Theory).....	22
2. BÖLÜM: SİYASİ SOSYAL SORUMLULUK.....	26
2.1. Giriş.....	26
2.2. Siyasi Kurumsal Sorumluluk Kavramının Tanımı ve Kapsamı.....	26
2.3. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tarihsel Gelişimi.....	31
2.4. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramı İlgili Kuramlar.....	37
2.4.1. Kurumsal Vatandaşlık (Corporate Citizenship).....	37
2.4.2. Bütünleştirici Toplumsal Sözleşme Kuramı (Integrative Social Contract Theory).....	43
2.5. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramına Karşıt Söylemler.....	51

3. BÖLÜM: TÜRKİYE’DE SİYASİ KURUMSAL SOSYAL SORUMLULUK	60
3.1. Giriş.....	60
3.2. Türkiye’deki Şirketlerin Siyasi, İktisadi ve Kurumsal Çevresi	60
3.3. Türkiye’de Kurumsal Sosyal Sorumluluğun Ortaya Çıkışı ve Gelişimi.....	67
3.4. Türkiye’de Kurumsal Sosyal Sorumluluktan Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluğa Geçiş	72
4. BÖLÜM: ARAŞTIRMA YÖNTEMİ VE ANALİZİ.....	76
4.1. Araştırmanın Amacı Ve Kapsamı	76
4.2. Araştırmanın Yöntemi.....	78
4.3. Tematik Analiz (Thematic Research) Yöntemi	79
4.4. Araştırmanın Modeli	82
4.5. Örneklem.....	84
4.5.1. Araştırmada Seçilmiş Türk İşadamlarına Genel Bir Bakış	85
4.5.2. Veri Analizi	85
5. BÖLÜM: SONUÇ.....	87
5.1. Bulgular.....	87
5.2. Genel Sonuç	108
5.3. Araştırmanın Kısıtları, Tartışma ve Öneriler	112
KAYNAKÇA.....	114
ÖZGEÇMİŞ	127

KISALTMALAR LİSTESİ

ISCT: Integrative Social Contract Theory

EC: European Commission

EU: Commission European Commission

EU: European Union

CU: Customs Union

ILO: International Labor Organization

IMF: International Monetary Fund

İMKB: İstanbul Menkul Kıymetler Borsası

KS: Kurumsal Sürdürülebilirlik

KSP: Kurumsal Sosyal Performans

KSS: Kurumsal Sosyal Sorumluluk

KSY: Kurumsal Sosyal Yanıt Verme

OECD: Organisation for Economic Co-operation and Development

SKSS: Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk

SPK: Sermaye Piyasası Kurulu

SRI: Stanford Research Institute

STK: Sivil Toplum Kuruluşu

TKYD: Türkiye Kurumsal Yönetim Derneği

UN: United Nations

UNDP: United Nations Development Program

UNGC: United Nations Global Compact

ICO: International Commerce Organization

WBCSD: World Business Council For Sustainable Development

WCED: World Council For Economic Development-

WTO: World Trade Organization

TABLO LİSTESİ

4.1. Tematik Analiz'in Uygulanma Aşamaları.....	80
4.2. Araştırma'da seçilmiş Türk İşadamlarına Genel Bir Bakış.....	83
5.1. Temalar.....	86

RÉSUMÉ

Le but de ce travail est de mettre en lumière les raisons pour lesquelles les hommes d'affaires en Turquie entreprennent la responsabilité sociale, institutionnelle et politique. Pour les entreprises, les causes qui agissent sur le processus d'entreprendre des activités de responsabilité sociale, institutionnelle et politique varient selon les conditions locales et la structure institutionnelle des entreprises. Il n'y a toujours pas de consensus sur la définition et la portée de la responsabilité sociale institutionnelle politique.

Dans ce travail, on parle d'abord de l'histoire de la notion de la responsabilité sociale institutionnelle et des publications concernées, ensuite on étudie la genèse de la Responsabilité Sociale Institutionnelle Politique et enfin on fait mention de la recherche bibliographique sur le développement de la responsabilité sociale, institutionnelle et politique en Turquie. Dans la dernière partie on étudie par la méthode d'analyse thématique les données recueillies à partir des livres de souvenirs concernant les hommes d'affaires turcs prééminents et on en déduit les 7 thèmes qui font que les hommes d'affaires mettent en œuvre la responsabilité sociale, institutionnelle et politique.

Il faut bien saisir la responsabilité sociale, institutionnelle et politique comme étant une notion récente pour pouvoir la comprendre. C'est pour cette raison que dans la première partie de notre travail figure une recherche bibliographique à propos de la définition, de l'histoire, des notions concernées et de la portée de la responsabilité sociale institutionnelle, ensuite on étudie la genèse et la place de la responsabilité sociale institutionnelle dans le monde universitaire et des affaires. L'histoire de la notion de la responsabilité sociale remonte aux Sumériens et elle a été façonnée sous l'effet de divers facteurs sociaux, culturels, religieux et moraux jusqu'à nos jours. Bien que la sensibilité à l'éthique de la gestion augmente aux

États-Unis, en Europe et au Japon à cause des scandales éthiques connus dans de nombreuses industries au siècle passé, la notion de la responsabilité sociale institutionnelle au sens courant s'est façonnée en grande partie grâce aux pratiques aux États-Unis. Les théories concernant la notion de la responsabilité sociale institutionnelle sont la durabilité, l'approche actionnariale et la théorie des parties prenantes. Il est vrai qu'il n'y a pas de consensus sur la définition de la responsabilité sociale institutionnelle dans le monde universitaire mais on a tendance à adopter un point de vue qui vise pour les entreprises à augmenter la contribution à la société à long terme et à minimiser les dommages.

Dans la deuxième partie on met en évidence à la fois les définitions, les notions et les théories concernant la responsabilité sociale, institutionnelle et politique et les pratiques mises en œuvre par les entreprises. On parle également dans cette partie des approches critiques de cette notion. Comme précisé ci-dessus, il n'existe pas de définition communément reconnue dans la littérature universitaire sur la responsabilité sociale institutionnelle politique. D'après une définition relativement plus acceptée (Scherer et Palazzo, 2011: 901) la responsabilité sociale, institutionnelle et politique, *“recommande un modèle de gouvernance élargi par le biais des entreprises contribuant aux arrangements globaux et à l'approvisionnement des biens publics. La RSIP consiste à aller au-delà de la vision instrumentale de la RSI afin de développer un nouveau concept pour la politique globale dans laquelle les entreprises et les organisations non-gouvernementales jouent leur rôle sous le contrôle des arrangements démocratiques et des opérations du marché...”*.

Malgré son long passé, cette notion ne s'est propagée que dans les vingt dernières années à la fois dans le monde universitaire et dans la pratique. Les théories sur la responsabilité sociale institutionnelle politique sont définies comme Citoyenneté institutionnelle et Théorie du Contrat Social intégral. Les chercheurs ont montré que des facteurs tels que les conditions politiques, la pression étatique, les attentes de la société et la riposte aux autres groupes de pression, le maintien de la légitimité, l'environnement et le développement durables ont des effets sur l'engagement des hommes d'affaires dans ce domaine. Pourtant les raisons pour lesquelles les entreprises s'intéressent à la responsabilité sociale politique varient en

fonction de différents milieux et c'est pourquoi il faut considérer les hommes d'affaires dans le cadre de leur environnement politique et économique et dans le système économique national afin de comprendre les facteurs agissant sur les activités de responsabilité sociale, institutionnelle et politique.

On met donc en avant dans la troisième partie les publications sur l'environnement politique et économique turque et on étudie le développement de la responsabilité sociale institutionnelle politique en Turquie. L'histoire de la responsabilité sociale en Turquie remonte aux États turcs avant l'islam. A l'époque ottomane, surtout par le biais des valeurs islamiques comme l'aumône et la charité, le système de fondations s'est bien développé et les aides sociales ont été gérées par ces fondations. Grâce à ces dernières, on versait les pensions d'invalidité et de vieillesse, on fournissait l'assurance de base aux membres de Corporation. Des ports, des bibliothèques, des routes ont été construits, c'est-à-dire la majorité des besoins sociaux sauf le soutien militaire ont été satisfaits. Des hôpitaux ont été construits et on guérissait les gens de toute religion et de toute race en assurant des médicaments gratuits s'il le fallait. Les pauvres et les voyageurs ont été nourris dans la soupe populaire, les routes ont été éclairées par des lampions, des caravansérails et hammams ont été également construits par biais des fondations.

Le « Ahilik » est une autre institution qui a contribué à la tradition de charité qui a continué dans la vie commerciale turque pendant des siècles. Ces organisations-là formées par des volontaires visant une attitude morale et éthique dans le commerce, avaient en leur sein plusieurs principes concernant la responsabilité sociale et institutionnelle d'aujourd'hui mais elles ont disparu à cause de l'industrialisation et de la modernité qui ont influencé le monde entier. Comme on le voit, les principes de la responsabilité sociale institutionnelle ont un long passé.

De nos jours, les grandes entreprises familiales dominent le commerce en Turquie et en général elles notent les œuvres de bienfaisances qu'elles font par l'intermédiaire de leurs fondations comme activités de RSI et en plus comme celles-ci pourront apporter du profit à long terme sur le plan international. Les entreprises donnent de l'importance aux activités de responsabilité qui ont un objectif commercial. De même, les entreprises cherchent à avoir une certaine légitimité et

donc coopèrent avec des organisations non-gouvernementales en ce qui concerne les activités de RSI car cela rend leurs entreprises plus prestigieuses. Or en Turquie, les entreprises ne s'intéressent pas assez aux droits définis dans le cadre de l'institutionnalisation comme les droits de l'homme et les droits des travailleurs quand il s'agit des activités de responsabilité sociale institutionnelle. Mais l'État demande aux entreprises de s'intéresser aux droits que l'État devrait assurer, y compris les droits des femmes et des enfants. La demande de l'État a eu parfois des conséquences sur les activités de responsabilité sociales des entreprises et ces dernières ont essayé de contribuer à la société dans ce domaine.

Comme la Turquie s'est tardivement industrialisée, de 1923 jusqu'en 1980 l'État a soutenu directement ou indirectement les entreprises économiques et donc les activités économiques se sont développées de manière générale par le soutien de l'État. En Turquie il était difficile d'établir une stabilité économique et politique à cause des crises économiques et des coups d'État militaires et les hommes d'affaires essayaient de s'adapter aux conditions de concurrence engendrées par l'économie de marché et d'entretenir de bonnes relations avec l'État. Dès 1980, avec le passage à l'économie libérale on a essayé d'amoindrir le rôle de l'État sur l'économie mais de nombreux gouvernements de coalition ont connu des échecs répétés à cause des politiques menées et l'économie du pays s'est fragilisée. Par contre la privatisation a gagné en ampleur dans les trente dernières années. Les entreprises qui devenaient plus efficaces sur le marché se sont trouvées face aux problèmes sociaux comme l'éducation et la santé et ont concentré leurs activités de responsabilité sociale institutionnelle dans le domaine de l'éducation qu'elles considéraient comme l'élément le plus important pour le développement du pays.

Dans la dernière partie du travail on fait appel à l'échantillonnage ciblé et les hommes d'affaires prééminents de la Turquie comme Nejat Eczacıbaşı, Sakıp Sabancı, Vehbi Koç, Kemal Şahin, Muharrem Eskiyapan, Üzeyir Garih et Akın Öngör constituent ainsi l'échantillon de ce travail. On a étudié les données recueillies à partir des mémoires des hommes d'affaires cités ci-dessus par la méthode d'analyse thématique qui est une méthode de recherche qualitative. On en a déduit les facteurs qui ont agi sur la mise en œuvre des responsabilités sociales politiques par les hommes d'affaires turcs. Les thèmes déduits sont la légitimité, le développement

durable, l'augmentation de la compétitivité, la faiblesse étatique, la pression étatique, la protection des intérêts commerciaux et la religion.

Dans notre recherche, parmi les activités des hommes d'affaires dans le but de gagner légitimité, on peut citer les aides sociales qu'ils fournissent dans divers domaines de la société, le développement des services publics comme l'éducation et la santé, les activités culturelles, la prise de conscience environnementale et création des fondations pour protéger la nature et soutenir ces fondations. Les hommes d'affaires turcs ont agi comme des acteurs politiques dans les relations bilatérales avec les hommes d'État étrangers selon les conditions politiques qui changeaient pour assurer leur légitimité vis-à-vis de l'État et des marchés internationaux et ont créé des ponts dans les relations internationales. Avec la situation économique et politique qui a changé après le coup d'État militaire, on voit dans les dialogues des hommes d'affaires qu'ils cherchaient à avoir une légitimité sur le plan international et auprès du gouvernement et qu'ils ont agi comme des acteurs politiques.

En outre, on voit dans les explications des hommes d'affaires que dans leurs activités de responsabilité sociale ils étaient sous l'influence des politiques des gouvernements et qu'ils voulaient ainsi entretenir des relations avec l'État et maintenir la légitimité. D'autre part, les hommes d'affaires avaient besoin de s'intéresser aux problèmes de la société dans laquelle ils se trouvaient afin que leurs entreprises continuent à fonctionner à long terme et qu'elles fassent des progrès économiques durables. Dans ce contexte, les hommes d'affaires ont fondé des institutions environnementales (fondation Tema, fondation Tema Europe) et ils avaient des soucis concernant le développement de la société parce qu'ils pensaient qu'ils ne continueraient leurs activités que dans une société saine. Les hommes d'affaires ont en fait agi comme des acteurs politiques pour pouvoir assurer la continuité de leurs entreprises.

Dans les années 90, l'économie de marché s'est établie dans notre pays et les hommes d'affaires ont envisagé certaines réformes pour entrer en concurrence avec leurs adversaires occidentaux et ont proposé des solutions en disant qu'ils étaient prêts à prendre des responsabilités dans ce domaine. Par contre les hommes d'affaires ont affirmé qu'il n'y avait pas de population active qualifiée, capable de

s'adapter aux conditions de concurrence et qu'il fallait donc aider à promouvoir l'éducation.

Dans les souvenirs des hommes d'affaires, on voit aussi que les entrepreneurs privés étaient prêts à aider l'État dans les domaines où les gouvernements étaient faibles et les politiques gouvernementales étaient inefficaces. Les hommes d'affaires soulignent qu'ils s'inquiétaient surtout de la récession des marchés et des politiques inefficaces des gouvernements de coalition et ils disent qu'ils se sont entretenus à cette époque-là avec des responsables gouvernementaux et qu'ils leur ont donné des conseils sur la politique et l'économie.

En Turquie, les politiques du gouvernement pour lutter contre la terreur dans les années 80 ont échoué et les hommes d'affaires ont alors pris des responsabilités dans ce domaine. Les hommes d'affaires disent donc que tout le monde devait prendre des responsabilités sur ce sujet et que l'on s'attendait à ce que les plus importants hommes d'affaires du pays Vehbi Koç et Sakıp Sabancı jouent leur rôle pour empêcher la terreur en investissant dans la région. Et même Sakıp Sabancı a préparé un compte rendu pour aider le développement économique de la région et pour empêcher la terreur

En conclusion, les hommes d'affaires en Turquie ont joué un rôle politique sous l'influence de différents facteurs dans différentes périodes selon l'environnement politique et économique qui changeaient. De temps en temps, dans les domaines où l'État était faible, ils lui ont proposé des solutions et ont essayé d'intervenir dans l'économie et dans la politique. Les hommes d'affaires ont mené des activités de lobbying individuellement ou par l'intermédiaire des institutions commerciales pour influencer les politiques étatiques, pour renforcer leur légitimité et pour protéger leurs intérêts commerciaux. Mais surtout à l'époque où le régime militaire regnait, avec des politiques publiques mises en place sous l'influence d'un milieu où on sentait le pouvoir de l'État sur le marché, les hommes d'affaires avaient besoin de développer les activités de responsabilités sociales conformément à l'État pour protéger leur légitimité. Finalement, d'après les résultats de la recherche, on peut dire que les politiques étatiques dans le domaine de l'éducation, de la politique et de la santé, les tendances religieuses, les gouvernements faibles et le fait que les

hommes d'affaires voulaient protéger leurs intérêts commerciaux par souci de répondre à la concurrence du marché qui augmentait, ont tous joué un rôle dans le processus où les hommes d'affaires ont pris une responsabilité sociale politique.

ABSTRACT

This study aims to reveal the factors affecting the businessmen in Turkey to assume political corporate social responsibility. Factors that affect the companies to carry out Political Corporate Social Responsibility activities differ according to the conditions of the country in which they operate and the organizational structure of the companies themselves. There is yet no consensus about the definition and the scope of the political corporate social responsibility.

This study begins with a review of the academic publications about the corporate social responsibility and its history. It continues by analyzing the development of the Political Corporate Social Responsibility and finally a literature review about the development of Political Corporate Social Responsibility in Turkey is done. Final chapter analyzes the data sets collected from memoirs of important Turkish businessmen with Thematic Analysis methodology and seven themes were defined as factors affecting the businessmen to carry out Political Corporate Social Responsibility.

To understand Political Corporate Social Responsibility, which is a relatively new concept; the concept of social responsibility must be understood first. To achieve this, in the first chapter of the study the definition and history of corporate social responsibility, related concepts and scope were analyzed with a large literature review, and the emergence of corporate social responsibility along with its place in academia and business world is analyzed. History of Social Responsibility goes back to Sumerians. The concept was shaped through history with various social, cultural, religious and ethical factors. As social sensitivity in USA, Japan and European countries about business ethics increased in the past century due to various ethical scandals in many industries; the concept of Corporate Social Responsibility we use today was shaped basically by the applications in United States of America. Theories about corporate social responsibility are defined as sustainability, shareholder

approach and stakeholder theory. There is no consensus on the definition of corporate social responsibility within the academic circles, but the opinion its basis rests on a rise in the contribution of and a decline in the harm of businesses to the society is more prominent.

Definitions related with Political Corporate Social Responsibility, relevant concepts and theories, and practices of companies were presented in the second chapter. Also, critical views about political corporate social responsibility were analyzed. As mentioned above, there is no consensus about Political Corporate Social Responsibility in the academic literature. A relatively accepted definition (Scherer and Palazzo, 2011: 901) says that Political Corporate Social Responsibility “*suggests an administrative model enhanced through companies which contribute to global regulations and provision of public goods. Political Corporate Social Responsibility goes beyond the view of Corporate Social Responsibility with the idea that companies and civil society organizations should actively participate in democratic regulations and the control of market transactions, therefore creating a new understanding in global politics*”.

The concept, even though it has a long history, became widespread both in academic circles and in practice within the last twenty years. Theories about Political Corporate Social Responsibility have been defined as Organizational Citizenship and Integrative Social Contract Theory. Various researchers have put forth that factors such as political conditions, government pressure, expectations of society, responding to other pressure groups, protecting the legitimacy, sustainable environment and sustainable development have been effective on the businessmen to conduct a political role. As the reasons why businesses carry out Political Social Responsibility vary according to different environments; to understand the factors which affect the businessmen to carry out Political Corporate Social Responsibility, the political and economic environment they are in and the national business system have to be evaluated together.

For this reason, Third chapter of this study concentrates on academic works about the social and economic environment of the Turkish businessmen and generally about the Turkish business system. Also, the implementations of Turkish

businessmen and the development of Political Corporate Social Responsibility in Turkey have been analyzed. Social responsibility in Turkey goes back to Turkic states before Islam, and with the effect of Islam's values such as offering and benevolence a system of Foundations was developed in the Ottoman period and social reliefs was conducted through these foundations. Foundations offered old age and impairment salaries, a very primitive version of insurances were done for the lodge members, ports, libraries and roads have been built, many needs of the society were covered except military support, hospitals were built and people from different religions or ethnicities were cured with free medical support, soup kitchens provided food for poor people and travelers, roads were lit with kerosene lamps, baths and caravansaries were built.

Another institution which contributed a lot to the philanthropic tradition in Turkish trade is *Akhism*. Turkish Akhism Organizations were established by voluntary people among the public with the aim of ethical and moral behavior in trade, and they include many recent principles about Political Corporate Social Responsibility. These institutions disappeared as a result of the developments during the phase of industrialization and modernization. As it can be seen, the history of the principles of Corporate Social Responsibility in Turkish trade have a long past.

In today's Turkey, where large family corporations dominate, the companies generally report their philanthropic transactions through their foundations as Corporate Social Responsibility activities and also give importance to responsibility activities with trading goals which they believe would contribute in international arena. Besides, companies generally cooperate with Civil Society Organizations in Corporate Social Responsibility implementations, therefore trying to increase their reputations and gaining legitimacy. But, the companies in Turkey did not concentrate on issues such as human rights, employee rights which are defined within the framework of companies' organizational citizenship; but public demanded some contribution from the companies about women and children's rights, which should be provided by the state itself. This demand of the public sometimes had an impact on the companies and they contributed to the society under these areas.

Because Turkey is a late industrialized country, Turkish government has both directly and indirectly supported the economic businesses between 1923 and 1980; so economic activities basically developed by government support. Turkish businessmen have tried to adopt the competitive conditions came along with the market economy and to keep their relation with the state at a balance; as Turkey could not have an economic and political stability due to military interventions and economic crises. After post-1980 liberal economic policies, the role of government in economy was tried to be reduced but the unsuccessful coalition governments following each other and wrong policies implemented by them made the Turkish economy very fragile. As privatization has gained importance in the last 30 years; companies became more effective in the market, but also faced with social problems such as education and health; therefore concentrating their Corporate Social Responsibility activities on education, which they consider as the most important factor in the country's development.

The last chapter of this study conducts aimed sampling and foremost businessmen in Turkey, Nejat Eczacıbaşı, Sakıp Sabancı, Vehbi Koç, Kemal Şahin, Muharrem Eskiyan, Üzeyir Garih and Akın Öngör have been chosen as the samples. Data sets gathered from memoirs of these businessmen were investigated with a qualitative research method, Thematic Analysis, and the factors affecting the Turkish businessmen to undertake political social responsibility were revealed. The themes came out are legitimacy, sustainability, development, increasing the competitive power, weak state, government pressure, protecting the trade interest and religion in the following order.

The activities of the businessmen whose memoirs were investigated in this research to gain legitimacy can be counted as social relief, development of education and health services at public level, cultural and artistic activities, environmental projects and foundations. Turkish businessmen have acted like a political actor and as a bridge among countries in their meetings with foreign statesmen to gain legitimacy both at national and international levels, depending on the changing political conditions. Besides, along with the political atmosphere developed after the military coup, businessmen have searched for legitimacy both at government and

international levels and acted like political actors; which can be seen at the dialogues in their memoirs.

In addition to that, the memoirs show us that the businessmen were effected from the political actions of the governments, trying to protect their relationship with the government and establish their legitimacy. On the other hand, businessmen needed to focus on the problems of society to make their businesses operate in long-term, in other words, provide a sustainable economic development. Within this context, the reason they established organizations on environment (e.g. Tema Foundation, Tema Foundation Europe) or their concerns about the development of the society basically stem from the idea that they can only continue with their activities in a healthy society. Eventually, businessmen have acted like a political actor and secured their businesses' continuity.

With the increasing effect of market economy in Turkey through 1990s, businessmen have foreseen the necessity of some societal reforms to compete with their Western competitors, declared that they were ready to take responsibility and provided solutions. On the other hand, businessmen also defined that the necessary workforce was needed to adapt the new competitive conditions and therefore, education must be supported.

Besides, businessmen also mentioned that the private enterprises were ready to provide support in the areas where governments or government policies were weak. Businessmen also mentioned their concerns about the recession in the markets and the unsuccessful policies of the coalition governments; so they conducted mutual negotiations with government authorities, advising them on political and economic issues.

As government policies were having problems to cope with the terror in 1980s, businessmen had to take more responsibility in this area. So, businessmen have stated that important figures such as Vehbi Koç and Sakıp Sabancı should take active roles in making investments to the region, therefore preventing terror. Businessman Sakıp Sabancı even prepared a report where he mentioned his ideas about preventing the terror and developing the region.

Finally, it can be said that the businessmen in Turkey have undertaken political roles under the effect of different factors in different periods, depending on political and economic environment. Sometimes they advised for solutions and tried to guide the economic and political policies of the governments. Businessmen also conducted lobbying activities both at individual and organizational levels to affect the government policies, therefore strengthening their own legitimacies and protect their economic interests. But especially in the period when military regime was dominant, they considered it necessary to develop their social responsibility activities along with public policies carried out by the government within a government-controlled market environment to protect their legitimacy. According to the findings of the research; public policies on education, politics and health conducted by the government, their own religious tendencies, weak governments and the need of the businessmen to protect their economic interests in response to the increasing market competition have all played important roles on Turkish businessmen to undertake political social responsibility.

ÖZET

Bu çalışmanın amacı Türkiye’de iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmesine etki eden nedenleri ortaya koymaktır. Şirketlerin Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk faaliyeti yürütmelerine etki eden nedenler, içinde buldukları ülkenin koşullarına ve şirketlerin kurumsal yapısına göre farklılık göstermektedir. Siyasi kurumsal sosyal sorumluluğun tanımı ve kapsamı hakkında henüz bir görüş birliğine varılamamıştır.

Bu çalışmada öncelikle kurumsal sosyal sorumluluk kavramının tarihi ve ilgili akademik yayınlara değinilmiş, ardından Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluğun ortaya çıkışı incelenmiş ve nihayetinde Türkiye’de Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluğun gelişimi ile ilgili yazın taramasına yer verilmiştir. Son bölümde ise Türkiye’nin önde gelen iş adamlarıyla ilgili anı kitaplarından derlenen veri setleri Tematik Analiz yöntemiyle incelenmiş ve iş adamlarının Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk üstlenmelerine etki eden 7 tema ortaya çıkarılmıştır.

Henüz yeni bir kavram olan Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluğu anlayabilmek için kurumsal sosyal sorumluluk kavramına vakıf olmak gerekmektedir. Bu nedenle çalışmanın ilk bölümünde kurumsal sosyal sorumluluğun tanımı, tarihi, ilgili kavramlar ve kapsamı hakkında yazın taraması yapılmış, sonrasında kurumsal sosyal sorumluluğun ortaya çıkışı ile akademi ve iş dünyasındaki yeri incelenmiştir. Sosyal Sorumluluk kavramının tarihi Sümerlere kadar uzanmakta olup kavram günümüze kadar çeşitli toplumsal, kültürel, dini, ahlaki faktörlerin etkisiyle şekillenmiştir. Geçtiğimiz yüzyılda birçok endüstride meydana gelen etik skandallar nedeniyle ABD, Avrupa ülkeleri ve Japonya’da işletme etiğine olan duyarlılık artmış olsa da; bugünkü anlamda Kurumsal Sosyal Sorumluluk kavramı, büyük ölçüde, Amerika Birleşik Devletleri’ndeki uygulamalarla şekillenmiştir. Kurumsal sosyal sorumluluk kavramıyla ilgili kuramlar sırasıyla

sürdürülebilirlik, hissedar yaklaşımı ve paydaş kuramı olarak belirtilmiştir. Kurumsal sosyal sorumluluğun tanımıyla ilgili akademik camiada bir uzlaşma olmamakla birlikte temelinde işletmelerin uzun vadede topluma yaptığı katkının artırılması ve zararlarının en aza indirilmesi olduğu görüşü yaygındır.

İkinci bölümde ise Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumlulukla ilgili tanımlar, ilgili kavram ve kuramlarla birlikte şirketler tarafından sergilenen uygulamalar ortaya konmuştur. Bu bölümde ayrıca siyasi kurumsal sosyal sorumluluk kavramına yöneltilen eleştirel görüşlere de yer verilmiştir. Yukarıda da belirtildiği gibi Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk kavramıyla ilgili olarak da akademik yazında ortak kabul gören bir tanım henüz mevcut değildir. Nispeten daha fazla kabul görmüş bir tanıma göre (Scherer ve Palazzo, 2011: 901) Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk, *“Küresel düzenlemelere ve kamu mallarının tedarik edilmesine katkı sağlayan şirketler aracılığıyla genişletilmiş bir yönetim modeli önermektedir. SKSS, şirketler ve sivil toplum örgütlerinin demokratik düzenlemeler ve piyasa işlemlerinin kontrolünde aktif olarak rol aldığı küresel siyaset üzerine yeni bir anlayış geliştirmek üzere politik zeminde araçsal KSS görüşünün ötesine geçmektedir...”* şeklinde açıklanmıştır.

Kavram, uzun bir tarihi olmasına rağmen gerek akademik camiada gerekse uygulamada son yirmi yılda yaygınlaşmıştır. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumlulukla ilgili kuramlar ise Kurumsal Vatandaşlık ve Bütünleştirici Toplumsal Sözleşme Kuramı olarak belirlenmiştir. Siyasi koşullar, devlet baskısı, toplumun beklentisi ve diğer baskı gruplarına yanıt verme, meşruiyetini koruma, sürdürülebilir çevre, sürdürülebilir kalkınma gibi etmenlerin iş adamlarının siyasi rol üstlenmelerinde etkili olduğu çeşitli araştırmacılar tarafından ortaya konmuştur. Ancak işletmelerin hangi nedenlerle Siyasi Sosyal Sorumluluk üstlendikleri farklı çevrelere göre değişkenlik göstermekte, bu nedenle iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerine etki eden etmenlerin anlaşılması için içinde buldukları siyasi, ekonomik çevre ve ulusal iş sistemi ile birlikte değerlendirilmesi gerekmektedir.

Bu sebepten dolayı araştırmanın 3. bölümünde Türk iş adamlarının içinde bulunduğu siyasi, ekonomik çevre ile Türk iş sisteminin anlaşılmasına yönelik

akademik yayımlar ve Türk iş adamlarının uygulamalarına dayanan bilgilere yer verilmiş ve Türkiye’de siyasi kurumsal sosyal sorumluluğun nasıl geliştiği incelenmiştir. Türkiye’de sosyal sorumluluğun tarihi İslam öncesi Türk devletlerine kadar uzanmakta olup özellikle İslam’ın zekât ve sadaka gibi değerlerinin etkisiyle Osmanlı döneminde vakıf sistemi çok gelişmiş ve sosyal yardımlar bu vakıflar aracılığıyla gerçekleşmiştir. Vakıflar sayesinde yaşlılık ve maluliyet maaşları verilmiş, lonca üyeleri için ilkel de olsa sigorta temin edilmiş, limanlar, kütüphaneler, yollar inşa edilmiş, yani askeri destek hariç toplumun birçok sosyal ihtiyacı karşılanmış, hastaneler inşa edilip her din ve ırktan insan icabında ücretsiz ilaç temin edilerek tedavi edilmiş, imaretlerde yoksul ve yolculara aş verilmiş, kandillerle yollar aydınlatılmış, kervansaraylar ve hamamlar yapılmıştır.

Türk ticari hayatında yüzyıllar boyu devam eden hayırseverlik geleneğinin oluşmasına katkıda bulunan bir diğer kurum Ahilik Teşkilatlarıdır. Ticarete ahlaki ve etik davranışı hedefleyen, halk arasından gönüllü kişilerce oluşturulmuş kamu kurumları olarak Türk Ahilik Teşkilatları Kurumsal Sosyal Sorumluluk kavramına ilişkin birçok güncel ilkeyi bünyesinde bulundurmakla beraber, bu kurumlar tüm dünyayı etkileyen sanayileşme ve modernizasyon aşamasındaki yeniliklerle birlikte kaybolmuştur. Görüldüğü gibi Türk ticaretinde şekillenen Kurumsal Sosyal Sorumluluk ilkelerinin tarihi oldukça uzun bir geçmişe dayanmaktadır.

Büyük aile şirketlerinin egemen olduğu günümüz Türkiye’inde ise şirketler genelde vakıfları aracılığıyla yaptıkları hayır işlerini KSS faaliyeti olarak raporlamakta ve bunun yanı sıra uluslararası sahada uzun vadede bir getiri sağlayabileceği için ticari amaç güden sorumluluk faaliyetlerine önem vermektedirler. Ayrıca şirketler KSS uygulamalarında yaygın olarak Sivil Toplum Kuruluşları ile işbirliğine gitmiş, şirketlerinin itibarını artırarak meşruiyet sağlamaya çalışmışlardır. Ancak Türkiye’de işletmeler kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerinde insan hakları, çalışan hakları gibi şirketlerin kurumsal vatandaşlığı çerçevesinde belirlenen haklara tam olarak eğilmemiş, fakat kamunun şirketlerden kadın ve çocuk hakları dâhil devletin sağlaması gereken haklarla ilgili talebi söz konusu olmuştur. Kamunun talebi şirketlerin sosyal sorumluluk faaliyetleri üzerinde zaman zaman etkili olmuş ve şirketler bu alanlarda topluma katkı sağlamaya çalışmıştır.

Türkiye geç endüstrileştiği için 1923'ten 1980'e kadar uzanan dönemde devlet iktisadi girişimlere ya doğrudan ya da dolaylı olarak destek vermiş ve böylece iktisadi faaliyetler genel olarak devlet desteğiyle gelişmiştir. Askeri darbeler, ekonomik krizlerle uzun süreli bir iktisadi ve siyasi istikrarın yaşanmadığı Türkiye'de iş adamları bir yandan piyasa ekonomisinin getirdiği rekabet koşullarına uyum sağlamaya çalışırken bir yandan da devletle ilişkilerini dengede tutmaya çalışmışlardır. 1980 sonrası liberal ekonomiye geçişle birlikte devletin ekonomideki rolü azaltılmaya çalışılmış fakat ilerleyen yıllarda ardı ardına gelen başarısız koalisyon hükümetlerinin uyguladıkları politikalar, ülke ekonomisini kırılgan bir hale getirmiştir. Ancak özelleştirmenin son 30 yılda ağırlık kazanmasıyla piyasadaki etkinliği artan şirketler bu eksende eğitim, sağlık gibi toplumsal sorunlarla yüz yüze kalmış ve Kurumsal Sosyal Sorumluluk faaliyetlerini, ülkenin kalkınmasında en önemli etken olarak gördükleri eğitim alanında yoğunlaştırmıştır.

Araştırmanın son bölümünde ise amaçlı örnekleme gidilmiş ve Türkiye'nin önde gelen iş adamlarından Nejat Eczacıbaşı, Sakıp Sabancı, Vehbi Koç, Kemal Şahin, Muharrem Eskiyan, Üzeyir Garih ve Akın Öngör bu çalışmanın örneklemini teşkil etmiştir. Adı geçen iş adamlarının anı kitaplarından derlenen veri setleri nitel bir araştırma yöntemi olan Tematik Analiz yöntemiyle incelenerek Türk İşadamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine etki eden unsurlar ortaya çıkarılmıştır. Elde edilen temalar sırasıyla meşruiyet, sürdürülebilir kalkınma, rekabet gücünü artırma, devletin zayıf olması, devlet baskısı, ticari çıkarını koruma ve dindir.

Araştırmada anıları incelenen iş adamlarının meşruiyet kazanmak için yürüttükleri faaliyetler arasında toplumun çeşitli alanlarında yaptıkları sosyal yardım, eğitim ve sağlık gibi kamu hizmetlerinin geliştirilmesi, kültür-sanat faaliyetleri, çevre bilinci kazandırma ve doğayı korumaya yönelik vakıflar kurup destekleme yer almaktadır. Türk iş adamları değişen siyasi koşullara bağlı olarak hem devlet üzerinde hem de uluslararası piyasalarda meşruiyet sağlamak için yabancı devlet adamlarıyla ikili görüşmelerinde siyasi birer aktör gibi hareket etmiş ve ülkeler arası ilişkilerde köprü görevi görmüştür. Ayrıca askeri darbe sonrası değişen siyasi ve ekonomik atmosferle birlikte iş adamlarının da uluslararası arenada ve hükümet

nezdinde meşruiyet aradıkları ve siyasi birer aktör gibi hareket ettikleri, anılarında geçen diyaloglarda açıkça görülmektedir.

Bunlara ilave olarak iş adamlarının sosyal sorumluluk faaliyetlerinde hükümetlerin siyasi politikalarından etkilenecek hareket ettikleri ve böylece bir anlamda devletle ilişkilerini koruyup meşruiyetini sağlamaya çalıştıkları da anılarında yer alan açıklamalardan anlaşılmaktadır. Öte yandan iş adamları kendi işletmelerinin uzun vadede faaliyet gösterebilmesi, başka bir ifadeyle sürdürülebilir ekonomik gelişme sağlaması amacıyla içinde yer aldıkları toplumun sorunlarına eğilme gereği duymuşlardır. Bu bağlamda çevre ile ilgili kurduğu kuruluşlar (Tema Vakfı, Tema Vakfı Avrupa) ve toplumun gelişmesine yönelik kaygılarının altında yatan neden, faaliyetlerini ancak sağlıklı bir toplum içinde sürdürebilecekleri düşüncesidir. Nihayetinde iş adamları siyasi bir aktör gibi hareket ederek işletmelerinin devamlılığını gözetmişlerdir.

1990'lı yıllarda ise piyasa ekonomisinin yerleştiği ülkemizde, iş adamları batılı rakipleriyle mücadele edebilmek için toplumsal bir takım reformların da yapılmasını öngörmüşler ve bu alanda sorumluluk almaya hazır oldukları yönünde beyanda bulunup çözüm önerileri sunmuşlardır. Öte yandan iş adamları rekabet koşullarına uyum sağlayacak nitelikli insan gücünün olmadığını ve bu nedenle eğitime destek verilmesi gerektiğini belirtmişlerdir.

Bunların yanı sıra iş adamları anılarında gerek hükümetlerin zayıf oldukları gerekse hükümet politikalarının yetersiz olduğu alanlarda özel girişimcilerin de devlete yardımcı olmaya hazır olduklarını belirtmişlerdir. Özellikle piyasalardaki gerileme ile zayıf koalisyon hükümetlerinin başarısız uygulamalarından duydukları endişeleri dile getiren iş adamları bu dönemlerde devlet yetkilileriyle ikili görüşmeler yapmışlar ve onlara gerek siyasi olarak gerek ekonomi politikalarında tavsiyelerde bulunmuşlardır.

Türkiye'de 1980'lerde baş gösteren terörle mücadelede başarılı olamayan hükümet politikaları da iş adamlarının bu konuda sorumluluk üstlenmesine neden olmuştur. Böylece iş adamları bu konuda Vehbi Koç ve Sakıp Sabancı gibi ülkenin önde gelen iş adamlarından bölgeye yatırım yaparak terörün önüne geçilmesi

yönünde etkin rol almaları için bir beklenti olduğundan ve bu konuda sorumluluk üstlenmenin herkesin görevi olduğundan bahsetmişlerdir. Hatta iş adamı Sakıp Sabancı terörle mücadelenin önüne geçmek için bölgenin ekonomik kalkınmasına fayda sağlayacak bir rapor hazırlayarak görüşlerini belirtmiştir.

Sonuç olarak Türkiye’de iş adamları değişen siyasi ve ekonomik çevreye göre farklı dönemlerde farklı unsurların etkisinde kalarak siyasi bir rol üstlenmiştir. Zaman zaman devletin zayıf olduğu alanlarda devlete çözüm önerilerinde bulunmuş, ekonomik ve siyasi politikalarına yön vermeye çalışmıştır. İş adamları gerek bireysel gerek ticari kuruluşların etkisiyle lobicilik faaliyeti yürüterek devlet politikaları üzerinde etkili olup kendi meşruiyetlerini güçlendirmeye ve ticari çıkarlarını korumaya çalışmışlardır. Ancak özellikle askeri rejimin hâkim olduğu dönemlerde devletin piyasa üzerindeki gücünün hissedildiği bir çevrenin etkisinde uygulanan kamu politikalarıyla, sosyal sorumluluk faaliyetlerini aynı yönde geliştirmeyi meşruiyetlerini korumak için gerekli görmüşlerdir. Nihayetinde araştırma bulgularına göre devletin eğitim, siyaset, sağlık alanlarındaki kamu politikaları, dini eğilimleri, zayıf hükümetler ve bunların yanında iş adamlarının artan piyasa rekabetine cevap verme kaygısıyla ticari çıkarlarını korumak istemeleri, Türkiye’de iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerinde ayrı ayrı rol oynamıştır.

GİRİŞ

Kurumsal sosyal sorumluluk –KSS- (corporate social responsibility) akademik yazında henüz ortak bir tanımını yapılamamış, kapsam ve sınırları netleştirilememiş, farklı modellerle açıklanmaya çalışılmakla kalmayıp amaçları ve faydaları konusunda tartışmalı iddialara yol açan bir kavramdır. Şirketler ise teoride henüz ortak bir uzlaşıya varılamayan bu kavramı algıladıkları şekilde kendi amaçları doğrultusunda hayata geçirmeye çalışmaktadır. KSS kavramının algılanışı ve uygulamaya geçirilişi farklı ülkelerde farklı şekillerde gerçekleşmiştir.

Şirketler KSS faaliyetleriyle kar maksimizasyonuna katkı sağlamak ve meşruiyet kazanmak için çeşitli yollara başvurmuştur. Ancak bugün şirketler KSS' ye hükümetin gücünün zayıf olduğu alanlarda (sağlık, eğitim vb) şirketlerin etkinlik göstererek siyasi bir kimlik kazandırmış ve böylece kavrama yeni bir boyut daha eklenerek Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk- SKSS- (political corporate social responsibility) kavramı ortaya çıkmıştır.

Bu çalışmanın amacı Türkiye'deki şirketlerin Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk (SKSS) üstlenmelerine neden olan etmenleri ortaya koymaktır. Bu nedenle çalışmada öncelikle KSS kavramının tarihsel gelişimi ve tanımından başlamak üzere kavramın ortaya çıkmasına neden olan faktörler açıklanacaktır. KSS kavramının zamanla nasıl siyasi bir boyut kazandığını teorik olarak temellendirmek için hissedar kuramı, paydaş kuramı, kurumsal vatandaşlık kuramı ve bütünleştirici toplumsal sözleşme kuramı üzerinde durulacaktır. Uygulamada ise küreselleşen dünyada Türkiye'deki şirketlerin değişen rolü ile hangi etmenler nedeniyle ve hangi faaliyetleriyle devletin yerini aldıkları incelenecektir. Bu bağlamda Türkiye'de şirketlerin siyasi sorumluluk üstlenmesine etki eden nedenleri ortaya çıkarabilmek için şirketlerin içinde buldukları çevresel ve iç koşullar sıralanacaktır.

Arařtırma verileri iř adamlarının anı kitaplarından toplanacaktır. Tematik analiz yöntemiyle řirketlerin hangi etmenlerden dolayı siyasi sorumluluk üstlendiđi incelenecek ve bulgular ortaya konacaktır. Bu faktörlerin bulunup ortaya konması siyasi sorumluluk üstlenen řirketlerin toplumda deđiřen rolünün daha iyi anlaşılmasına yardımcı olacaktır.

1. BÖLÜM: KURUMSAL SOSYAL SORUMLULUK

1.2. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tanımı ve Kapsamı

Kurumsal Sosyal Sorumluluk kavramının tanımı ve kapsamı konusundaki akademik çalışmalarda oldukça büyük farklılıklar gözlenmektedir. Şirketler de faaliyet gösterdikleri sektör ve çevreye bağlı olarak kendi algıları dâhilinde KSS ile ilgili politikalarını açıklamaktadır. Ayrıca çeşitli uluslararası örgütler tarafından da kavramın tanımı ve kapsamı belirlenmeye çalışılmıştır. Ekonomik Kalkınma ve İşbirliği Örgütü Çok Uluslu Şirketler İlkeleri (OECD Guidelines for Multinational Corporations), Birleşmiş Milletler Küresel İlkeler Sözleşmesi 10 İlkesi (The Ten Principles of United Nations Global Compact), Sosyal Sorumluluk ISO 26000 Rehberlik Standardı, (the ISO 26000 Guidance Standard on Social Responsibility), Çok Uluslu Kuruluş ve Sosyal Politikalara İlişkin ILO Üçlü Bildirgesi (The ILO Tri-Partite Declaration of Principles Concerning Multinational Enterprises and Social Policy) ve BM Yol Gösterici İlkeler ve Kuralları (UN Guiding Principles and Guidelines) gibi ilkeler KSS'ye çeşitli yaklaşımlar sunan ve uluslararası sahada geniş kabul gören girişimlerdir.

İlk olarak akademik yazına bakacak olursak; Friedman *iş adamlarının sosyal sorumluluklarının sadece kar etmek olduğunu* (1970) vurgularken Davis (1973:312) KSS'yi şirketin dar kapsamlı ekonomik, teknik ve yasal gerekliliklerinin ötesinde konularla ilgilenip bunlara yanıt verecek faaliyetleri gerçekleştirmesi olarak tanımlamıştır. Görüldüğü gibi iki tanımın kapsamı birbirinden farklıdır. Friedman, karı odak alarak sadece hissedarlara karşı bir sorumluluktan söz ederken Davis, işletmelerin bu gerekliliği aşan faaliyetler yürütmesine işaret etmiştir.

Frederic (1994) ise KSS kavramını CSR₁ (KSS) ve CSR₂ (KSY) olmak üzere iki farklı tanımla farklı kategorilere ayırmıştır. Frederic (1994:150) KSS kavramının

özünde toplumsal refah için çalışma zorunluluğunun olduğunu, Kurumsal Sosyal Yanıt Verme'nin (KSY) ise şirketin toplumsal baskılara karşı sergilediği duruş olduğunu vurgulamıştır. Bu bağlamda KSY şirketin çeşitli sosyal gruplarla – toplumsal, hukuksal ve kurumsal çevre- olan ilişkisini ne derece yönetebildiği ile ilintilidir (Frederic, 1994:156). Frederic (1994) KSS kavramının kapsamının belirsizliği ve uygulamadaki karmaşasına kıyasla KSY'nin şirketlerin toplumdaki yerini açıklamada daha somut ve kuramsal olarak geçerli bir sonuç vereceğini iddia etmiştir. KSY aracılığıyla şirketler belirsiz bir sosyal sorumluluk çabası yerine kamu kuruluşlarından toplumsal çıkar gruplarına kadar geniş bir yelpazede nasıl ve ne ölçüde faaliyetler uygulayabileceklerine karar verebilmektedir (Frederic, 1994).

Carroll (1979:499) ise şirketlerin topluma karşı sorumluluklarının tam anlamıyla belirlenebilmesi için işletme performansının ekonomik, yasal, etik ve gönüllü yardım yönlerinin ortaya konması gerektiğini belirtmiştir. Bu kategoriler birbirini dışlamamakla birlikte birbirleri üzerinde sürekli bir ekonomik ya da toplumsal arayışa da yol açmaz, sadece zamanla değişen önem dereceleri içindeki temel rollerini yansıtmaktadır (Carroll, 1979:500). Bu kategoriye göre şirketlerin temel sosyal sorumluluklarının kar etme amacıyla topluma mal ve hizmet sağlayan ekonomik yönü olup şirketlerin bu faaliyetler sırasında yasalara da uyması beklenmektedir (Carroll, 1979:500). Ancak toplumun şirketlerden yasalarca belirlenmemiş ve tam olarak kesin çerçevesi çizilemeyen etik davranış beklentilerinin yanı sıra yapılması tamamen şirketin takdirine kalmış bağış veya bağımlılar için tedavi programı gibi sergilenmediği takdirde eleştirilmeyecek gönüllü faaliyetler de sosyal sorumluluk kapsamına dahil edilmiştir (Carroll, 1979:500). Bu bağlamda Carroll, “*kurumsal sosyal sorumluluk toplumun şirketlerden belirli bir zamandaki ekonomik, yasal, etik ve gönüllü faaliyetleri kapsayan beklentileridir*” (Carroll, 1979:500) şeklinde bir tanım getirmiştir. Carroll, KSS tanımında yer alan faktörleri sınıflandırarak ekonomik beklentiye toplumsal beklentinin üzerinde değer veren görüşlere karşı, bu kategoriler arasında bir geçiş olabileceğini belirtmek üzere yaptığını vurgulamıştır (Carroll, 1979:500).

Carroll daha sonra 1991'de yayımladığı *The Pyramid of Corporate Social Responsibility: Toward a Moral Management of Organizational Stakeholder* başlıklı çalışmasında KSS faaliyetlerini dört katmanlı bir piramit modeline yerleştirmiştir

(Carroll, 1991). Fakat önerdiği bu yeni modelde şirketlerin yürüttüğü KSS faaliyetlerinin hiyerarşik bir şekilde tasnif edilmesi, piramidin en tepesinde yer alan gönüllü faaliyetlerin en alt basamakta yer alan ekonomik faaliyetlerden daha fazla önem arz ettiği izlenimine yol açabilmektedir (Schwartz ve Carroll, 2003:505). Bununla birlikte gönüllü olarak yürütülen sorumluluk faaliyetleri ile etik ilkeler gözetilerek yürütülen sorumluluk faaliyetleri arasındaki farkı belirlemek hem kuram hem de uygulamada güçlük arz etmesi ve gönüllü olarak yürütülen bir faaliyetin ekonomik çıkarla güdümlenebilmesi sorunlarından dolayı gönüllülük boyutunun dışlandığı yeni bir model önerilmiştir (Schwartz ve Carroll, 2003:506). Bu yeni modelde hayırseverlik faaliyetleri ekonomik ya da etik faaliyetler olarak ayrıştırılmış ve böylece KSS faaliyetleri yasal, ekonomik ve etik olmak üzere üç faktöre indirgenmiştir (Schwartz ve Carroll, 2003:508). Ven şemasıyla gösterilen bu yeni modelde Carroll'ın piramit modelinin yol açtığı hiyerarşik yapı ortadan kalkmış ve KSS alanlarının önem dereceleri eşit şekilde tasvir edilebilmiştir (Schwartz ve Carroll, 2003:508). Schwartz ve Carroll (2003) KSS faaliyetlerinin kapsamının daha derinlemesine açıklandığı çalışmayla KSS faaliyetlerinin sınıflandırılmasının da kolaylaştırılmasını amaçlamıştır.

Van Marrewijk (2003) ise KSS'yi, Kurumsal Sürdürülebilirlik (KS) ile aynı çerçevede ele almıştır. Van Marrewijk (2003:102) KSS'yi genel olarak işletmelerin paydaşlarıyla etkileşimleri ve uyguladığı operasyonlar çerçevesinde toplumsal ve çevresel sorunlara yönelik faaliyetleri olarak tanımlamıştır. Ancak Van Marrewijk (2003:102) tüm şirketlerin benimseyebileceği sınırları belirsiz tek bir KSS tanımı yerine farklı durumlarda aktive edilecek çeşitli yaklaşımlar önermiş ve her birine ayrı birer renk atfetmiştir. KSS'yi zorunlu olarak dışsal baskılara yanıt vermek üzere yürütülen uygulamalardan yola çıkarak açıklamaya çalışan Van Marrewijk (2003:102) bu tanımı her aşamada biraz daha genişleterek son aşamada kavramı bütünsel bir yaklaşımla bireylerin ve kurumların sürdürülebilirliği sağlamak için tüm evrene karşı sorumlu olduklarını vurguladığı kapsamlı bir tanımla ifade etmiştir. Şirketlerin gelişmişlik, farkındalık ve istek düzeyine göre tasnif edilen bu tanımlar KSS'yi görev bilinciyle toplum refahını artırmak (mavi), farklı çıkar grupları arasında şirket itibarını yükseltip finansal yapısını güçlendirmek (turuncu), yasal zorunluluk ve kar beklentilerinin ötesine geçilerek ekonomik, ekolojik ve toplumsal dengeyi sağlamak (yeşil), yine bu üç alanda değer yaratarak sürdürülebilirliğe

ulaşmak (sarı) ve şirketteki her bir bireyden başlayarak bütünsel bir yaklaşımla tüm şirket tarafından bütün evrenin sürdürülebilirliğini sağlamak için yürütülen faaliyetler olarak sıralamıştır (turkuaz) (Van Marrewijk, 2003:102-103). Van Marrewijk (2008:3) daha sonraki bir çalışmasında bu beş aşamalı tanımın ilk sırasına farklı bir boyut daha eklemiş ve dışsal baskılara yanıt verme güdüsüyle faaliyete geçirilen KSS davranışlarını kırmızı renkle nitelmiştir. Tanımlardan da anlaşılacağı gibi, şirketlerin KSS uygulamaları onların faaliyetleri ve KSS'yi algılama düzeyleriyle yakından ilişkilidir. Ayrıca bu tanımlarda şirketlerin faaliyetlerine göre hangi kategorideki KSS aktivitesini uyguladıkları da daha net anlaşılabilir.

Basu ve Palazzo (2008:124) ise KSS'yi yukarıdaki içerik temelli yaklaşımlardan farklı olarak bir süreç temeline oturtmuş ve KSS'yi; bir örgütteki yöneticilerin paydaşlarla ilişkileri ve şirketin paydaşlarla olan ortak çıkarlarındaki rolleri ile bu roller ve ilişkinin gerçekleşmesinde şirketin sergileyeceği davranış hakkında düşünüp tartışma süreci olarak tanımlamıştır. Basu ve Palazzo (2008:124) geleneksel dış faktörlere odaklı KSS tanımlamalarından ayrı olarak şirketin kurumsal yapısının KSS uygulamalarındaki etkisine dikkat çekmiştir. Çünkü şirketlerin çevrelerini ve kendilerini nasıl algıladıkları ve anlamlandırdıkları (sense-making); paydaşlarla olan ilişkilerini ve onlarla ilgili çalışmalarını –iç ve dış talepleri değerlendirmelerini- doğrudan etkilemektedir (Basu ve Palazzo:124). Basu ve Palazzo örgütlerin çevresini anlamlandırdığı (sense-making) bu süreci bilişsel (cognitive), dilsel (linguistic) ve çabaya bağlı aktiviteler (conative) olarak üçe ayırmıştır. Bilişsel süreçte şirketler paydaşlarıyla olan ilişkilerini ve ortak çıkar doğrultusunda yürüttükleri faaliyetlerin bu ilişki üzerindeki etkisini; dilsel süreç şirketin yürüttüğü faaliyetlerin gerekliliği ve sebebi üzerine açıklama yaptığı ve bunu raporladığı süreci; son bölüm yürüttüğü faaliyetlerle sosyal sorumluluk çalışmalarının uyumlu olmasını güdülediği süreci ifade etmektedir (Basu ve Palazzo,2008: 124). Şirketlerin çevrelerini nasıl anlamlandırdıkları onların paydaşlarıyla olan ilişkilerini de aynı doğrultuda etkileyeceği için KSS faaliyetlerini oluşturan faktörlerden ziyade şirket örgüt yapısını detaylı bir şekilde incelemek gerekmektedir (Basu ve Palazzo, 2008:124). Şirketlerin çevreleriyle ilgili ne düşünüp söyledikleri ve buna paralel paydaşlarıyla ilişkilerinde nasıl bir duruş sergiledikleri kurumsal yapılarının ve yürüttükleri KSS faaliyetlerinin incelenmesiyle ortaya konacaktır (Basu ve Palazzo, 2008:133).

Dünya Sürdürülebilir Kalkınma Ticaret Konseyi ise (World Business Council For Sustainable Development-WBCSD) 2000 yılında yayımladığı Kurumsal Sosyal Sorumluluk: İyi Bir Ticari Anlayış Oluşturmak (Corporate Social Responsibility: Making Good Business Sense) raporunda Hollanda, Tayvan, Tayland Filipinler, US, Gana, Brezilya'dan ve Arjantin'den iş adamı ya da konuyla ilgili katılımcılarla diyalog çerçevesinde KSS'yi tanımlamıştır (World Business Council, 2000:3). Buna göre KSS'nin temelinde genel olarak uzun dönemde topluma yaptığı katkının artırılması ve zararlarının en aza indirgenmesi öngörüldüğü (World Business Council, 2000:3) ve ülkeden ülkeye farklılaşan tanımlar sonucu KSS'nin anahtar ilkeleri; insan hakları, çalışan hakları, çevreyi koruma, toplumun müdahilliği ve tedarikçilerle ilişkiler olarak belirtilmiştir (World Business Council, 2000: 10). WBCSD'ye göre KSS şirketlerin çalışanları, çalışanların aileleri, yerel halk ve geniş kapsamda tüm toplumla işbirliği içinde yaşam kalitelerini yükseltmek üzere çalışarak sürdürülebilir ekonomik kalkınmaya katkı sağlama taahhüdüdür (World Business Council, 2000:10).

Avrupa Komisyonu (European Commission) AB'deki şirketlere KSS ile ilgili yön veren 2001 yılında yayımladığı raporda KSS'nin gönüllülük esasına vurgu yapmış ve KSS'yi şirketlerin toplumsal ve çevreyle ilgili meseleleri gönüllü olarak kendi operasyonları ve paydaşlarıyla olan etkileşimlerinde bütünleştirmelerini sağlayan faaliyetler olarak tanımlamıştır (European Commission, 2011:3 içinde EC, 2001). Avrupa Komisyonu 2011 yılında ise orta ve uzun vadede sürdürülebilir büyüme, işletmelerin sorumlu hareket etmesi ve sağlam bir istihdam için AB'deki Küçük ve Orta Ölçekli İşletmelerin KSS faaliyetlerinin kalitesini artırmak üzere KSS'yi şirketlerin toplum üzerindeki etkileri için bir sorumluluk şeklinde yeniden tanımlamıştır (EC, 2011:4,6). Bu yeni tanıma göre; toplumsal ortaklar arasında uygulanabilir yasalar ve toplu anlaşmalara saygı için sorumluluk faaliyetleri bir önkoşuldur. Şirketler a) hissedarlar, diğer paydaşlar ve geniş kapsamda toplumun tamamı için şirket değerini artırmak; b) faaliyetlerinin muhtemel zararlı etkilerini belirleyip, engelleyip bunları mümkün olduğunca azaltmak amacıyla KSS faaliyetlerini yürütmelidir (EC, 2011:6). Şirketler bu amaçlar doğrultusunda KSS faaliyetlerini tam olarak yerine getirebilmek için sosyal, çevresel, ahlaki meselelerle insan hakları ve tüketici hakları gibi meseleleri işletme faaliyetleri ve ana stratejilerine paydaşlarıyla işbirliği içinde dâhil etmelidir (EC,2011:6). Avrupa

Komyonu'na göre KSS faaliyetleri ile paydařlarıyla etkileřim halinde olan iřletmeler, deęiřen pazar kořulları ve beklentisini de daha hızlı takip edebileceęi için KSS faaliyetleri řirketlere rekabet avantajı saęlarken vatandařların gúvenini kazanmaları da sürdürülebilir hale gelmelerinde etkili olacaktır (2011:3).

řirketler de faaliyetlerini topluma katkı saęlayarak ve çevreye zarar vermeden yürüttüklerine iřaret eden ve bu bağlamda bir sosyal sorumluluk üstlendiklerini beyan eden açıklamalara gerek web sitelerinde gerek yıllık faaliyet raporlarında yer vermiřlerdir.

Akademik yazında ya da uygulamada KSS ile ilgili her ne kadar ortak bir tanım ya da çerçevede uzlařılmamıř olursa da çok uluslu řirketlerin bu yönde birbirine paralel olarak geliřtirdikleri bazı söylemler, taahhütler ařaęıda yer almaktadır:

BP için sorumlu bir řekilde çalışmak faaliyet gösterilen alanlarda pozitif etkiler yaratmak anlamına geliyor. Biz toplumların ve ülkelerin varlıęımızdan faydalanmasını istiyor ve buna etik ilkelerimiz ve deęerlerimiz arasında yer veriyoruz. Çalışma ve projelerimizin her türlü sosyo- ekonomik olumsuz etkisini engellemeye ya da en aza indirmeye çabalıyoruz. Paydařlarımızla açık ve yapıcı iliřkiler kurmayı amaçlıyor ve insan haklarını korumanın yanı sıra bu hakların herhangi bir řekilde istismarına iřtirakten kaçınmak için mücadele ediyoruz (BP,2013).

Faaliyetimizi yürüttüğümüz deęer zincirleri boyunca çevreye verilen zararı en aza indirgerken hissedarlar ve topluma katkı saęlayarak sürdürülebilir büyüme Dupont'un amacıdır. Dupont ürün yönetimi paydařlarımızı korumak için ürünlerimizi anlamaya, toplumsal beklenti ve ihtiyaçları öngörüp karřılamaya, kaynak ve enerji tüketimini asgariye düşürmeye odaklanmıřtır. Dupont ayrıca faaliyet gösterilen her yerde insan haklarını koruyup geliřtirmek istemektedir. Dahası Dupont bu ilkelere uymayı arzulayan řirketlerle çalışmayı istemekte ve řirket faaliyetlerinin doęru ve eksiksiz bir biçimde tanımlanmasını hedeflemektedir. (Dupont, 2013:26,27)

Bugünün hızla deęişen küresel toplumunun bir üyesi olarak toplumun evrilen ihtiyaçlarına uyum sağlamaya ve dünyamızın genel saęlığına katkı sağlamaya çabalyoruz. Çevre üzerindeki olumsuz etkilerimizi azaltmak, işyerinde çeşitlilięi artırmak, sorumlu ticari faaliyetler yürütmek ve son olarak araştırma geliştirmeden pazarlama satışa kadar tüm fonksiyonlarımızda en yüksek etik standartları korumak için çabalyoruz. Ve tüm dünyada saęlık sistemlerini güçlendirmek, ilaçlarımıza erişimi artırmak ve gerek bugünün gerek yarının saęlık problemlerine sürdürülebilir çözüm getirmek üzere toplumla işbirlięi yapıyoruz (Pfizer, 2013).

Temel faaliyetlerimiz aracılıęıyla hissedarlarımız ve paydaşlarımız için deęer yaratmak amacıyla KSS'nin bir adım ötesine giderek topluma önemli derecede katkıda bulunabileceğimize inanıyoruz. Ortak deęer yaratmak için gıda, su ve kırsal kalkınma alanlarına öncelik vermekle birlikte bu durum uzun vadeli düşünmeyi gerektirmektedir (Peter Brabeck-Letmathe, (Nestle), 2013).

Kısacası KSS akademik yazında ve uygulamacı dünyada farklı farklı tanımlarla karşımıza çıkmaktadır. Şirketlerin (örneğin yukarıdaki BP örneęi dikkate alınınca) benimsediklerini iddia ettikleri KSS anlayışı ve uygulamaları arasında ciddi bir ayrışma olduęu gözlemlenmektedir.

1.3. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tarihsel Gelişimi

Yamak (2007:10), kurumsal sosyal sorumluluęa dair gerçekleştirilen uygulama ve kullanılan kavramların Mezopotamya'da hüküm sürmüş Sümer medeniyetine kadar uzanmakta olduęunu, Sümer tabletlerinde işçilerin dinlenme haklarının güvenceye alındıęını ve böylece işverenin çalışanlarına karşı sorumluluklarına deęinildięini belirtmiştir. Epstein de (2002:1) bugün ticari faaliyet içerisindeki unsurlar olarak deęerlendirilen tüccarlar, zanaatkâr ya da çiftçiler gibi grupların ticari sorumluluklarının Hammurabi tarafından M.Ö. 18. yy dolaylarında belirlendięini hatta Aristo'nun Nicomachean Ethics isimli eserinin birçok kez iktisadi faaliyetlerle ilgili etik ilkelere deęindięini belirtmiştir.

Kökenleri milattan önceki asırlara dayanan dini kaynaklar da ticari faaliyetlerle ilgili etik deęerler ve sorumluluklara atıfta bulunmuştur (Yamak, 2007:10). İncil

ticarete sergilenmesi uygun davranışları açıklarken Tevrat fiyatlandırma, ağırlık ve ölçüm, faiz oranları, mülkiyet kullanımı ve adil işçi standartları, doğal kaynakların kullanımı, hile ve ürün kalitesi gibi ticari faaliyetlere ilişkin konularda sorumlu davranışı telkin ederek ticaret ehline bu eylemlerinde adil davranıp davranmadığı sorusunu yöneltmiştir (Epstein,1998:8; Epstein, 2000:523). Tamari de (1990:785), Tevratındaki öğretinin özel mülkiyetin çevreye ve kişilere zarar vermeden kullanılmasının yanı sıra sosyal ve ekonomik faaliyetlerdeki eşitsizliği giderecek, hasadın bir kısmının fakirlere bırakılması gibi, sorumluluk faaliyetlerini telkin ettiğini belirtmektedir. Bunlara ilaveten Epstein (1998:9) doğu kökenli dinlerin de sorumluluk faaliyetlerine ilişkin terimlere yer verdiğini belirtip Konfüçyüsçü öğretide ticari faaliyetlerde çalışkanlık ve tutumluluk gibi sorumlu davranışların önemini çeşitli çalışmalarda vurgulandığına dikkat çekmiştir. Ayrıca M.Ö. 520 ile 475’li yıllardan bu yana Çinli tüccarlar Konfüçyüsçü ilkelerin etkisiyle ticari faaliyetlerinde ahlaki davranış, dürüstlük, güven, adalet ve yardımseverlik gibi sorumluluğa ilişkin ilkeleri benimsemişlerdir (Wang ve Juslin, 2009:435). İslam’ın kutsal kitabı Kuran-ı Kerim de ticaret ile uğraşanların her çeşit rüşvet, hile, vurgunculuk, tekelci davranıştan, karaborsacılıktan sakınması gerektiğini ve dürüst bir şekilde yürütülen iktisadi girişimlerin toplumsal faydasını vurgulamıştır (Zaim, 1986: 23,24). KSS ve dinler arasındaki ilişkiyi anlamak üzere çeşitli çalışmalar yapılmış ve dini öğretilerin KSS’ye etkisinin olup olmadığı incelenmiştir. Brammer ve diğerleri (2007: 229) 20 ülkeden Budist, Hindu, Müslüman, Hristiyan, Yahudi ve bir dine bağlı olmayan toplam 17243 kişiyle yaptıkları çalışmada herhangi bir din mensubu olan çalışanların herhangi bir dine mensup olmayanlara kıyasla (işletmenin sosyal sorumluluklarına öncelik vermemekle birlikte) sosyal sorumluluğu daha geniş bir kapsamda ele aldıkları sonucuna varmıştır. Bir dine bağlı olanlar olmayanlara göre benzer görüşlere sahip olsalar da, mensubu oldukları dinin ilkelerine göre fakirlik ya da insan hakları gibi meselelerde şirketlere farklı sorumluluklar yüklemektedirler. Örneğin Budistler şirketlere herhangi bir dine mensup olmayanlara göre daha geniş; bireylere ise diğer tüm gruplara göre daha dar bir çerçevede çizmektedir (Brammer ve diğerleri, 2007:239). Müslümanlar ise şirketlerin fakirlere yardım etmesini ve vakfetmeyi İslamiyet’in temel öğretileri arasında yer alması sebebiyle desteklemekle birlikte kadın ve erkeğe farklı haklar tanındığında şirketlerden bireylere eşit haklar tanınmasını beklememektedir (Brammer ve diğerleri, 2007:240). Ancak Williams ve Zinkin (2005) bu hususun İslami ilkelerden çok

içinde bulunulan sosyo-politik çevreyle ilişkili olduğunu savunmaktadır. Zinkin (2006:528) de İslamiyet'in BM Küresel ilkeler Sözleşmesince (UN Global Compact) belirtilen, insan hakları, çalışan hakları, çevreyi koruma, yolsuzluk, şeffaflık gibi konuları bünyesinde barındırdığını belirtmiştir. Hatta İslami ilkelerin ticari işlemlerde şeffaflık ve çalışan haklarına ilişkin sorunları daha geniş kapsamlı ele aldığını ve bu konularda kuralların ihlal edilmemesi için kesin kaideler getirdiğini belirtmiştir. (Williams ve Zinkin, 2005:528).

Yukarıda geçen açıklamalar ışığında sosyal sorumlulukla ilgili kavram ve uygulamaların asırlar öncesine uzandığı söylenebilir. Vogel (1992:30), geçtiğimiz yüzyılda birçok endüstride meydana gelen etik skandallar nedeniyle ABD, Avrupa ülkeleri ve Japonya'da işletme etiğine olan duyarlılık artmış olsa da; bugünkü anlamda kurumsal sosyal sorumluluk kavramının diğer kapitalist ülkelere göre daha bireysel, yasalara dayanan ve evrensel nitelikteki etik ilkelere yaptığı vurgunun etkisiyle (işletmelerin toplumla ahlaki ilişkisine daha çok ağırlık verildiği için) ABD'de ortaya çıktığını savunmaktadır. Small, 1895 yılında American Journal of Sociology dergisinde yayımlanan makalesinde birkaç kişinin yönetiminde gittikçe büyüyen şirketlerin, çoğunluğun özgürlüğünü kısıtlayarak insanların zararı pahasına faaliyet gösterebildiğini (1895:279) bu nedenle de ekonomik sistemin sosyal bir sorumluluk bilinciyle yeniden ele alınması gerektiğini belirtmiştir (1895:280). Bu bağlamda iş adamlarının bu kadar kapsamlı bir sorumluluk anlayışına hazırlıklı olmadığı ancak şirketlerin endüstri devleri haline gelmeye başlamasıyla ekonomik, siyasi ve sosyal etkilerinin arttığı ve topluma karşı ne şekilde hesap verebilecekleri konusundaki endişeler gündeme gelmiştir (Epstein, 2002:3). Hemen akabinde The College of Commerce at the University of California ve Wharton School gibi Amerikan İşletme okulları kurulmuştur (Epstein, 2002:3). Sonrasında 1930'lara damgasını vuran Büyük bunalımın ardından ABD'de Roosevelt'in yeniden yapılanma çalışmaları ve İngiltere'de İşçi partisinin ulusallaştırma çabası -ulusal düzeyde ve her ne kadar ABD tarafından onaylanmamış olsa da- uluslararası yatırım, istihdam standartları, bazı ticari uygulamalara getirdiği kısıtlarla 1948'de Havana'da imzalanan Uluslararası Ticaret Örgütü'nün tüzük taslağı da sosyal sorumlulukla ilgili girişimlerin uluslararası düzeyde ikinci basamağı olarak değerlendirilebilir (Jenkins, 2005:526).

Jenkins (2005:526) 1960 ve 70’li yıllarda şirket faaliyetlerini düzenlemeye yönelik girişimlerin KSS konusuna bugünkü yazındaki şeklini veren üçüncü basamak olduğunu savunmaktadır. 1970’lerin başında International Telephone and Telegraph şirketinin Şili’de seçimle yönetime gelen Salvador Allende hükümetini devirme girişimindeki işbirliğinin ortaya çıkması ya da iş dünyasında rüşvet gibi yolsuzluklarının tespit edilmesi ABD’de Yabancı Yolsuzluk Uygulamaları Kanunu gibi gerek ulusal gerekse uluslararası ticareti düzenleyici önlemleri tetiklemiştir (Jenkins, 2005:526). Öte yandan Birleşmiş Milletlerin uluslararası faaliyet gösteren şirketler için bir etik kod yayınlama girişimine karşın Uluslararası Ticaret Odası, ticari faaliyetleri bağımsızca düzenlemek için 1972’de etik kodlarını yayınlamış ve ABD menşeli bazı şirketlerde işçi ücretlerinin iyileştirilmesi yönünde düzenlemeler yapılmıştır (Jenkins, 2005:527). 1980’lerde sermaye dolaşımının artmasıyla şirketler etik kodları gözetmeksizin gelişmekte olan ülkelerdeki yasal boşluklardan faydalanmış fakat 1990’lı yıllara gelindiğinde Levi Strauss’un çalışanlarına sözleşmeli köleler gibi muamele ettiği gerekçesiyle tedarikçisiyle olan anlaşmasını feshedip “İş Ortakları Çalışma Koşulları” ilkelerini yayınlaması gibi şirket faaliyetlerini düzenleyici etik kodlar oluşturulmuştur (Jenkins, 2005:528). Bugün gelişmiş kuzey ülkelerindeki sivil toplum örgütleri, ticari birlikler, tüketiciler ya da hissedarlar şirket faaliyetlerinin çevresel etkileri, çalışan ve insan haklarına etkileri gibi konulara odaklanmakta ve KSS şirketlere neyi yapmamaları gerektiğini açıklamakta olup, transfer fiyatlaması, vergiden kaçınma ya da pazar gücünü kötüye kullanma gibi faaliyetler KSS’nin ana akımında çok da yer bulmamaktadır (Jenkins, 2005:528).

Zaman içinde farklı boyut kazanan KSS kavramı, günümüzde yukarıda sayılan uygulamaların yanı sıra akademik yazından ve basından sivil toplum kuruluşlarına uzanan geniş bir platformda tartışmaların odak noktası haline gelmiştir. Akademik yazına baktığımızda Kurumsal Sosyal Sorumluluk (KSS) kavramı hakkında bugüne kadar birçok kitap ve makale yayınlandığı görülmektedir. Bu bağlamda Carroll (1999:269) KSS’nin gelişimini on yıllık dönemler halinde incelediği çalışmasında modern KSS kavramının Bowen’nın Social Responsibilities of the Businessman isimli kitabıyla başladığını iddia etmekte ve iş adamlarının topluma karşı sorumluluklarını sorguladığı için onu KSS’nin babası olarak anmak gerektiğini vurgulamaktadır. Bu çalışma ışığında Carroll (1999:273), KSS’nin 1970’lerde

yaygınlaştığını ve kavramın daha özgün ifadeler kullanılarak tanımlandığı çalışmaların yer aldığını belirtmektedir. Bu yıllar konuyla ilişkili olan Kurumsal Sosyal Yanıt –KSY- (corporate social responsiveness) ve Kurumsal Sosyal Performans gibi kavramların akademik çevrede odak noktası haline geldiği yıllardır (Carroll ve Shabana, 2010:87). 1980’li yıllara baktığımızda ise KSS’nin teorik olarak tanımlanmasından ziyade kavramı değerlendirmek üzere yayınlanan akademik çalışmalara daha çok rastlanmaktadır (Carroll,1999:284). 1990’lı yıllarda bunların da ötesine geçilmiş ve KSS kavramı yeni yaklaşımlarla –Paydaş Teorisi (Stakeholder Theory), Kurumsal Vatandaşlık (Corporate Citizenship) gibi - bir arada anılmaya başlanmıştır (Carroll, 1999:288). Edward Freeman (1984) Strategic Management: A Stakeholder Approach (Stratejik Yönetim: Bir Paydaş Yaklaşımı) başlıklı kitabıyla paydaş kavramını geniş kapsamlı olarak ele almış ve çeşitli açılardan eleştirilse de en yaygın kabul gören tanımı yapmıştır. Kurumsal Vatandaşlık kavramını farklı boyutlarıyla ele alan Matten ve diğerleri (2003:112) ise şirketlerin kendiliğinden üstlendiği yardımlaşma ve sorumluluk rollerinin ötesine geçtiğini belirtmiştir. Öyle ki giderek işletme etiği sınırlarını aşan ve daha geniş bir vatandaşlık anlayışı geliştiren büyük şirketler küçük ve orta ölçekli şirketlerden farklı bir vatandaşlık statüsü edinmektedirler (Matten ve diğerleri, 2003:117).

Kurumsal sosyal sorumluluk gerek akademik yazında gerek uygulamada geniş bir yer bulmasına rağmen her iki çevrede de tanımı, uygulanabilirliği ya da gerekliliği üzerinde bir fikir birliğine varılmış değildir. Özellikle kapitalizmin kendisinin işletmeleri açgözlü ve etik olmayan kararlar almaya teşvik ettiğini ve tek başına iş adamlarının etik davranıp davranmadığını kontrol etmenin kapitalizmin sistematik zararlarını gözden kaçırmaya neden olduğunu iddia eden Marksist felsefe (Shaw, 2009:565) ve Milton Friedman (1970) gibi şirketlerin tek amacının kar olduğu görüşünü savunanlar KSS faaliyetlerine eleştirel yaklaşmaktadırlar.

1.4. Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramıyla İlgili Yaklaşımlar

1.4.1. Sürdürülebilirlik (Sustainability)

Sürdürülebilir kalkınma kavramının kökenleri 18. yy. da ormanların kesimine getirilen sınırlamalara konu olan ve gelecek nesillere sürekli ağaç arzını sağlamayı garanti edecek çalışmalara dayanmaktadır (Ebner, 2006:2). Banerjee (2007:66),

modern çevre hareketi ile ilgili Batıdaki ilk girişimi ABD’de hükümet, tüketici hakkı savunucuları ve diğer vatandaşların dikkatini çekerek Temiz Hava Yasası (Clean Air Act), Temiz Su Yasası (Clean Water Act) ve Kaynak Koruma ve Kurtarma Yasası (Resource Conservation and Recovery) gibi kanunların yürütmeye konulmasında etkili olan Rachel Carson’ın 1962 yılında Sessiz Bahar (Silent Spring) adıyla yayımladığı kitabına dayandırmaktadır. 1980’lerde ise kalkınma ve çevre arasındaki ilişkiyi anlamak üzere ortaya sürdürülebilir kalkınma kavramı atılmış ve 1990’lu yıllarda politikacılar, hükümetler, şirketler, küresel, bölgesel ve yerel örgütler arasında popüler hale gelmiştir (Banerjee, 2007:66). Sürdürülebilir kalkınma kavramının kullanımı 1987 yılında Birleşmiş Milletlerin Brundtland raporu olarak da bilinen Çevre ve Kalkınma Komisyonu raporunun yayımlanmasının ardından yaygınlaşmıştır (Redclift, 2005:212). Brundtland raporuna göre:

Sürdürülebilir kalkınma kaynakların kullanımı ile yatırımların, teknolojik gelişmelerin yönünü ve kurumsal değişimi bugünün ihtiyaçları kadar gelecek kuşakların ihtiyaçlarıyla da uyumlu bir şekilde gerçekleştiği bir değişim sürecidir. Sürdürülebilir kalkınma faaliyetleri ile gelecek kuşakların ihtiyaçlarını karşılama olanaklarından ödün vermeden bugünün ihtiyaçları karşılanabilir ve sürdürülebilir kalkınma fakirlikle mücadelede insanların temel ihtiyaçlarını karşılarken daha iyi bir yaşam standardı için de fırsatlar sunabilir (World Council For Economic Development-WCED,1987:15). Fakat Banerjee (2007:67), bu geniş tanımı sorunlu bulmuş ve bu tanımın uygulamaya nasıl geçirilip sürdürülebilirliğin hangi şekilde ölçüleceğinin belirsiz olduğunu, Brundtland tanımının bir slogandan öteye geçemeyeceği için iyi bir teori kuramayacağını belirtmiştir. Redclift de (2005:213), bu tanımın çevreyle ilgili karmaşık ve çelişkili meseleleri yansıtmadığını belirtmiş ve ekonomik büyümenin her ne kadar farklı kuşaklar ve kültürlerin ihtiyaçlarını şekillendirse de değişen ihtiyaçların belirlenmesinde en önemli unsur olarak algılanmasının sorgulanması gerektiğini belirtmiştir. Ayrıca -ihtiyaçlar kültürden kültüre değişeceğinden- temiz hava ve açık alanların artırılmasına öncelik veren bir toplulukla zenginleşme yolunda hava kirliliğini göz ardı eden bir topluluğun yapacağı ihtiyaç tanımı nasıl eşleştirilebilir ve bunlardan hangisi daha sürdürülebilir nasıl ölçülecek gibi sorular da yanıtız kalmaktadır (Redclift, 2005:213,214). İhtiyaçların tanımı toplumdan topluma değiştiği için sürdürülebilirlik farklı yaklaşımlara maruz kalmış; gelişmiş kuzey ülkelerinin atıklarını geri kalmış güney

ülkelerine boşaltmaları gibi çevrede yıkıma neden olan faaliyetlerin zararlı sonuçları bir toplumdaki diğerine aktarılmıştır (Redclift, 2005:215). Sonuçta geleceği yok etme pahasına bugünün kaynaklarını sömürürcesine tüketmek kuşaklar arası olduğu kadar kuşaklar sonrası bir eşitsizliğe de yol açmıştır (Redclift,2005:215). Ebner (2006:2) ise, dünya nüfusunun çoğunluğunu oluşturan fakir kesimin durumuna işaret eden “ihtiyaçlar” ve gelecek kuşakların kaynaklarının yeterli olması için bugünkü kaynak kullanımına getirilecek kısıtların, bu tanımın ana kavramları olduğunu bu nedenle de açık ya da kapalı ekonomi sistemi ile yönetilen, gelişmiş ya da gelişmemiş her ülkenin ekonomi ve kalkınma politikasının sürdürülebilirlik kavramıyla uyumlu olarak hazırlanması gerektiğini belirtmiştir.

Sürdürülebilir kalkınma hakkında akademik camia veya iş dünyasında kullanıldığı çevreye bağlı olarak farklı kavramlar ekolojik yanıt verme, kurumsal sürdürülebilirlik, eko-kontrol ve tanımlar öne sürülmüştür (Redclift, 2005:213). Sürdürülebilir kalkınma sadece finansal göstergeleri değerlendiren bir kalkınma anlayışından öteye geçmiş ve böylece çevresel, ekonomik ve toplumsal faktörleri benimseyen bir kavram olarak tanımlanmıştır (Boele ve diğerleri, 2001). Mali getiri odaklı kalkınma anlayışıyla fosil yakıtların kullanımı ve maddelerin işlenerek piyasa talebini karşılama sürecinin ekonomiyi geliştirdiği düşünülürken zamanla yönetim başarısı olarak görülen bu faaliyetlerin hem çevre hem gelecek kuşaklara maliyeti olduğu görülmüştür. Eleştirel söylemlerinde çevre ile sürdürülebilirliği merkeze alan sosyal bilimciler bu konuda duyarlılığı artırmış ve hatta bazı çok uluslu şirketler faaliyetlerini meşrulaştırmak için bu kavramı kullanmıştır (Redclift, 2005:213). Bansal ve Roth (2000), İngiltere ve Japonya'daki toplam 53 şirket üzerinde derinlemesine görüşme, katılımcı gözlem ve arşiv belgeleri aracılığıyla 1992 ve 1993 yılları arasındaki verilere dayanarak analitik tümevarım yöntemi ile yaptıkları araştırma sonucunda rekabet (competitiveness), meşruiyet (legitimacy) ve ekolojik sorumluluğun (ecological responsibility) şirketleri çevre meselelerini çözmeye yönlendiren faktörler olarak belirlemiştir. Buna göre şirketler -buldukları çevresel koşullara da bağlı olarak- enerji ve kaynak yönetimi, ürün geliştirme gibi yöntemlerle sürdürülebilir rekabet avantajı, kültürel normlar ve yasalara uyup toplumsal meşruiyetlerini koruyarak sürdürülebilirlik sağladıklarını belirtirken ekolojik sorumlulukları genelde etik kaygılarla yaptıklarını ve kısa dönemde çalışanların moral ve tatminini artırma avantajı elde ettiklerini vurgulamaktadır

(Bansal ve Roth, 2000:724-728). Henri ve Journeult (2010: 70), ise Kanadalı 1500 üretici firma üzerinde tesadüfi örnekleme yaptıkları çalışma sonucunda, şirketlerin çevre meselelerine yönelik finansal ve stratejik kontrol metotları olarak tanımladıkları eko kontrol faaliyetlerinin, ekonomik performans üzerinde doğrudan bir etkiye sahip olmadığı sonucuna ulaşmıştır.

1960 ve 70'li yıllarda ABD ve Avrupa'da çevre yasalarının yürürlüğe girmesiyle şirketler emisyon azalımı, çevre kirliliğini önleme, geri dönüşüm ve enerji verimliliği gibi meseleleri sosyal sorumluluk politikalarına dâhil etmeye başlamış ve aynı dönemde akademik yazında da toplumsal pazarlama, ekolojik olarak sorumlu tüketiciler gibi kavramlar geliştirilerek şirketlerin çevreyle ilgili sorumlulukları kurumsal çerçeveye oturtulmaya çalışılmıştır (Banerjee,2007:76). 1980'lerde Thatcher-Reagan döneminde konuya olan ilgi azalsa da 1990'lı yıllarda şirketlerin çevreye verdikleri zararı tazmin etmek zorunda olmaları ya da diğer sıkı yasal düzenlemeler nedeniyle finansal performansı etkilediği için çevre meseleleri şirketler için stratejik bir hal almış ve şirketlerin paydaşlarıyla ilişkisine etki eden ve uzun vadede sürdürülebilir rekabet avantajı sağlayan bir konuma gelmiştir (Banerjee, 2007:76). Böylece Brundlant komisyonu raporu ve 1992 yılında Birleşmiş Milletler çevre ve kalkınma konferansı (United Nations Conference on Environment and Development) ile gerçekleştirilen dünya zirvesinin ardından birçok hükümetin de ulusal politikasına dâhil ettiği sürdürülebilir kalkınma kavramı (Atkinson, 2000:235), şirketler tarafından da benimsenmiş ve kurumsal sürdürülebilirlik kavramı ortaya çıkmıştır. Van Marrewijk ve Werre (2003:107) kurumsal sürdürülebilirliği şirketlerin faaliyetleri ve paydaşlarıyla olan etkileşimlerine sosyal ve çevresel meseleleri dâhil etmeleri olarak tanımlamıştır. Bu bağlamda Van Marrewijk (2003:102) kurumsal sürdürülebilirlik kavramını kurumsal sosyal sorumluluk kavramı ile aynı şekilde tanımlamış ve aralarında bir fark olmadığını ileri sürmüştür. Van Marrewijk (2003:103) şirketlerin değişen çevre koşullarına içinde buldukları toplumun değerlerine uygun bir şekilde kendi yetenek ve farkındalıkları ölçüsünde kurumsal sürdürülebilirlik/kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütebileceğini belirtmiştir.

Sonuçta sürdürülebilir kalkınma ve kavramın türevleriyle ilgili ortaya konan teorik yaklaşımlar ve uygulamada gerçekleşen faaliyetler hakkında farklı sonuçlar ortaya koyan çalışmalar yapılmıştır. Schaltegger ve Synnestvedt (2002:340)

şirketlerin çevreye duyarlı politikalarının maliyetleri artıracığı ya da ekonomik performansı yükselteceği yönündeki birbiriyle çelişen bulguların elde edilmesinde, çevreye göre değişen siyasi yönetim şekli, yerleşik kültür, tüketici davranışı gibi faktörler ya da çevre performansı ile ekonomik performansı ilişkilendirecek teorik çerçevenin eksikliği olabileceğini ileri sürmüştür. Schaltegger ve Synnestvedt (2002:345) ayrıca şirketlerin en uygun çevre koruma politikalarını belirlemeleri için öncelikle kendi hedefleri ve çevre koşulları doğrultusunda en iyi çevre yönetimi kavramını belirlemeleri gerekmektedir. En iyi çevre yönetimi ise şirketlerin öncelikle çevreyi koruma önlemleriyle ilgili ekonomik fayda ve maliyet tasarruflarından sonuna kadar faydalanması ve sonrasında maksimum ekonomik başarıya ulaşmak için en uygun çevre koruma düzeyinin belirlenmesiyle şekil alır (Schaltegger ve Synnestvedt, 2002:345). Başka bir ifadeyle şirketler pazar araştırması, ürün geliştirme ya da pazar konumlandırma gibi faaliyetlerini yürütürken ekolojik kaynakları maksimum düzeyde gözeterek karlılığı artırmaya odaklanacak ve çevre yönetimi araçları sayesinde maliyetleri düşürmek için üretim süreçleri optimum şekilde düzenlenecektir (Schaltegger ve Synnestvedt, 2002:345).

Öte yandan sürdürülebilir kalkınma kavramı -özellikle ABD başkanı Harry Truman'ın 1949 yılında bilimsel ve endüstriyel gelişimlerin geri kalmış bölgeleri iyileştirmek üzere kullanılmasına dair açıklamasının ardından- sömürge sonrası dünyanın gelişmiş, gelişmekte olan ve gelişmemiş ülkelere bölünmesine ve geniş çerçevede kuzey-güney ülkeleri olarak ayrılmasına neden olmuştur (Banerjee, 2007:67,68). Ekonomik büyüme kalkınma ile aynı kapsamda değerlendirilmiş, Uluslararası Para Fonu ve Dünya Bankası gibi kuruluşlar yoksullukla mücadele için 3. Dünya ülkelerine finansal yardım yapmış fakat bu ülkelerdeki hükümet bütçesi çevreye verilen zarar hesaba katılmaksızın bu kuruluşlara olan borçlarına öncelik vermeye ve serbest piyasa koşullarına uymaya zorlanmıştır (Banerjee, 2007:69). 1960 ve 70'li yıllarda ekonomik büyümenin toplumun tüm fertlerinin eşit ve adil bir şekilde refahının artmasına imkân tanımadığı aksine toplum ve çevreye zarar da verdiği anlaşılmıştır. Başka bir ifadeyle sürdürülebilir kalkınmanın hedefi çevreye zarar vermeden ekonomik büyümeyi sağlamakken DTÖ ve DB gibi uluslararası kuruluşların sürdürülebilirlik politikaları çevrenin değil ekonomik kalkınmanın sürdürülebilirliğine öncelik vermektedir (Banerjee, 2007:70,72).

1.4.2. Hissedar Yaklaşımı (Shareholder Approach)

Bu teorinin öncüllerinden Carr (1968:143,144) iş adamlarının ve işletmelerin etik sorumluluklarının özel yaşamlarındaki ve dini etik ilkelerden farklı olduğunu bu nedenle yasaları çiğnemedikleri sürece şirketlerin kar amacıyla ve fırsatları değerlendirebilmek için tedarikçi ya da müşterilerle ilişkilerinde yanlış beyan, ilgili gerçekleri ört bas etme ya da abartma gibi aldatıcı hamlelere göz yumabileceğini belirtmiştir. Carr'a göre iş adamları tıpkı poker gibi ticari faaliyetlerini nihai amaçları olan maksimum karı elde etmede stratejik olarak yürütmeli (1968:149) ve oyunu kuralına göre oynamalı ve gerçek hayattaki ilkeleri göz ardı edebilmelidir, aksi halde daha çok para ve güç kazanamayacaktır (1968:153). Başka bir ifadeyle hissedar yaklaşımı işletmelerin tek sorumluluğunun karı artırmak olduğu görüşüne dayanmaktadır (Levitt, 1958:49, Friedman,1970:1).

Levitt (1958:49) işletmelerin uzun dönemde kar maksimizasyonuna ulaşmayı hedefleyerek hayatta kalabileceklerini, toplumsal meseleleri hükümete bırakıp maddi refahı artırmaya odaklanması gerektiğini belirtmiştir. Aksi halde şirketlerin artan güçleriyle topluma yön verip kurumsal, kültürel, ekonomik ve politik olarak istediği gibi yönlendirebilir faşist bir unsur ya da bir ortaçağ kilisesine dönüşebileceğinden endişe ettiğini belirtmiş ve hükümetin, şirketlerin ve sendikaların kendi sorunlarını çözebilecek kuvvette olduğunu ifade etmiştir (Levitt, 1958:44). Şirketlerin böyle geniş bir sorumluluk alanından sıyrılıp daha dar odaklı bir kar etme hedefine yönelmemeleri halinde; materyal stratejiler yürüten bir kurumun bu tek gözlü algısını toplumun tüm sahalarına yayabileceğini belirtmiştir (Levitt, 1958:44). Nihayetinde Levitt (1958:49), dürüstlük, iyi niyet ve diğer temel ahlaki kurallar çerçevesinde işletmelerin maddi kazanç arayışının sahip oldukları yegâne sorumluluk olduğunu ve şirketler kendi işiyle ilgilenip kar ettiği sürece kimsenin bu kapitalist yaklaşıma karşı çıkmayacağını belirtmiştir.

Friedman (1970:1) da şirketlerin sorumluluğu karı arttırmaktır başlıklı makalesinde işletmelerin üstlenmesi gereken sorumluluk anlayışını sorgulamıştır. Friedman'a göre;

Sadece insanların sorumlulukları vardır. Şirket yapay bir kişidir ve bu anlayışla yapay sorumlulukları varmış gibi görünse de bu belirsiz bağlamda dahi bütünüyle işletmelerin sorumlulukları vardır denilemez... Özel mülkiyet sistemi içerisinde yer alan serbest bir girişimdeki bir üst yönetici şirket sahibinin ve hissedarların çalışmanı ve onların temsilcisi (agent) konumundadır... Yöneticinin sorumlulukları doğrudan hissedarlara karşıdır. Ve görevi toplumsal ve hukuki normlarla uyumlu bir biçimde mümkün olduğunca çok kar etmektir.

Friedman (1970:4) yolsuzluğun olmadığı serbest rekabet ortamında, sahip olunan kaynakların karı artırmak amacıyla kullanılmasının işletmelerin tek sosyal sorumluluğu olduğunu belirtmiştir. Schwartz (1983:53,54) da kar odaklı hissedar yaklaşımının daha fazla sermayedarı yatırıma teşvik etme, yöneticileri hedefe yönlendirme ve piyasadaki alternatifleri elde etmede faydalı olduğu için önemli olduğunu fakat şirket faaliyetlerinin hissedarların çıkarlarını gözetenek yürütülüp yürütülmediğinin hissedarlarca kontrol edilmesi gerektiğini belirtmiştir. Şirketlerin günlük faaliyetlerini tek tek takip etmeyen/edemeyen hissedarların karar verici durumunda olan yöneticileri denetleyebilmesi için hissedarların şirket idaresine katılmasını ve şirketin uzmanlarca yönetilmesi çerçevesinde bir hissedar demokrasisi (shareholder democracy) uygulaması önermiştir. Üst yöneticilerin kendi tazminatlarını belirlemesinin ne kadar doğru olduğu gibi sorunlara da dikkat çeken Schwartz (1983:56) gerek hissedarların böyle bir katılıma yanaşmaması gerek hatalı faaliyetlerin sorumluluğunun yöneticilere yüklenmesi gibi nedenlerden dolayı bu sistemin uygulamaya geçmesinin zor olduğunu belirtmiştir.

Lantos (2001:602) ise hissedar yaklaşımını saf kar etme görüşü (pure profit-making view) ve kısıtlı kar etme görüşü (constrained profit-making view) olarak ikiye ayırmış ve ilkinin işletmelere toplumdan daha düşük bir etik anlayış ile kanunlara uyma dışında bir sorumluluk yüklediğini; kısıtlı kar etmenin ise etik davranmayı da şart koştuğunu belirtmiştir. Saf kar etme görüşüne konumlandığı Carr'ın, toplumun bir parçası olan işletmelerin sahip oldukları ilkeleri poker oyununa benzeterek kişisel hayattaki ahlaki değerlerle ayrıştırmasının yanlış olduğunu vurgulamış ve iş adamlarının genel geçer toplumsal normların üzerinde etik kurallar belirleyecek uzmanlığa sahip olmadıklarını ifade etmiştir (Lantos, 2001: 603). Buna karşılık Friedman ve Levitt etik ilkeleri de gözetenek kar elde etmeyi önerdiğinden

onların görüşünü kısıtlı kar etme olarak değerlendirmiştir (Lantos, 2001:603,604). Bu bağlamda Friedman ile Levitt'in sosyal sorumluluğun devlete ait olduğu görüşünü ve Friedman'ın gerek toplumsal gerek çevresel meselelerle ilgili sorunları hükümet ya da sosyal kurumların çözmesini ve bun nedenle işçilere zarar verme pahasına bir tesisin faaliyetine son verebileceğini savunduğunu belirtmiştir (Lantos, 2001:604).

Porter ve Kramer de (2002:58), Friedman'nın sorumluluk anlayışına katılmakta ve toplumsal meselelerle ekonomik meselelerin birbirinden ayrı tutulması gerektiğini, şirketlerin sosyal sorunlara eğilmesinin bir maliyeti olduğunu belirtmiştir. Ancak Porter ve Kramer (2002:58), Friedman'nın aksine, bugünkü koşullarda işletmelerin faaliyet gösterdikleri çevredeki rekabet gücünü artırmak için yardım faaliyetleri yürütebileceğine böylece şirketin uzun vadedeki refahının artacağına da değinmiştir. Porter ve Kramer'e göre şirketler strateji ve rekabet, şirket kaynakları, talep koşulları ve ilgili ya da destekleyici sektör olmak üzere dört gruba ayırdıkları çevresel faktörleri (2002:60) analiz ederek hangi faaliyetlerin hem şirkete ekonomik olarak kazandıracığını hem de toplumsal fayda sağlayacağını bulabileceklerini belirtmiştir (2002:61). Dreamworks SKG film şirketinin Los Angeles'ta düşük gelirli öğrencileri okul sonrası kurslarla eğitip ihtiyaçları doğrultusunda istihdam ederek şirket kaynaklarını güçlendirmesini, Exxon Mobil'in çalıştığı ülkelerdeki karayollarının geliştirilmesine katkı yaparak ya da Apple'ın birçok okulda bilgisayar dağıtarak talep koşullarını artırmaya yönelik çalışmalarını şirketlere kar getirirken topluma da fayda sağlayacak stratejiler arasında göstermiştir (Porter ve Kramer, 2002:61). Porter ve Kramer (2002:68), Friedman gibi şirketlere katma değer ya da başka bir fayda sağlamayan her tür yardım faaliyetinden kaçınılması gerektiğini, çevresel koşullara odaklı bir sosyal sorumluluk anlayışının şirketlere gerekli rekabet gücünü sağlamak için ihtiyaç duydukları stratejileri belirlemede yardım edeceğini, yani sosyal yardımın stratejik bir araç olduğunu belirtmiştir.

Fakat daha sonra Garriga ve Mele (2004:53,54) çevre ve topluma karşı sosyal sorumluluk ile ekonomik amaçları tamamen birbirinden ayırarak kar etmeyi en önemli ölçüt olarak gören hissedar yaklaşımının şirket faaliyetlerinde çeşitli şekilde çıkarı olan farklı grupların ihtiyaçlarına yanıt veremediğini belirtmiştir. Mitchell ve

diğerleri (1997:855) bu bağlamda yöneticilerin gerek belirli hedeflere ulaşmak için, gerekse algısal nedenlerden dolayı hissedarlar dışında çıkar gruplarıyla da ilgilendiklerini ve hangi koşullar altında şirketlerin hissedarları aşan bu çıkar gruplarına yönelerek uygun bir paydaş stratejisi uygulaması gerektiğini belirtmiştir. Jensen (2002:236) kar etmeyi merkeze alan hissedar yaklaşımının kapsamını aşan paydaş yaklaşımının ise şirketlerin nihai amaçları ya da hedeflerini belirlemediğini vurgulayıp değer maksimizasyonu (value maximization) görüşünü ortaya atmıştır. Değer maksimizasyonu yöneticilerin tüm kararları şirketin uzun dönemli toplam piyasa değerini artıracak şekilde almasını öngörmektedir (Jensen,2002:236). Bu bağlamda Jensen (2002:239) hissedarların çıkarlarına mı öncelik verileceği sorusuna karşılık bir grubu diğerinden üstün tutmadan toplumun kısıtlı kaynaklarıyla en çok fayda sağlayacak kararların alınması gerektiğini vurgulamış ve kısa vadeli kar etme odaklı hissedar yaklaşımının şirketlerin uzun dönemde çıkarlarıyla uyuşmayabileceğini belirtmiştir.

Ayrıca Friedman'ın hissedar yaklaşımını yöneticilerin şirket sahiplerinin birer çalışanı ve vekili olarak güçlendirmesine karşın (Jensen ve Meckling, 1976:içinde Fama ve Jensen, 1983:304; Schwartz, 1983:54) tarafların çıkarlarının çatışmasının ya da yöneticilerin denetlenemezliğinin şirket için bir maliyeti olduğu görüşleri ortaya atılmış ve böylece vekâlet problemi gündeme gelmeye başlamıştır (Yurtoğlu, 2000:193). Vekalet ilişkisi en temel anlamıyla iki ya da daha fazla taraftan birinin diğeri ya da diğerlerini belirli kararları almak üzere temsil etmek için atanmasıyla ortaya çıkar (Ross, 1973:134). Fama ve Jensen (1983:304,306) da vekilin her zaman hissedarın çıkarını gözetmeyebileceğini bu nedenle karar alma yönetimi ile kararı kontrol eden mekanizmanın ayrılmasının vekilin fırsatçı davranış sergilemesini önleyebileceğini belirtmiştir. Böylece hissedar yaklaşımının referans aldığı vekâlet teorisinin de kayıplara yol açabileceği vurgulanmış (Fama ve Jensen, 1983, Preston ve Sapienza,1991) ve tartışmalar şirketlerin sosyal sorumluluk faaliyetlerinin farklı çıkar grupları arasında çelişki yaratmadan nasıl yürütüleceğini ve uzun dönemde karın nasıl artırılacağını öngören paydaş teorisi üzerine yoğunlaşmıştır.

1.4.3. Paydaş Kuramı (Stakeholder Theory)

Freeman ve Reed (1983:89), paydaş kavramının ortaya çıkışının 1963 yılındaki Stranford Araştırma Enstitüsü'ndeki (Stanford Research Institute-SRI) uluslararası bildiriye kadar uzandığını ve paydaşların destekleri olmadan örgütün varlığının ortadan kalkacağı gruplar şeklinde tanımlandığını ifade etmektedir. Hissedar yaklaşımının şirketler arasındaki ayrıcalıklı yerinin tartışılmaya başlanmasıyla şirket faaliyetlerini çok daha kapsamlı ele almayı sağlayan paydaş kavramı ortaya çıkmıştır (Freeman ve Reed, 1983:88,89). Bu bağlamda SRI hissedarlar, çalışanlar müşteriler, tedarikçiler, finansal kurumlar ve toplumu içine alan paydaş yaklaşımını şirket planlama sürecinde kullanmıştır (Freeman ve Reed, 1983:89). Fakat Preston ve Sapienza (1991), paydaş kelimesinin yönetim yazınına kavramsal olarak Dill'in 1958 tarihli İskandinav saha çalışmasıyla şirketler için belirlediği ve SRI tarafından paydaşlık kapsamına alınan unsurları dâhil ederek oluşturduğu dört temel görev alanıyla (task environment) ilgili eserine dayandığını belirtmektedir. Geleneksel işletme problemleri haricinde hissedar yaklaşımının sınırları dışındaki unsurların dikkate alınması 1970'lerin sonuna denk gelmektedir. 1977 yılında The Wharton School'da yer alan uygulamalı araştırma merkezindeki "paydaş projesi" isimli çalışma sonucu kavramın yönetime teori ve pratikte etkileri olduğu tespit edilmiştir (Freeman ve Reed, 1983:90,91).

Öte yandan Freeman ve Reed (1983:91) teoride hissedar yaklaşımının yerine geçecek paydaş kavramının SRI tarafından yapılan yukarıdaki tanımını çok genel bulmuş ve bu kapsamı muğlak açıklamanın stratejik olarak önem arz eden grupları belirleyemeyeceğini ifade etmiş ve paydaşlık kavramını dar ve geniş anlamda ikiye ayırmak suretiyle yeniden tanımlamıştır. Geniş anlamda paydaş örgüt hedeflerini etkileyen ya da örgüt hedeflerinden etkilenen herhangi bir grup ya da bireyler, dar anlamda ise örgütün sürekliliğini devam ettirebilmek için ihtiyaç duyduğu herhangi bir grup ya da bireylerden oluşmaktadır (Freeman ve Reed, 1983:91). Buna göre stratejik açıdan şirket faaliyetlerini etkileyebilecek unsurların da hesaba katılması gerektiği için yöneticilerin paydaş kavramını sadece çalışanlar, müşteriler, ya da finansal kurumlarla sınırlı tutmaması ve kamu çıkar grupları, protestocu gruplar, devlet daireleri, ticaret odaları, rakipler, sendikalar, müşteri grupları ve hissedarları da göz önünde bulundurması gerekmektedir. Mitchell ve diğerleri (1997:853) ise

paydaş teorisinin Freeman'ın 1984 yılında Stratejik Yönetim: Bir Paydaş Yaklaşımı başlıklı kitabında paydaş kuramını tanımlamasının ardından yönetim bilimi ve düşüncesinde iyice yer ettiğini ifade etmiştir. Freeman yönetim yazınında 50'lilerin sonundan bu yana konuşulan paydaş kavramını kuramsallaştırmış ve bu kez kavramı geniş boyutuyla ele alıp (Freeman 1984: Mitchell ve diğerleri, 1997:854) işletmelerin amaçlarını etkileyen ve bu amaçlardan etkilenen her birey veya grup olarak tanımlamıştır. Paydaş teorisine göre bir örgütün başarısı anahtar gruplarla – müşteriler, tedarikçiler, finansörler vb.-ilişkilerin yönetimine bağlıdır (Freeman ve Phillips, 2002). Çünkü işletmenin bu gruplarla olan ilişkisi işletmenin bütün faaliyet sürecini şekillendiren değer yaratma, etik kurallara uyma ve kapitalizm kavramları arasındaki bağlantı ile yönetsel sorunlar gibi önemli meselelerin çözümüne etki edebilmektedir (Parmar ve diğerleri, 2010). Ancak Porter ve Kramer (2006:92), işletmelerin ne bütün dünyanın sorunlarından sorumlu tutulabileceğini ne de bu sorunlara çözüm sağlayacak yeterli kaynağa sahip olmadığını vurgulamıştır. Buna göre bir şirket yetenek, uzmanlık ve kaynaklarını anladığı ve çıkarı olan problemleri çözmeye kullanırsa uyguladığı sosyal sorumluluk faaliyetlerinde yardım kuruluşları ya da diğer kurumlara göre topluma daha fazla fayda sağlayabilir.

Banarjee (2007:24) ise Freeman'ın paydaş yaklaşımı kuramının en yaygın kabul gören tanım olmasına rağmen farklı çıkarlar gözetilen gruplara nasıl yanıt verilebileceği ve rekabet halindeki çıkar gruplarının ihtiyaçlarının nasıl dengelenebileceği sorularını yanıtsız bıraktığını vurgulamıştır. Bu noktada Clarkson (1995:106), çıkar gruplarını işletmeye olan etkilerine göre birincil ve ikincil paydaşlar olarak tanımlamıştır. Birincil çıkar grupları destekleri olmadan işletmenin faaliyetini sürdüremeyeceği; hissedarlar, finansal kurumlar, tedarikçiler, müşteriler, çalışanlar ya da ilgili yasa veya altyapıyı oluşturan kurum ve kuruluşlardan ikincil çıkar grupları ise, örgütü etkileyip faaliyetlerinden etkilense de işletmenin faaliyetlerini sürdürmesine engel olmayan medya ve diğer çeşitli toplumsal gruplardan oluşmaktadır (Clarkson,1995:106,107). Sachs ve diğerleri (2002:8) ise paydaşları gönüllü ya da gönülsüz refah üretme kapasite ve faaliyetlerine katkı sağlayan ve bu sebeple de potansiyel olarak fayda gören ya da risk taşıyan bireyler veya müşteriler olarak tanımlamıştır. Donaldson ve Preston (1995:74) ise paydaş teorisini tanımsal, araçsal ve son olarak normatif yönleriyle üç ayrı aşamada ele almıştır. Paydaş teorisi şirketlerin işbirlikçi ya da rekabetçi farklı çıkar gruplarıyla

etkileşim halinde olduğunu açıkladığı için tanımsal, şirketlerin çıkar gruplarına yönelik sosyal sorumluluk faaliyetleri ile finansal performansları arasındaki ilişki konusunda bir çerçeve sunduğu için ise araçsaldır (Donaldson ve Preston, 1995:66,67). Fakat en nihayetinde Donaldson ve Preston (1995:67), normatif yönünü paydaş teorisinin temeline oturtmuştur. Çünkü şirket için hissedarlar, finansal kuruluşlar ya da tedarikçiler kadar hayati çıkar taşımadığı düşünülen grupların da içsel bir değer taşıdığını vurgulayıp, bu grupları paydaş listesine dâhil eden normatif yönünün KSS faaliyetlerinin şirket performansı ile ilişkisini açıklayabilecek tek boyutu olduğunu iddia etmektedirler (Donaldson ve Preston, 1995:87,88). Normatif paydaş yaklaşımı faydacılık (utilitarianism), toplumsal sözleşmeler (social contracts), adalet ve karşılıklılık (fairness and reciprocity), temel insan hakları (fundamental human rights) ve insana saygı gibi ahlaki ilkeler üzerine kurulmuştur (Banerjee, 2007:26). Paydaş teorisinin normatif yönü öngördüğü KSS faaliyetleri ile gittikçe daha da kabul görse de şirketleri hissedarlara karşı olan kaçınılmaz sorumluluklardan alıkoyduğu gerekçesiyle Milton Friedman ve Peter Drucker gibi düşünürlerce eleştirilmiştir (Preston ve Sapienza, 1991; Banerjee, 2007:26). Kaldı ki paydaş teorisi çatışan çıkarlara sahip paydaşlara şirketlerin nasıl yanıt vereceğine, bu çıkarları nasıl dengeleyeceğine dair çözüm sağlayamamıştır (Preston ve Sapeinza, 1991; Banerjee, 2007:24). Diğer yandan Freeman ve Evan (1991) ise, paydaş teorisini farklı paydaş gruplarının çıkarlarının şirketi nasıl etkilediğini açıklamak üzere sözleşme teorisi (contractual theory) ile yeniden incelemiş ve şirketi bir karşılıklı sözleşmeler serisi olarak tanımlamıştır. Freeman ve Evan (1991), bu yaklaşımla şirket paydaşlarının çıkarlarının birbiriyle bağlantılı olduğunu, kar payı dağıtmanın ürün kalitesini düşürerek müşterilere yansımaları ya da düşük fiyatlandırma için tedarikçilere baskı uygulanması gibi işlem maliyetinden (transaction cost) kaçınmak için bütün paydaşların çıkarlarını gözetmesi gerektiğini böylece şirket karını arttırabileceğini belirtmiştir.

Yukarıda yöneltilen tüm eleştirilere rağmen Banerjee (2007:28), mevcut araçsal paydaş teorisinin yaklaşımlarının paydaşlarla şirketler arasındaki birçok ekonomik ve toplumsal çatışmayı göz ardı ederek paydaşların şirket performansına etkisine odaklandığını bu sebeple paydaş teorisinin sosyal sorumluluğa etkin bir şekilde hizmet edebilmesi için normatif yönlerinin vurgulanması gerektiğini belirtmiştir. Ancak Banerjee (2007:27) bu noktada işletmelerin sosyal sorumluluk

faaliyetleriyle hissedarlar dışındaki paydaşların çıkarlarının yönetilip gözetilmesine odaklanan paydaş teorisinin toplum için faydalı olana kimin nasıl karar vereceğini ne şekilde aydınlatabileceğini sorgulamıştır. Yine de Paydaş teorisinin normatif boyutu toplumsal meselelerin şirket stratejilerine dâhil edilmesini sağlamış ve sosyal sorumluluk faaliyetlerine faydacılık, temel insan hakları ve ahlak gibi ilkeleri yükleyerek vatandaşlık kavramının şirketlerle anılmasında da bir aşama olmuştur (Banerjee, 2007:40).

Böylece işletmelerin sadece sermayede payı olan hissedarlara karşı sorumluluk sahibi olduğunu savunan hissedar yaklaşımı zamanla yerini paydaş yaklaşımına bırakmıştır. Paydaş yaklaşımı hissedar yaklaşımının aksine işletme ile çalışanlar, müşteriler tedarikçiler, medya, hükümet, sivil toplum ve daha birçok unsurla iki yönlü bir ilişki üzerine odaklanmıştır. Başka bir ifadeyle işletmelerin iç çevreden (çalışanlar, iç müşteriler) başlayarak dış çevreye (tedarikçiler, nihai müşteriler, çeşitli sivil toplum kuruluşları vb.) kadar uzanan geniş bir kitleye karşı yükümlülük sahibi olduğunu vurgulamıştır. Ancak bu yaklaşımın yine de şirketi merkeze yerleştiren bir bakış açısı vardır.

2. BÖLÜM: SİYASİ SOSYAL SORUMLULUK

2.1. Giriş

Teorik olarak henüz tanımı üzerinde ortak bir karara varılamayan KSS kavramı uygulamada gittikçe daha da geniş bir yer bulmakta ve kavram değişik niteliklerle eklemlenip farklı amaçlarla kullanılmaktadır. Bu değişimin altında şirketlerin dinamik çevre koşullarına karşı geliştirdikleri tutumlar yatmaktadır. Özellikle kamu sektörü ve özel sektörü ayıran çizginin belirsizleşmesiyle ortaya çıkan otorite boşluğunda çok uluslu şirketler politik güce sahip birer aktör olarak küresel pazarda etkinlik alanını genişletirken, ulus devletlerin çok uluslu şirketler karşısında yetkileri zayıflamaktadır (Kobrin, 2009). Çok uluslu şirketler yaygınlaştıkça küresel ekonominin işleyişi daha da bağımsızlaşmış ve şirketlerin birçoğu KSS uygulamalarını artırarak faaliyetlerinin sosyal ve siyasi etkilerine yanıt vermeye çalışmıştır (Detomasi, 2008).

İşadamlarının topluma karşı sorumluluğunun akademik yazında sorgulanmaya başlandığı 1950’li yıllardan buyana şirketler kara odaklı ekonomik aktörler, devlet ise kamu mallarını sunmakla yükümlü yegâne politik aktör olarak düşünülmekteydi (Scherer ve Palazzo, 2011:899). Şirketler istihdam yaratıp yatırım yaparak toplum üzerinde olumlu etkisi olan ve kar maksimizasyonu için çabalayan ekonomik kuruluşlar olarak algılanmaktaydı ancak 21. yy. da bu anlayış değişmiş ve özel sektör ile devlet arasındaki iş bölümünü ayıran sınır küresel piyasalarda giderek belirginliğini yitirmiştir (Scherer ve Palazzo, 2011:899).

2.2. Siyasi Kurumsal Sorumluluk Kavramının Tanımı ve Kapsamı

KSS kavramına politik bir boyut kazandıran görüşler akademik yazında kurumsal vatandaşlık kavramı etrafında gelişmeye başlamıştır (Matten ve Crane, 2005; Moon, Crane ve Matten, 2005; Scherer, Palazzo ve Bauman, 2006; Baumann

ve Scherer, 2012). 2006 yılından başlayarak küresel düzenleme ve vatandaşlık haklarını korumada çok uluslu şirketlerin rolüne değinen Scherer ve Palazzo'nun özellikle 2007 yılında yayımlanan *Toward a Political Conception of Corporate Responsibility* başlıklı makalesinden itibaren siyasi KSS kavramı farklı açılardan mercek altına alınmıştır. Ayrıca 2009 yılında *Business Ethics Quarterly* dergisinin şirketlerin siyasi rollerine değinen özel bir sayısı yayımlanmıştır. Scherer ve Palazzo (2007; 2008; 2011; Scherer, Palazzo ve Baumann 2006; Scherer, Palazzo ve Matten, 2009) çeşitli çalışmalarında sosyoekonomik ve siyasi açıdan toplumsal kurumların sorumluluk alanlarını belirsizleştiren küreselleşmenin etkisine vurgu yaparak şirketleri "siyasi" sıfatıyla birlikte telaffuz etmiştir. Bu bağlamda Scherer ve Palazzo (2007; 2008; 2011) KSS kavramını Habermas'ın Katılımcı Demokrasi Teorisi'nden (Theory of Deliberative Democracy) yola çıkarak araçsal KSS'den ileri politik bir zemine taşımaya çabalamıştır.

Sonuçta Scherer ve Palazzo (2011: 904-906), ekonomik açıdan şirketlerin kar peşinde olması ve etik açıdan ise sınırların belirsizleşmesiyle kültürler ötesi bir değerler, normlar ve yaşam tarzı tanımının yapılması zorlaştığı için KSS'yi araçsal ve normatif yaklaşımlardan farklı bir açıdan, politik kurumların değişen düzeni ekseninde ele almak istemiştir. Bu çerçevede SKSS Scherer ve Palazzo (2011: 901) tarafından,

"Küresel düzenlemelere ve kamuya katkı sağlayan şirketler aracılığıyla genişletilmiş bir yönetim modeli önermektedir. SKSS, Şirketler ve sivil toplum örgütlerinin demokratik düzenlemeler ve piyasa işlemlerinin kontrolünde aktif olarak rol aldığı küresel siyaset üzerine yeni bir anlayış geliştirmek üzere politik zeminde araçsal KSS görüşünün ötesine geçmektedir..." şeklinde açıklanmıştır.

Scherer ve Palazzo'ya (2011:904) göre araçsal KSS şirketlerin toplumdaki yeni rolünü tanımlamada yeterli değildir çünkü bu yaklaşım salt ekonomik bir bakış açısından yola çıkarak ekonomik ve politik sorumlulukların kesin bir çizgiyle ayrılmasını, şirketlerin karı artırmaya odaklanmasını ve sadece şirkete uzun vadede kazanç sağladığı sürece hissedarlar harici, toplumsal sorumluluklar yüklenilmesini desteklemektedir. Öte yandan Makinen ve Kourula'ya göre (2012:650), Rawl'un toplumsal ahlaki işbölümü kapsamındaki klasik liberal (classical liberal) ve

özgürlükçü bırakın yapsınlar (libertarian- Laissez Faire) teorileri ile ilişkilendirilen araçsal KSS, hali hazırda politik bir kavram olarak nitelenmektedir. Ayrıca hem Whelan (2012) hem de Makinen ve Kourula (2012:667) Habermas'ın katılımcı demokrasi kuramının, liberal demokrasiyi tam olarak dışlamadığı için Scherer ve Palazzo'nun şirketlere politik rol yükleyen yeni KSS kavramını bütünüyle desteklemediğini ileri sürmektedir. Üstelik Scherer ve Palazzo (2011:918) katılımcı demokrasi aracılığı ile şirketlerin siyasi meselelerin çözümünde devlet kurumları ve sivil toplum kurumlarıyla işbirliğine gittiğini belirtse de; Habermas'ın politik teorisi kapsamındaki işbölümünde sosyoekonomik ve siyasi konularda karar verme mekanizması özel değil siyasi kuruluşlar elinde olup (Makinen ve Kourula, 2012:667) devletin küresel ölçekteki yönetim ya da meşruiyet boşluğunu doldurmada büyük bir rolü vardır (Whelan, 2012:726).

Whelan (2012:727) ayrıca Ruggie'nin ve Habermas'ın siyasi KSS ile ilgili benzer görüşlere sahip olduğunu belirtmiş ve Ruggie'nin devletin insan haklarını korumak için siyasi ya da hukuki düzenleme ve yaptırımlara gitmesi görüşünün (bakınız Ruggie:2011:1-27) Habermas'ın etkin ve zorlayıcı düzenlemeler söz konusu olduğunda devletin kıyaslanamaz bir işlev gördüğü yaklaşımıyla örtüştüğünü belirtmiştir. Dolayısıyla Ruggie ve Habermas'ın devletin yönetim alanındaki boşlukları doldurmada önemli rol oynadığı yönünde benzer bir görüşe sahiptir (Whelan 2012:727, 2009:90-91). Görüldüğü gibi, Habermas'ın yaklaşımıyla oluşturulan bir siyasi KSS, devlet ve çok uluslu şirketler arasındaki sıkı ve geleneksel sınırları yeniden şekillendirmeyi öngördüğünden (Whelan, 2012:727), küreselleşmeyle yetkinliği azalan devlet ve güçlendiği varsayılan şirketler arasındaki sorumluluk alanının belirsizleştiği (Scherer, Baumann ve Schneider, 2013; Scherer ve Palazzo, 2011) iddialarıyla uyuşmamaktadır. Bu nedenlerden dolayı Siyasi KSS kavramının tek bir görüşle, Habermas'ın politik teorisiyle, sınırlanmamalı (Whelan 2012:711) ve kavram Habermasyan siyasi KSS olarak atfedilmekten ziyade, Habermas'ın yaklaşımından etkilenilerek inşa edilen bir kavram olarak ifade edilmelidir (Whelan, 2012:727).

KSS ile ilgili mevcut normatif teoriler de ulus-devlet doktrini çerçevesinde geliştirildiği için küreselleşme çatısı altındaki şirketlerin politik faaliyetlerini temsil edememekte ve açıklayamamaktadır (Scherer ve Palazzo, 2011: 905). Bunlar

arasından Freeman'ın normatif olarak anılan paydaş yaklaşımı (stakeholder theory) paydaşlarla devlet gibi bir ilişki kurmayı içermemekle birlikte (Walsh, 2005:428) stratejik konular ve sosyal sorumluluk konuları arasına kesin bir sınır çizip paydaşları da önem derecelerine göre ayırmıştır (Walsh, 2005: 429). Dolayısıyla kapsamı hissedar yaklaşımından geniş olan paydaş yaklaşımı da bu açıdan araçsal bir nitelik taşımaktadır ve yöneticilerin dış faktörlerle sessizce baş edip, şirketin verimini düşürecek toplumsal meselelere yönelmemesini öngörmektedir (Walsh, 2005: 428, 437). Scherer ve Palazzo (2011:907,918) politik ve ekonomik alanların kesin olarak ayrılmadığı yeni düzende şirketlerin küresel düzenlemelerdeki rolünü kavramsallaştırma sorununun, uluslararası şirket ya da bireylere meşru birer otorite sıfatı yüklemeyen; şirketleri politik aktör olarak görmeyen liberal yaklaşım yerine yeni bir yaklaşımla, Habermas'ın katılımcı demokrasi kavramı ile aşılabileceğini savunmuştur.

Scherer ve Palazzo'nun yukarıda yer alan SKSS açıklamasına dayanarak kurumsal vatandaşlık kavramının kapsamının genişleyerek şirketlere toplumda siyasal bir statü kazandırdığını söyleyebiliriz. Ancak Makinen ve Kourula (2012:664) KSS'yi başından itibaren politik olarak tanımladıkları ve klasik, araçsal ve yeni politik KSS olarak tasnif ettikleri çalışmalarında yukarıda "politik KSS" olarak açıklanan kavramı yeni politik KSS olarak tanımlamışlardır. Yeni politik KSS penceresinden bakıldığında toplumlar arasındaki geleneksel siyasi ve ekonomik çizgileri belirsizleştiren küresel bir dünyada araçsal KSS kurumların sorumluluk alanlarını keskinleştirdiği için sorunlu bir hal almıştır (Makinen ve Kourula, 2012:669). Bu çerçevede genişletilmiş kurumsal vatandaşlık kavramıyla liberal toplumun politik ve sosyo-ekonomik sorumlulukları şirketlere ve onların paydaşlarına yüklenmiştir (Makinen ve Kourula, 2012:669). Kavramın politik zemine taşınması vatandaşlık kavramıyla sınırlı kalmamış, Scherer ve Palazzo (2011:907) toplumsal kurumlar, sorumluluklar ve meşruluk taleplerindeki derin değişiklikleri modern çağın başlangıcı olarak kabul edilen 17. yy sonrası sistemde takip etmek ve tanımlamak zor olacağından Katılımcı Demokrasi Teorisi'ni alternatif bir model olarak kullanmıştır. Fakat Makinen ve Kourula'ya göre (2012:669) genişletilmiş vatandaşlık kavramından yola çıkan yeni politik KSS'nin araçsal KSS'den öteye geçebilmesi için alternatif toplumsal adalet (background justice) kavramları üretilmelidir. Çünkü Habermas'ın katılımcı demokrasi teorisiyle politik

zemine taşınan yeni siyasi KSS kavramı (Makinen ve Kourula, 2012:669) Rawl'cu yaklaşımla ele alınırsa toplumsal adalet kuramlarına (background justice) daha fazla odaklanılmalıdır. Bunun nedeni ise Siyasi KSS'nin ancak geliştirilecek yeni teorik kavramlar zemininde klasik liberalizm (classical liberalism) ve özgürlükçü bırakın yapınlar (Libertarian- Laissez Faire) haricinde farklı politik teoriler çerçevesinde ele alınarak araçsal KSS'nin ötesine geçebilecek olmasıdır. Whelan (2012:710) ise siyasi bir kurumsal yönetim modeli olmaksızın siyasi KSS kavramının araçsal yaklaşımlardan farklılaşamayacağını dile getirmiştir. Çünkü Whelan'a (2012:709) göre batılı Çok uluslu şirketler siyasi olarak nitelenen KSS faaliyetlerini araçsal nedenlerle uyguladıklarından SKSS küreselleşmenin bir sonucu olmaktan ziyade küreselleşmenin bir başka şeklidir.

SKSS kavramı ve küreselleşme ilişkisine baktığımızda ise Scherer ve Palazzo (2011:902) politik KSS kavramıyla devletlerin güçsüzleşip şirketler üzerindeki etkisini yitirmesine değil küresel üretimin demokratik kontrolün zayıf ve kanunların yetersiz olduğu bölgelere kaydığını vurgulamak istediklerini belirtmiştir. Ancak Makinen ve Kourula'ya göre (2012:666) küreselleşme sürecinin yorumlanması ve şirketlerin siyasi birer aktör haline gelmesi arasında kurulan ilişkide aşırıya kaçılmış ve SKSS'nin sadece küreselleşme ile şekillenen çevrede geliştiği varsayılarak ulus devletlerin sosyo-ekonomik ve politik gücü göz ardı edilmiştir. Whelan da (2012:710), Çok uluslu şirketlerin SKSS çerçevesinde değerlendirilen faaliyetlerinin devletlerin azalan yetkinliğinin bir sonucu olarak değil küreselleşme potansiyeliyle birlikte yeni kurumsal oluşumlar olarak tanımlanmasının daha doğru olduğunu ileri sürmüştür. Çünkü şirketler devlet kontrolünün sıkı olduğu çevrelerde de faaliyet göstermeyi tercih edebilmektedirler (Whelan, 2012:714).

Scherer ve Palazzo'nun (2011:903) KSS kavramının yeniden tanımlanması için bir başka gerekçesi de şirketlerin gönüllü olarak piyasalar ve paydaşlarıyla ilgili düzenlemeler yapması ve devletin sağlamadığı kamu mallarını tedarik etmesidir. Scherer ve Palazzo binlerce şirketin gönüllü düzenlemelere gitmek üzere Birleşmiş Milletler Küresel İlkeler Sözleşmesine (United Nations Global Compact-UNGC) üyeliğini öne sürse de (2011:900), bu tür çok bileşenli ve çok uluslu şirketlere yönelik girişimler potansiyel bir küreselleşme şekli olup çok uluslu şirketlerle ilgili meselelerin çözümünde yeterli olmayabilir (Whelan, 2012:716). Çünkü şirketleri

belirli standartlar çerçevesinde bir araya getiren bu tür uluslararası oluşumlar çok uluslu işletmelerin farklı çevrelerdeki rollerini açıklamada yeterli olmayabilir.

Genel olarak Scherer ve Palazzo'nun kavramsal bir çerçeveye oturtmaya çalıştığı Siyasi KSS kavramının akademik olarak geniş çevrede kabul gören bir tanımının yapıldığını söyleyemeyiz. Tanımsal çerçeve belirgin hale gelse de, devletlerin yasal ya da hiyerarşik olarak çok uluslu şirketlerin faaliyetlerini yönlendirebildikleri bir çevrede (Whelan, 2012:716) ülkelerin birinden diğerine değişen sosyoekonomik, kültürel ve siyasi koşullarında şekillenen şirket faaliyetlerini anlamlandırmaya çalışan bir yaklaşımın kapsamını bütünleştirici bir düzlemde belirlemek zorluklar arz etmektedir.

Öte yandan şirketlerle toplumun temel yapısı arasındaki çizgi kesin olmadığından şirketlerin toplumda meşru birer siyasi aktörüne hareket ettiği de yadsınamaz (Makinen ve Kourula, 2012:655). Çünkü küreselleşmeyle birlikte bir toplumun beklediği belirli norm ve değerlere uymak zorlaştığından faydacı (pragmatic) ve bilişsel(cognitive) meşruiyet yerini bireyler, kurumlar ve eylemlerin toplumsal olarak kabul edilebilirliğini sorgulayan ahlaki (moral legitimacy) meşruiyete bırakmıştır (Scherer ve Palazzo, 2011:915). Bu görüşten yola çıkarak sosyo-ekonomik ve politik meselelere toplum nazarında geçerli çözüm öneren kuruluş ya da bireylerin bu faaliyetleriyle ahlaki meşruiyet kazanacağını söyleyebiliriz.

2.3. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Tarihsel Gelişimi

Şirketlerin sorumluluklarının siyasi unsurlarla anılmaya başlanması 1960'lı yıllara kadar uzanmaktadır. Davis (1960:71-73) iş adamlarının sosyal sorumluluklarının sahip oldukları toplumsal güçle orantılı olması gerektiğini belirtmiş ve devlet ile iş adamları arasındaki güç dengesine değinmiştir. Davis (1960:73) 20. yüzyılın ilk çeyreğinde kitleleri işten çıkaran işletmelerin, gücünün bir kısmını devlet ve sendikalar karşısında kaybettiğini, hatta başlangıçta sorumluluk dahi kabul etmediği işsizliğin maliyetini karşıladığını belirtmiştir. Sonuçta şirketler piyasa üzerindeki kontrollerinin azalmasını engelleyememişlerdir (Davis, 1960:73). Bu durum şirketlerin sorumluluklarını göz ardı etmelerinin toplumsal güçlerini de

kademeli olarak kaybetmelerine yol açabileceğinin bir göstergesidir (Davis 1960:73). Davis (1968:45) iş adamlarının sosyal sorumluluklarının sahip oldukları sosyal güçle orantılı olması gerektiğini vurgulamış ve devletin bir şirketin sorumluluğunu ihmal etmesi halinde şirket faaliyetlerine yönelik sert kısıtlamalar getirebildiğini belirtmiştir (Davis, 1968:47). Davis'e (1968: 45), göre bir kez hükümet kontrolü kuruldu mu, koşullar değişse de uzun vadede şirket aleyhine yapılan bu düzenlemeler değişmemektedir. Bu nedenle şirketler devlet müdahalesinden korunmak için kendi güçlerinin sınırlarını anlayıp güçlerini sorumlu bir şekilde kullanmalıdır (Davis, 1968:47). Aksi halde güçleriyle orantılı sorumluluk sergilemeyen şirketler uzun vadede kaybedecek ve bu sorumlulukları üstlenenler bunların yerini dolduracaktır (Davis, 1968:49-50). Davis (1968:49) bu görüşü Sorumluluğun Demir Kanunu (Iron Law of Responsibility) olarak adlandırmıştır.

Bununla paralel olarak iletişim ve ulaşım teknolojilerinin de büyük katkısıyla küreselleşmenin arttığı günümüz dünyasında, devletler piyasaları düzenleme yetkinliklerini kaybederken ortaya çıkan boşluğu şirketler ve Sivil Toplum Kuruluşları (STK) doldurmaya başlamıştır (Scherer and Palazzo, 2011:909). Kamu kurumları özellikle, artan rekabetle ucuz işgücü sağlamak ve yeni pazarlardan pay almak isteyen çok uluslu şirketlerin çevreye verdikleri tahribatın ya da insan ve çalışan hakları ihlalinin önüne geçemez hale gelmiş ve şirketler gönüllü olarak bu alanlarda faaliyet göstermeye başlamıştır (Scherer and Palazzo, 2011:903). Öte yandan Detomasi'ye (2008:816) göre, şirketler karşılaştıkları siyasi koşullara da bağlı olarak toplumsal meşruiyetlerini korumak, hükümetin yasal taleplerini karşılamak ve şirketin rekabetçi gücünü zayıflatan koruyucu önlemlerin alınmasını engellemek amacıyla KSS'yi siyasi bir araç olarak kullanmaktadırlar. Scherer ve Palazzo (2011:909) ise şirketlerin gönüllü olarak piyasaların düzenlenmesi ve insan haklarını korumaya yönelik faaliyetler yürüterek gerek ulusal yönetimlerin gerekse uluslararası yönetim organlarının (UN, ILO, WTO vb.) uygulama sahasına girmelerinin arkasında bir takım nedenler olduğunu ileri sürmüştür. Bu nedenler Scherer ve Palazzo (2011) tarafından STK'ların uyguladıkları baskıya karşılık verme, hükümetin düzenleyici rolünün zayıflamasından doğan boşluğun doldurulması ve küreselleşen piyasalardaki karmaşıklığın en aza indirgenmesi olarak açıklanmıştır. Kar maksimizasyonu odaklı yönetim anlayışının daha da ötesine geçerek yerel yönetimlerin, hükümetlerin ve uluslararası yönetim organlarının

faaliyet alanlarında boy gösteren şirketler böylece KSS kavramına yeni bir boyut kazandırmış ve küresel dünyada siyasi birer aktör olarak da rol almaya başlamıştır. Özellikle aktivistlerin ve sivil toplum kuruluşlarının hedefi olan Levi Strauss, Nike Reebok gibi şirketler daha fazla hesap verebilirlik ve şeffaflık ile yolsuzluğun önüne geçilmesi yönünde aldıkları tepkilere karşı çalışan veya insan haklarıyla ilgili politikalarda reform yapmışlar ve kendi etik kurallarını belirlemişlerdir (Waddock, 2004:314,315).

Akademik yazında ise gerek küreselleşme gerekse yerel yönetimlerin değişen uygulamalarına bağlı olarak şirketlerin politik sorumluluk üstlenmesine yönelik farklı etkenler öne sürülmüştür. Detomasi'ye göre (2008:810) şirketlerin KSS uygulayıp uygulamayacağı ya da hangi KSS uygulamalarını seçeceği bir hükümetten diğerine farklılık gösteren politik değişkenlerle ilintilidir ve bu nedenle şirketler hükümetlerle etkileşim içinde olmalıdır. Örneğin kar maksimizasyonu KSS faaliyeti uygulamayı tetikleyen şirket içi bir etkenken, bazı kamu ihaleleri de belirli bir seviyede KSS uygulaması gerektirmekte ve böylece şirketleri hükümet baskısına maruz bırakarak dışsal bir etken rolü oynamaktadır. (McWilliams ve Siegel, 2001).

Şirketlerin KSS politikalarını benimseyerek siyasi bir araç olarak kullanmalarını tetikleyen etkiler hükümet baskısıyla sınırlı kalmamaktadır. Rubin (2008:338) ABD'de 2004 yılında yaklaşık 3000 firma üzerinde yaptığı çalışmasında, şirketlerin paydaşlarının siyasi tercihleriyle uyumlu KSS faaliyetleri yürüttüklerini tespit etmiştir. Buna göre demokratların yoğun olduğu eyaletlerde KSS faaliyeti yürüten şirketlerin genel müdürlüklerinin sayısı cumhuriyetçilerin yoğun olduğu eyaletlere göre nispeten daha fazladır (Rubin, 2008). Çünkü demokrat parti çalışan hakları ve çevresel düzenlemeler gibi sosyal sorumluluk kavramlarıyla ilgilenirken, Cumhuriyetçiler karın sosyal sorunların çözümüne yönelik faaliyetler yerine pay sahiplerine dağıtılmasını savunmaktadır (Rubin, 2008). Buradan yola çıkarak Rubin, CEO'ların KSS faaliyetlerinin şirketlerini çevreleyen paydaşların siyasi tercihleriyle doğru orantılı olduğunu savunmaktadır. Ayrıca Cumhuriyetçi eyaletlerde yer alan şirketler KSS faaliyetlerinden, Demokrat eyaletlerde faaliyet gösterenlere göre daha az kazanç sağlamaktadır (Rubin, 2008:340). Nihayetinde Rubin (2008:340) KSS faaliyetine ağırlık veren şirketlerin demokrat eğilimli seçmenlerin yer aldığı eyaletlerde genel müdürlüklerini kurduklarını iddia etmektedir. Bunlara ilave olarak

şirketlerin genel müdürlüklerinin yerleşkesinin bu şirketlerin KSS faaliyetlerinin oluşturulmasında önemli bir faktör olduğunu savunmaktadır. Kısaca toplumun siyasi tercihleri ve toplumla etkileşim şirketlerin KSS politikaları oluşturulurken etki etmekte ve göz önünde bulundurulmaktadır. Böylece paydaşların siyasi görüşleriyle uyumlu KSS faaliyeti yürütmek ve onların düşüncelerini dâhil etmek şirketin değerini maksimize etmek için gerekli olmaktadır.

Detomasi'ye (2008:807) göre bir şirketin yer aldığı ülkenin siyasi kurumlarının yapısı o şirketin KSS faaliyeti yürütüp yürütmeyeceğini ya da bunun ne tür ve ne ölçüde olacağını doğrudan etkilemektedir. Çünkü artan ekonomik küreselleşme şirketleri faaliyet gösterdikleri pazarda oluşan her biri kendine özgü yönetsel boşlukları doldurmaya zorlamaktadır (Detomasi, 2008:807). Böylece maruz kaldıkları siyasi koşul, ideoloji ve beklentiler şirketlerin KSS faaliyetlerinde belirgin rol oynayacaktır. Detomasi (2008:811) şirketlerin KSS'yi istenmeyen siyasi değişikliklerin (mesela aleyhlerine olabilecek yasa) önüne geçmek için kullanabileceğini belirtmektedir.

Siyasi ideolojinin KSS üzerindeki etkisini etraflıca inceleyen Detomasi (2008:815) merkez sağ ağırlıklı bir parti yönetiminde kişisel mülkiyet hakkına, serbest ticaret ve esnek üretim mekanizmasına değer verilmesinin yanı sıra hükümetin pazardaki rolünün kısıtlı olduğunu da belirtmiştir. Öte yandan sol eğilimli hükümetler ise küreselleşmeyi milli siyasete yön veren normların varlığına ve toplumsal istikrara tehdit olarak algılayabilir. Ya da sol-eğilimli hükümetler sermayenin devlet tekelinde kalmasını ya da milli ekonominin işleyişinde kendi merkezi rollerini korumayı isteyebilir (Detomasi, 2008:815). Sonuç olarak merkez sağ görüşlü yönetimin olduğu ülkelerde şirketler KSS faaliyetlerini kendiliğinden yürütmeyi benimseyebilirken sosyalist yönetim altındaki şirketler KSS'yi uygulama ihtiyacı duymayabilir çünkü sosyalist ülkelerdeki şirketlerin açık bir devlet müdahalesine uğrama ihtimali sağ görüşlü yönetimlere göre çok çok düşüktür (Detomasi,2008: 815).

Walters da (1977) KSS kavramına karşı edinilen Muhafazakâr ve Liberal politik ideoloji olmak üzere iki karşıt kutuplu tutumdan bahsetmiştir. Bu kutuplaşmaya göre muhafazakâr politik ideolojiye sahip olanlar piyasaları

düzenlemede hükümet kontrolü ve yasal uygulamaların kısıtlanmasını, sosyal problemleri daha etkin şekilde çözebilecek şirketlerin bunların yerini alması gerektiğini savunmaktadır (Walters, 1977). Liberal politik ideolojiyi savunanlar ise siyasi sorumluluk üstlenilmesini gerektiren sosyal sorunların ulusal yönetime daha geniş yetki verilmesi suretiyle çözülmesi görüşünü desteklemektedir (Walters, 1977).

Görüldüğü üzere, Kurumsal Sosyal Sorumluluk kavramı farklı çevrelerde farklı şekillerde algılanıp, farklı uygulamalarla hayata geçirilmiştir. Her şirket içinde bulunduğu ortama göre farklı KSS uygulamalarına yönelebilir. McWilliams ve Siegel (2001) da şirketlerin KSS uygulamalarının (tüketicinin gelir düzeyi, işgücü piyasası koşulları, şirketin büyüklüğü ve endüstri yaşam döngüsündeki yeri gibi) çeşitli faktörlere bağlı olarak her şirket için farklı seviyelerde gerçekleştirilmesi gerektiğini vurgulamıştır. Şirketler bu anlamda topluma karşı sorumluluklarını bazen çevreye verdiği bir zararı telafi etme, bazen de ilgisi olmayan bir alanda topluma katkı sağlama şeklinde gerçekleştirmiştir. Toplumun iyileştirilmesi yönünde atılan bu adımlar piyasadaki ekonomik mekanizmanın ötesine geçmiş ve 21. yy. da KSS “siyasi” kelimesiyle telaffuz edilir olmuştur.

Şirket faaliyetlerinin yukarıda sayılan toplumsal beklentilerden siyasi koşullara uzanan geniş çaplı bir etkileşim yelpazesine girmesiyle devlet müdahalesi olmaksızın küresel şirketler ve piyasalara yön veren düzenlemeler oluşturulmaktadır (Vogel,2008:261). Bu düzenlemelerin oluşturulmasında küresel piyasaların belirginsizliği kadar aktivist grupların da etkisi olmuştur. Çünkü birçok aktivist grup soruna katkısı büyük olmasa dahi hedef aldıkları şirketlerin üzerine kamunun dikkatini kolayca çekebilmektedir (Porter ve Kramer, 2006:80). Bu anlamda şirketlerin proaktif bir yaklaşım benimsediğini söyleyebiliriz. Çünkü şirketler bu faaliyetleri gerek ilave yasal düzenlemelerden sakınmak gerekse itibar (reputation) ve markalarını korumak için yürütebilmektedir (Vogel, 2008:261). Sivil düzenlemelerdeki artış, hem küresel piyasaları düzenleyen meşru başka bir otoriteye hem de self regülasyon gibi alternatif düzenleyici araçların şirketlerce artan kullanımına işaret etmektedir (Vogel, 2008:261). Geleneksel sistemde STK’lar ya da şirketler (kanun koyucular olmamasına rağmen) birer küresel politika düzenleyici olarak bağlayıcı olmayan kurallar aracılığıyla küreselleşmeyle karşılaştıkları sorunları çözmeye çalışmaktadırlar (O’Connell, 2003:109). Öte yandan devletler

yürürlükte olan kanunlardan ekonomik, politik ve askeri olarak faydalanırken uluslararası ya da yerel baskılarla bağlayıcı olmayan bir takım kuralların meşruiyetini kabul etmeyi çıkarlarına daha uygun bulabilirler (Chinkin, 2003:34). Bu alternatif düzenleyici araçlar (etik kurallar) genel olarak yürürlükte olan ve gerek kamu kurumları gerekse özel sektördeki kurumların uymakla yükümlü tutulduğu kanunlardan farklı bir kategoridedir. Bağlayıcı olmayan kurallar devletçe tanımlanan kanunlarla aynı statüde olmasa da, küresel piyasaların yarattığı koşullar nedeniyle yasal düzenlemelerde yer bulmaktadır (O'Connell, 2003:109).

Devlet dışı aktörler bağlayıcı bir kanunu siyasi olarak mümkün görmediklerinde ya da tercih etmediklerinde Birleşmiş Milletler Kararı (United Nations Resolution), Birleşmiş Milletler Genel Kurul Kararı (United Nations General Assembly Resolution) gibi bağlayıcı olmayan kanunlara (non-binding law/soft law) başvurmaktadır. Bu aktörler bağlayıcı kanunlarla ilgili lehlerine bir karara varmak üzere mümkün olduğunca devletle lobi faaliyeti yürütmekte ve sonrasında yerel davalar, lobicilik ve uluslararası yürütülen süreçler aracılığı ile baskı yaparak devletin desteğini almaktadır (Chinkin, 2003:35). Örneğin, 1994 yılında yayımlanan Uluslararası Çalışma Örgütü'nün (International Labor Organization-ILO) 75. yıl dönümü raporunda iş ahlakı (codes of conduct) gibi bağlayıcı olmayan kanunların daha fazla uygulanması önerilmiştir. Ancak bu öneri ILO'nun etkinlik alanının zayıflayacağından korkan işçi temsilcileri tarafından reddedilmiştir (Maupain, 2003:373). Yürürlüğe konmak istenen bu kurallar karşısında gösterilen direnç bağlayıcı olmayan bu kanunların etki alanının gücünü ve bir kez meşru sayıldığında farklı çıkar grupları için bir tehdit unsuru olarak algılandığını açıkça sergilemektedir. Öte yandan bağlayıcı olmayan kanunlar dev boyutlu çok uluslu şirketlerden STK'lara kadar birçok devlet dışı aktörün uygulamalarını düzenlemede ve devletçe belirlenen yasaların bıraktığı boşlukları doldurmada fayda sağlayabilir (O'Connell, 2003:110). Ayrıca bilim insanlarının, hükümetler ve uluslararası örgütlerin işbirliği yapmasına elveren bu kanunlar çevre (özellikle nükleer maddeler), askeri kontrol ve işgücü gibi meselelerde hızlı çözüm üretilmesine ve bilgi değişimine esneklik tanımaktadır (O'Connell, 2003:111). Küresel aktörler olarak şirketler, uluslararası örgütler, devletler ve bireyler ortak çıkarlarını belirlemeye ve bu çıkarlarına ulaşmada ortak bir yasal zemin hazırlamaya çabalamaktadır (O'Connell, 2003:111). Günümüzde birçok kamu hizmeti özelleştirilmiş, şirketler yoğun bir şekilde

piyasaları düzenlemeye ve devletin sorumluluk alanında faaliyet göstermeye yönelmiş, sivil hak savunucuları Burma, Nijerya, Güney Afrika gibi ülkelerde şirketlerin karşısına çıkmış ve vatandaşlar şirketler aracılığıyla siyasi beklentilerini ifade eder hale gelmiştir (Matten ve Crane, 2005:682). Şirketler istese de istemese de, önem verse de vermese de vatandaşlıkla ilgili meselelerle karşı karşıya gelmektedir (Matten ve Crane, 2005:683). İşte küresel olarak genişleyen piyasalar ve büyüyen şirketlerin oluşturduğu ekseninde hükümetlerin kamu meselelerine eğilmekte istekli ve güçlü olduğu dönemin bir ürünü olan geleneksel KSS'nin kapsamı kısıtlı kalmaktadır (Scherer ve Palazzo, 2011: 922). Bu nedenle sorunlara daha hızlı ve esnek bir şekilde çözüm üreten bağlayıcı olmayan kanunlar küresel düzenlemeler için önemli bir etken haline gelmiştir (O'Connell, 2003:111). Bağlayıcı olmayan kanunlar gelecekte devletler tarafından yapıp yürürlüğe konan yasalarla aynı kategoride olabilir ve bu kanunların üretilmesinde yer alan şirketler, STK'lar ve diğer devlet dışı aktörlerin rolü yeniden tanımlanabilir (O'Connell, 2003:113).

2.4. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramı İle İlgili Yaklaşımlar

2.4.1. Kurumsal Vatandaşlık (Corporate Citizenship)

Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramı ile ilintili kuramların ilki Kurumsal Vatandaşlık (Corporate Citizenship) kuramıdır. Matten ve diğerleri (2003:111) şirketlere kendi rutin faaliyetlerine ilave faaliyetler yapmalarını telkin eden normatif yönünden dolayı -her ne kadar pratikte uygulanmayıp söylemsel olarak yer verilse de- KSS, KSP ve paydaş teorilerinin iş dünyasında pek talep edilmediğini belirtmiştir. Bu bağlamda akademik yazında ve toplumsal eleştirilere maruz kaldıkları “sosyal sorumluluk” söylemi karşısında şirketler toplumdaki yerlerini görmelerini sağlayan kurumsal vatandaşlık kavramı çerçevesinde kendi kurallarını koymayı seçmektedir (Matten ve diğerleri, 2003:111). Bu sebepten dolayı ilgili yazın son yirmi yılda (Matten ve diğerleri, 2003; Crane ve diğerleri, 2008:25) akademik çevrelerden önce, iş dünyasındaki basın yayın organlarında (Matten ve diğerleri, 2003:111, Matten ve Crane 2005:166; Crane ve diğerleri 2008:25) gelişmiştir. 2002 yılında Dünya Ekonomik Forumu'nda (World economic forum) aralarında CocaCola'nın da yer aldığı çok uluslu şirketlerce imzalanan küresel kurumsal vatandaşlık (Global Corporate Citizenship) bildirisinin yanı sıra 2006

yılında Citigroup, Diageo, ExxonMobil, Hewlett-Packard, Microsoft, Panasonic, Pfizer veya Xerox gibi başlıca küresel firmalar vatandaşlık raporu (Citizenship Report) ya da küresel vatandaşlık raporu (Global Citizenship Report) gibi finansal olmayan yıllık raporlar (Crane ve diğerleri, 2008:25,26) terimin iş dünyasındaki kullanım sıklığını göstermektedir. Yönetim yazınında şirketlerin toplumdaki rolünü açıklamaya çalışan bir kavram olarak ortaya çıkan kurumsal vatandaşlık, iş dünyasında sıkça kullanılan bir terminoloji haline geldiğinden (Crane ve diğerleri 2008:27) izleyen süreçte akademik olarak da birçok yayım yapılmış hatta 2001 yılından bu yana Journal of Corporate Citizenship adı altında bir dergi yayımlanmaya başlanmıştır (Matten diğerleri, 2003:111; Crane ve diğerleri 2008:26; Neron ve Norman, 2008:2). Ayrıca Amerika'daki Boston College, University of Toronto gibi üniversitelerde akademik çevrelerce (Neron ve Norman, 2008:2) ve yine Amerika'da US Chamber of Commerce Center for Corporate Citizenship, Malavi'de The African Institute for Corporate Citizenship ve Danimarka'da The Copenhagen Center gibi devlet eliyle farklı ülkelerde birçok kurumsal vatandaşlık araştırma merkezi kurulmuştur (Crane ve diğerleri, 2008:26).

Akademik çevre ve iş dünyasında kurumsal vatandaşlık kavramına yönelik bu gelişmeler ışığında Wood ve Logsdon (2002:60), KSS kavramının yerini almaya başlayan bu terimin KSS gibi tüm toplumun çıkarlarını gözetmediğini belirterek işletme-toplum ilişkisini tam olarak açıklayabilmek için işletme vatandaşlığı (Business Citizenship) kavramını ortaya atmıştır. Buna göre işletmeler büyük ölçekli siyasi ve toplumsal olaylara etki edip bunların çözümüne katkı sağlarken kurumsal vatandaş olarak tanımlandığında içinde bulunduğu toplum ekseninde bir sorumluluk yükleneyeceğinden KSS kurumsal vatandaşlık terimi ile yeniden kavramsallaştırılmaz (Wood and Logsdon, 2002: 60). Şirketler faaliyetlerini kurumsal vatandaş adı altında yürütürlerse içinde buldukları pazar koşulları ve siyasi atmosfere göre faaliyetlerine yön verecekleri için (Wood ve Logsdon, 2002:66) bu terim modern küresel çevrede işletmelerin rolünü tanımlamada ve KSS kavramını ikame etmekte yetersiz kalmaktadır (Wood ve Logsdon, 2002:90). Fakat Moon ve diğerleri (2005:431,432) Wood ve Logsdon'ın kurumsal vatandaşlıkla ilgili bu görüşlerinin şirketlerin vatandaş olup olamayacağı sorusunu yanıtızsız bıraktığını, vatandaşlığı liberal ve toplumcu görüşleri ayrıştırarak demode bir şekilde ele aldığından terimin normatif ve kavramsal sınırlarını keşfetmelerini engellediğini ve kurumsal

vatandaşlık kavramını sınırlı bir söylemsel KSS ile aynı düzleme koyduğundan dolayı şirketlerin toplumsal rolü için yeni bir normatif boyut önermediğini ileri sürmüşlerdir. Bu yeni kavram ayrıca toplumsal yardımlaşma konularını kapsayıp şirketlerin siyasi rollerini göz ardı etmekte ve bu sebeple vatandaşlık terimi adı altında mercek altına alınabilecek şirket faaliyetlerinin kapsamını da daraltmaktadırlar (Moon ve diğerleri, 2005:432).

Ancak ilk kez Matten, Crane ve Chapple (2003:114) tarafından kurumsal vatandaşlık teriminin, politik teoriye dayanan sosyal, sivil ve siyasi hakların tanındığı bireysel vatandaşlık kavramından yola çıkarak tanımlanması gerektiği ve bu şekilde disiplinler arası bir yaklaşımın kavrama uygulamada meşruiyet kazandıracağı belirtilmiştir (Matten ve diğerleri, 2003:114; Matten ve Crane, 2005:166,170). Matten ve diğerlerine (2003:111) göre Kurumsal Vatandaşlık şirketlerin vatandaşların yanındaki yerlerini almaları hususunu aydınlatmaktadır. Bu bağlamda;

Kurumsal vatandaşlık boyutları ve etki alanları dolayısıyla bireylerle aynı vatandaşlık statüsü atfedilebilen küçük ve orta ölçekli işletmeler hariç tutulmak kaydıyla- büyük ölçekli şirketlerin toplumdaki yerini göstermekten öteye geçen ve en güçlü düzenleyici aktör sıfatıyla rol alan devletin yerini doldurmasını sağlayan faaliyetlerine açıklık getirmektedir (Matten ve diğerleri 2003: 117).

Kurumsal vatandaşlık kavramının farklı boyutlarını ele alan Matten ve diğerleri (2003:113) daha önceki çalışmalarda yer alan kurumsal vatandaşlığın kısıtlı yaklaşımı (Limited View of Corporate Citizenship) ve kurumsal vatandaşlığın eşdeğer yaklaşımı (Equivalent View of Corporate Citizenship) ile ilgili görüşlerin KSS ve KSP ile özdeşleştirilebileceği için kurumsal vatandaşlık kavramını farklı açıdan ele alarak bir üçüncü boyutu eklemiştir. Kurumsal vatandaşlığın kısıtlı yaklaşımı şirketlerin buldukları çevrede kurdukları vakıflar gibi toplum yararına yaptıkları en temel gönüllü faaliyetleri temsil ederken; eşdeğer yaklaşım ise var olan KSS kavramlarıyla kurumsal vatandaşlığın ilintilendirilmesi yoluyla ortaya atılan yaklaşımları ifade etmektedir (Matten ve diğerleri, 2003:112,113). Örneğin kavrama mali performans merkezinde açıklamalar getiren Carroll, kurumsal vatandaşlık kavramının dört boyutu olduğunu ve şirketlerin iyi birer kurumsal vatandaş olabilmesi için karlı olmaları, yasalara uymaları, etik kuralları izlemeleri ve

yardımda bulunmaları gerektiğini belirtmiş (1998:1,2) ve son üç koşulu sağlamanın şirketin finansal hedeflerini gözetmede çıkar sağladığı için bunların aslında birbirinden ayrılamayacağını belirtmiştir. Ayrıca kurumsal vatandaşlığın kısıtlı ve eşdeğer yaklaşımı olarak adlandırılan ilk iki görüş, iyi bir kurumsal vatandaşın yardımlaşmada bulunduğu (philanthropy) ve toplum ile paydaşların refahını dolayısıyla karı yükselttiğine vurgu yapmakta (Carroll, 1998:6; Wood ve Logsdon, 2002:66) ve sonuç itibarıyla KSS ve KSP'den öteye geçememektedir (Matten ve diğerleri, 2003:113). Bu nedenle Matten ve diğerleri (2003:113), şirketlerin “vatandaşlık” tanımı söz konusu olduğunda küresel iş dünyası koşullarında toplum-işletme ilişkisinde meydana gelen değişikliklerin uygun bir şekilde açıklanması gerektiğini belirterek genişletilmiş kurumsal vatandaşlık kavramını (extended view of corporate citizenship) ortaya atmışlardır.

Matten ve diğerleri, Marshall'ın sivil, toplumsal ve politik hakların bir bütünü olarak tanımladığı liberal vatandaşlık tanımından yola çıkarak (2003:114) yeniden tanımladıkları (genişletilmiş) kurumsal vatandaşlık kavramıyla devletin vatandaşlık haklarını korumada başarısız kaldığı alanlarda şirketlerin konumlandığını belirtmektedirler (2003:115). Geleneksel anlamda vatandaşlık hakları ulus devlet sınırlarında şekillenirken, küreselleşmeyle birlikte toplumsal faaliyetler bu sınırların ötesine geçmiş (Matten ve diğerleri, 2003:115) Greenpeace, Amnesty International gibi örgütler ya da Shell, Nike ve Levi Straus gibi çok uluslu şirketler kurumsal vatandaşlık adı altında eğitim, sağlık, işçi ücreti ve çalışma koşullarının iyileştirilmesi gibi faaliyetleriyle devletin bu alanlardaki boşluğunu doldurmaya çalışmıştır (2003:116). Ayrıca lobi faaliyetleri ve siyasi partilerin şirketlerce finansal olarak desteklenmesi gibi etkileşimlerle siyasi sürece artan müdahale, şirketlerin politik haklar konusunda da bir rol üstlendiğini göstermektedir (Matten ve diğerleri, 2003:117). Sonuçta küreselleşme vatandaşlık haklarıyla ilgili sorumlulukların bir kısmını devletin kontrolünden uzaklaştırmış ve şirketler vatandaşlık haklarını sağlamaya, korumaya ve kolaylaştırmaya yönelik konularda geleneksel kamu mercilerinin yürütmekle yükümlü olduğu sorumlulukları üstlenmiştir (Matten ve Crane, 2005:171).

Matten ve diğerleri (2003; Matten ve Crane, 2005) tarafından betimsel (descriptive) olarak açıklanan (genişletilmiş) kurumsal vatandaşlık kavramı daha

sonra Moon ve diğeri tarafından (2005:448) normatif olarak geliştirilmiş ve kavram kamu yönetimi sürecine katılan şirketler (2005:429) gerçekten de vatandaş olabilir mi yoksa sergiledikleri toplumsal rolle sadece vatandaş gibi midirler (2005: 429,431) şeklinde sorgulamalarla yeni bir boyuta taşınmıştır. Şirketlerin toplumun yönetiminde yer alma şekli ve normlarına işaret eden bu yeni kurumsal vatandaşlık kavramı; Wood ve Logsdon tarafından daha önce kapsamı için yerel bir çerçeve çizilen kurumsal vatandaşlık kavramının sınırlarını genişletmektedir (Moon ve diğeri, 2005:448). Vatandaşlık kavramının kapsamının bu şekilde genişletilmesindeki en önemli etken şirketlerin yavaş yavaş geleneksel vatandaşlık kavramındaki en güçlü kurumun yani “devletin” yerini almaya ve vatandaşlık haklarını koruma sorumluluğunun bir kısmını üstlenmeye başlamasıdır (Matten ve diğeri, 2003:117; Matten ve Crane, 2005:171). Sonuçta Moon ve diğeri (2005:432,433) şirketlere vatandaşlık sıfatının atfedilmesinin harfi harfine şirketlerin vatandaş olduğu ya da vatandaşlık sahibi olduğu anlamına gelmediğini ve şirketlerin ve faaliyetlerinin aslında bir ölçüde vatandaş ya da vatandaşlığa benzer olduğunu bu nedenle de Kurumsal Vatandaşlık kavramının metafor olduğunu ileri sürmüşlerdir. Ayrıca şirketler hükümet ve toplumsal örgütlerle işbirliğine giderek ve vatandaşlık haklarının idaresinde aldıkları rolle hükümet benzeri bir vatandaşlık statüsü paylaşmaktadır (Moon ve diğeri, 2005:448).

Öte yandan kurumsal vatandaşlık kavramının sistematik görünmeyen bir dizi olgudan yola çıkarak anlam ve kapsamının genişletilmesinin henüz vakti gelmemiş bir girişim olduğunu ileri süren Van Oosterhout (2005:677,678) kavramı eleştirel olarak ele almış ve kurumsal vatandaşlık kavramını normatiften ziyade betimsel açıdan ele alan Matten ve Crane’in (2005) genişletilmiş yaklaşım çerçevesinde belirttikleri şirketlerin üstlendiği sorumlulukların gerçeklere ve uygulamaya dayanmaması nedeniyle spekülasyon olduğunu iddia etmiştir. Bu spekülasyon yönünden dolayı Matten ve Crane’in kurumsal vatandaşlığın genişletilmiş yaklaşımının tanımlayıcıdan çok açıklayıcı bir nitelikte olduğunu belirtmiştir (van Oosterhout, 2005:678). Ayrıca küresel rekabet piyasalarının yeterince güçlü olduğu bir ortamda şirketlerin bu sorumlulukları üstlenmekten ne çıkar sağlayacaklarını sorgulamış ve araştırmacıların neden şirketlerin vatandaşlık haklarının idaresinde daha etkin olabileceğini makul bir şekilde açıklamadıklarını belirterek bunun durumu daha da spekülasyon bir hale getirdiğini söylemiştir (van Oosterhout, 2005:678).

Matten ve Crane (2005), van Oosterhout'un kurumsal vatandaşlıkla ilgili eleştirisine verdikleri yanıtta bazı vatandaşlık haklarının şirketlerin uygulama sahasına girdiğini ve kendi sundukları somut örneklere rağmen bu değişimlerin birçoğunun görgül bir doğrulama gerektirmediğini belirtmektedir. Birçok kamu hizmeti özelleştirilmiş; şirketler kurumsal yönetim ilkeleriyle gittikçe artan bir oranda self regülasyon ve başka özelleştirilmiş oluşumlara dâhil olmuş; sivil hak savunucuları Burma, Nijerya ve Güney Afrika gibi ülkelerde faaliyet gösteren şirketlere karşı çıkmış ve vatandaşlar açıkça şirketlerden siyasi olarak beklentileri olduğunu dile getirmeye başlamıştır açıklamalarıyla Matten ve Crane (2005:682) kurumsal vatandaşlığın uygulamadaki örneklerine ışık tutmuştur. Onlara göre mesele bu değişimlerin görgül olarak gerçekleşip gerçekleşmediğinden ziyade özellikle bir bütün olarak incelendiğinde ne anlama geldiğidir (Matten ve Crane, 2005:683). Şirketleri vatandaşlık haklarının idaresi yönünde güdüleyen etkenleri sorgulayan van Oosterhout'a karşılık olarak ise zaten bu noktaya değinmekten kaçındıklarını açıkça belirten Matten ve Crane (2005:173) kendileri tarafından formüle edilen genişletilmiş kurumsal vatandaşlık yaklaşımının henüz şirketler tarafından benimsenip kabul görmediğini ve şirketlerin kurumsal vatandaşlıkla ilgili söylemlerinin bu yeni kavrama işaret etmediğini (2005:683) belirtmişlerdir.

Şirketlerin kurumsal vatandaşlıkla ilişkilendirilmesine yönelik eleştiriler Van Oosterhout'un açıklamalarıyla sınırlı kalmamış, Neron ve Norman (2008:1) da bir ulusal kimlik gerektiren vatandaşlık kavramının tüm özelliklerinin şirketlerle tam anlamıyla özdeşleşmediğini ve söz konusu çok uluslu şirketler olduğunda durumun daha da karışık bir hal aldığı belirtmiştir. Ayrıca Neron ve Norman kurumsal vatandaşlığın şirketlerin tüm davranışlarını değerlendiren bir ahlaki kategori olmaktan ziyade belirli aktivitelere odaklanması (2008:12) ve şirketlerin hükümet düzenlemeleri ve endüstri kapsamındaki örgütlerle self regülasyon sürecine nasıl katıldığı ile ilgilenmesi gerektiğini (2008:15) belirtmiştir. Sonuç olarak Neron ve Norman (2008:12-15) şirketlerin iyi birer vatandaş olup olmadığının ve kurumsal vatandaşlık kavramının kanunlara uyma, vakıf yardımlarıyla toplumun refahına katkı yapma, iyi vatandaştan ziyade iyi komşuluk ilkesiyle yerel halka katkıda bulunma, finansal işlemlerinde etik davranma ve politik sürece hangi şekilde dâhil olduklarıyla ilişkilendirilebileceğini belirtmiştir.

Sonuç itibarı ile kurumsal vatandaşlık kavramı küreselleşme ile şirketler ve devletin sorumluluk alanının belirsiz hale gelmesi ve ilişkisiz olaylar arasında bir bağ kurarak meydana gelen değişimlere yeni anlamlar yüklenmesi (bakınız Crane ve Matten, 2005:683) ve şirketlerin yeni bir kimlikle anılmasına yol açmıştır. Bu durumda kar maksimizasyonu doğrultusunda faaliyetlerini yönlendiren şirketler eşit dağıtılma özelliğine haiz vatandaşlık haklarının idaresinde gerçekten de devletin yerini alabilir mi? Önceliği kar elde etmek olan bir kuruluş siyasi, sosyal ve sivil hakların gerektirdiği yükümlülükleri yerine getirmede ne ölçüde başarılı olabilir? Moon ve diğerlerinin (2005) iddia ettiği gibi vatandaşlık benzeri bir rol üstlenmesi söz konusu olan şirketler farklı çevreler söz konusu olduğunda kendi sınırları içinde tanımlanan bu yükümlülükleri ne şekilde yerine getirmeli? Bu bağlamda küresel kapsamdaki gelişmelere dayanarak öne sürülen ve şirketlerin siyasi rollerine işaret eden kurumsal vatandaşlık kavramı gerçekten de çok uluslu şirketlerin faaliyetlerini net bir şekilde açıklayabilecek mi? Ya da van Oosterhood'un da öne sürdüğü gibi şirketlerin bu faaliyetlere yönelmesindeki etkenler farklı çevrelerde değişmekte midir? Kurumsal vatandaşlık kavramını şirketlerin toplumla yön değiştirip kapsamını genişleten ilişkisini inceleyerek bu değişimi açıklamaya çalışan Matten ve diğerlerinin (2003) genişletilmiş kurumsal vatandaşlık kavramının işletmelere tam uymadığına değinen Neron ve Norman (2008) ile bu açıklamalara görgül dayanak arayan van Oosterhood'un görüşlerini dikkate alınca kavramla ilgili henüz ortak bir tanımda uzlaşamadığımızı söyleyebiliriz. Şüphesiz ki artan bir ivmeyle değişen ekonomik ve toplumsal ilişkiler, tanımın kapsam ve içeriğinde de değişimlere yol açacaktır.

2.4.2. Bütünleştirici Toplumsal Sözleşme Kuramı (Integrative Social Contract Theory)

Bütünleştirici toplumsal sözleşme teorisi endüstriler, şirketler ve diğer ekonomik topluluklar içinde sahip olunan normların etik göreceliğini aydınlatmak üzere ortaya atılmıştır (Donaldson ve Dunfee, 2000:442). Donaldson ve Dunfee; ilgili topluluk üyelerinin -endüstriler, işletmeler, işletme içerisinde departmanlar- etik tutum ve davranışlarına ilişkin görgül bulguların önemli olduğunu vurgulamış ve bu grupların oluşturduğu normlar çerçevesinde var olanı inceleyen uygulamacı yaklaşımla olması gerekenlere dikkat çeken normatif yaklaşım arasındaki farklılığı bir potada eritmeye çalışmıştır (Donaldson ve Dunfee, 1994:254). Donaldson ve

Dunfee (1994:255) her ne kadar Kant gibi varlığı herkes tarafından onaylanan evrensel etik ilkeler ya da üst-normlar (hypernorm) olduğunu savunan kuramcılara katılsa da bu evrensel ilkelere ek olarak sadece belirli kültürler için geçerli olup diğerlerine uymayan etik ilkelerin de bulunduğunu savunmakta (Hartman ve diğerleri, 2003:193,194) ve ticari hayattaki belirli etik problemlerin daha detaylı normatif değerlendirmelerle çözümlenmesini amaçlamaktadır (Donaldson ve Dunfee, 2000:447). Bu sebeple;

Firmalar, firma içinde bölümler, bölümler içinde gayri-resmi alt-gruplar, ulusal ve uluslararası iktisadi örgütler ya da endüstrilerden oluşan belli grup üyeleri içinde var olan sözleşmeleri temsil eden BTST; paydaş teorisi, deontoloji ya da faydacı normatif yaklaşımlarca aydınlatılmayan, işletmelerin çevreye özgü karmaşıklıklarına-kültüre özgü, endüstriye özgü iş anlayışı ve etik beklentilerdeki farklılık ya da ortak anlayışlara- açıklık getirmek için geliştirilmiştir (Donaldson ve Dunfee, 1994:254,255). Japonya’da ticaret yapılan kişilere pahalı hediye vermek hoş karşılanırken ABD ve Avrupalı iş adamları tarafından bu bir tür rüşvet olarak görülmekte fakat günümüzde bu farklılığın ayırımına varan ve Japonya’da yatırım yapan Batılı iş adamları belirli bir sınırı olmak koşuluyla hediyeleşmeyi hoş karşılamaktadır (Donaldson, 1996:52). Buradan yola çıkarak Donaldson ve Dunfee (1994:255), BTST’nin işletmelerin çevreye özgü etik davranışlarına açıklık getireceğini ve etik çatışmaları çözeceğini belirtmiştir.

Donaldson ve Dunfee mikro sözleşmeciler tarafından oluşturulan normlara ilişkin bir takım ayırt edici özellikler tanımlamıştır. Buna göre belirli ekonomik etkileşimlere ilişkin ahlaki normlarla ilgili ortak görüş ve anlayışı temsil eden mikro-sosyal sözleşmeler ahlaki normlarla ilgili belirsizlikleri en aza indirmek üzere makro-sosyal sözleşmeler içinde yer bulmakta; böylece makro sözleşmeciler kendi içlerinde ortak görev, değer ya da hedefler belirleyen insanların oluşturduğu grup olarak tanımlanan topluluklara (community) kendi ahlaki normlarını şekillendirme fırsatı sunmakta yani kendiliğinden ahlaki özgürlük alanını (moral free space) tanımış sayılmaktadır (Donaldson ve Dunfee, 1994:261,262). Çevreye özgü mikro-sosyal sözleşmelerin geçerli olması için herhangi bir topluluk üyesinin -baro ya da sendika üyeleri gibi- bağlı olduğu grubun normlarıyla ilgili “aydınlatılmış rıza”ya (informed consent) sahip olmasının yanı sıra eksik bilgilendirilmesi ya da bu

normları uygun bulmaması durumunda o grubu terk etme hakkına sahip olması gerekmektedir (Donaldson ve Dunfee, 1994:262). Örneğin, 2. Dünya savaşı sırasında baskıcı Nazi rejimiyle Hitler'in gittikçe artan silah ihtiyacını karşılamak için toplama kamplarındaki mahkumları fabrikalarında çalıştıran Thyssen Krupp Çelik Sanayi Şirketi işçilerinin (Rothman, 2007:234) ya da fakir 3. Dünya ülkelerinde geçim parasına çalışan işçilerin bu koşullarda köle işçi olarak istihdam edilmeye ne derece rıza gösterdiği sorgulanabilir (Donaldson ve Dunfee, 1994).

Bunların yanı sıra Donaldson ve Dunfee (1994:262) yerel normların katılımcıların çıkış (exit) hakkının da olduğu bir aydınlatılmış rıza temelinde oluşturulması durumunda bağlayıcılığı olduğunu belirtmiştir. Gerek üyelerinin bilgilendirilerek rızasının alınması gerekse üyelere ayrılma hakkının tanınması ile şekillenen belirli topluluklara özgü mikro sözleşmeler, her iki özelliğe de sahip olduğu vakit “gerçek normlar” (authentic norms) olarak adlandırılmakta ve mevcudiyetleri ilgili gruplar içerisinde yürütülecek çalışmalarla tespit edilebilmektedir (Donaldson ve Dunfee, 1994:263,264).

Ancak Nielsen (2000:24), Donaldson ve Dunfee (1994) tarafından üyeler için tanımlanan serbest alanın varlığına karşı çıkmış ve çalışanların kuralların belirlenmesine ya da güncellenmesine katılımının çok kısıtlı olduğunu belirtmiştir. Nielsen'e (2000:24-26) göre, birçok sistem kural ve politikaların sorgulanıp uygunluğunun değerlendirilmesine dahi izin vermemekte ve bu nedenle teoride önemli bir yer bulan BTST'nin pratiğe geçirilip etik çatışmalara son vermesi bir hayli zor görünmektedir. Husted (1999:228) da kültürel farklılıklardan dolayı üyelerin etik ilkelerle ilgili rızasının olup olmadığının genellikle belirsiz olduğunu özellikle insanların dünyayı yorumlama yolu olan iletişim şekillerinin ve ahlaki muhakemenin (moral reasoning) kültürden kültüre değişmesinin durumu daha da zorlaştırdığını belirtmektedir.

Husted'a (1999:228) göre çıkış hakkının (right to exit) anlamlılığı da bir ülkeden diğerine değişen yapısal ve kurumsal faktörlere bağlıdır. Husted (1999:229) gönderenin söylemek istediğini büyük ölçüde sözcüklerle kodladığı düşük bağlamlı (low context) kültürlerle; aktarılan mesajın anlaşılmasının sözlü kadar sözsüz iletişime de bağlı olduğu yüksek bağlamlı (high context) kültürleri karşılaştırmış ve

bunlar arasındaki –yazılı ya da sözlü anlaşmaların değişen koşullara bağlı olarak yüksek bağlamlı kültürlerde feshedilebilirken düşük bağlamlı kültürlerde böyle bir şeyin söz konusu olmaması gibi- farklılıkları örnek göstererek uluslararası faaliyet gösteren şirketlerin ne derece aydınlatılmış rıza sağladığını sorgulamıştır. Çünkü bir “rıza” kavramının varlığından söz etmek için topluluk üyelerinin yaptıkları anlaşmanın özünü iyice anlamış olması gerekmekte fakat farklı kültürlerden beslenen üyelerin oluşturduğu gruplarda etik ilkelerle ilgili bir onamaya ulaşmak güçlükle başarılmaktadır (Husted, 1999:229). Bunlara ilave olarak Husted (1999:230,231) kapalı ya da tekelci piyasalarda çıkış hakkının etkin bir şekilde var olamayacağını, Avrupa’da dahi esnek olmayan işgücü piyasalarında iş değiştirmenin yıldırıcı, göz korkutucu olabileceğini, Meksika’da ve Brezilya’da sadece askeriyede görev almış kişilere pasaport verildiğini belirtmiştir. Bu bağlamda Husted’a (1999:231) göre çıkış hakkının sağlanmaması yöneticilerin yerel firmanın normları olabilecek sürdürülebilir bir çevre veya çalışma koşullarının iyileştirilmesi gibi iyi işler yapmalarını ahlaki olarak zorunlu kılmayabilir. Oysa Donaldson (1996:54) gerek kendi ülkelerinde gerek yabancı ülkelerde faaliyet gösteren şirketlerin etik ilkeleri belirlerken insan onuru, temel insan hakları ve iyi vatandaşlık gibi kavramların esas alınması gerektiğini vurgulamaktadır. Şirketler bu ilkelerin çatısı altında insanları kar elde etmede bir araç olarak görmek yerine insani değerlerinin tanınıp iyi ürün ve hizmet sunumu; çalışanların, müşterilerin ve içinde buldukları toplumun eğitim, sağlık ya da yaşam koşullarıyla ilgili temel insan haklarını ihlal edecek faaliyetlerden kaçınma veya toplumsal koşulları ve çevreyi iyileştirmek için hükümet organları ya da sivil toplum örgütleri gibi kuruluşlarla işbirliği gibi içinde buldukları çevrenin kanun ve kurallarıyla çelişmeyen uygulamalar yürütebilirler (Donaldson,1996:54).

Çevre (context) odaklı bir değerlendirme yapmak gerekirse Donaldson ve Dunfee’ye göre (1994:258,259) genel olarak uygulanabilecek iktisadi etik bir kuramın varlığını kabul etmek sosyo-ekonomik etkileşimi yönetecek ahlaki normlar sistemden sisteme ve zamanla değiştikleri için mümkün değildir. Ekonomik sistemler insan yapımı olduklarından bu sistemlerin işleyişi de kaçınılmaz olarak bir kültürel çevreden diğerine, farklılaşan rejimler ya da içinde bulunulan coğrafya ile sahip olunan beşeri, finansal ve kültürel kaynak ve değerlere göre şekil almaktadır (Fort, 2000:384). Bu noktada Donaldson ve Dunfee (1994:264,268) gerçek normların meşruiyetinin mikro sözleşmecilerin ahlaki özgürlük alanını sınırlayan kapsayıcı,

evrensel ilkeler olarak tanımlanan üst-normlar (hypernorm) ile açıkça çelişmiyorsa kabul edilebileceğini belirtmiştir. Donaldson ve Dunfee (1994:265) üst-normları daha düşük seviyelerdeki ahlaki normları değerlendirmede rehberlik görevi gören insan varlığının en temel ilkeleri olarak tanımlamıştır. Buna göre dini, felsefi veya kültürel inançların bir yakınsamasıyla ortaya çıkabilecek olan üst-normlar bu şekilde ayırt edici hale getirilebilir. Ancak bir üst-normun en azından temel insan haklarını içermesi gerekir. (Donaldson ve Dunfee, 1994: 265,267).

BTST'nin içinde bulunulan grup her ne ise (şirket, bir şirkette bağlı olunan departman ya da endüstri) bir davranışı meşru karşılarken aynı davranış farklı çevrelerce meşru karşılanmadığı için işletmelerin farklı çevreler ve düzeylerde karşılaştığı sorunlara geçerli ve alternatif çözümler sunduğu da göz ardı edilemez. İşte bu noktada Bütünleştirici Toplumsal Sözleşme Kuramı bir dereceye kadar, farklı çevrelerde çatışma oluşturmayacak şekilde, içinde bulunulan topluluğun şekillendiği -bir topluluktan diğerine değişen dini, kültürel ve felsefi özelliklerden dolayı-farklılaşan etik normlarına uygun hareket etme imkânını tanımaktadır (Donaldson ve Dunfee, 1994:268,269). İşletmeler faaliyetleriyle ilgili dünya çapındaki çelişkileri çözümlenmede -Irak'ın nükleer silah malzemesi talebini bir Alman firmasının masumların adaletsizce öldürülmesi üst-normuna dayandırarak reddetmesi- üst-normlara başvurmaktadır (Donaldson ve Dunfee, 1994:268). Sonuç itibarıyla BTST makro-sosyal sözleşmeye uygun bir şekilde çözüm sunacak, bir işlev görürken; farklı topluluklar üzerinde zararlı bir etkisi olmayan faaliyetler de içinde buldukları topluluğun normlarıyla uyumlu olarak yürütülecektir (Donaldson ve Dunfee, 1994:269). Başka bir ifadeyle Bütünleştirici toplumsal sözleşme kuramı;

Var olan normlar ve etik yaklaşımları uyumlu bir hale getirerek ticari işlemlerin sınırlı ahlaki ussallığa duyarlı olduğu bir ortamda şirketler, endüstriler ve bölgesel iktisadi sistemler içerisindeki doğru etik normlara ulaşmada ya da uluslararası kauçuk piyasası, İslami Bankacılık yahut Sony şirketi gibi tamamen farklı kurum ve çevrelerde var olan etik inanç ve uygulamaları daha yakından incelemek için bir araçtır (Donaldson ve Dunfee, 1994:279). Böylece BTST, iki ya da daha fazla topluluk arasındaki meşru normların çatışmasıyla ortaya çıkan problemlerin çözümüne ışık tutacaktır denilebilir. Ancak etik muhakeme yaparak tümünden gelim yoluyla ya da görgül olarak tüme varım yoluyla üst-normların

keşfedilmesi çok kolay olmayıp yeni değerlerle ilgili hızlı geçişlerin yaşandığı bir dünyada uygulanabilir üst-normların ortaya konulmasına yönelik yerel normlarla evrensel ilkeler arasında yapılan yakınsama sorunların çözümüne çok da büyük katkı sağlamayabilmektedir (Husted,1999:231).

Tüm bu kavramlar pek çok soruyu beraberinde getirmektedir. Örneğin, belirli bir topluluk için geçerli etik normların belirlenmesi, farklı çevrelerde faaliyet gösteren ulus ötesi şirketler için ne kadar uygulanabilir bir öneridir? Ya da şirketler bu çizgiyi adil bir şekilde belirleyebilirler mi? Özellikle 3. Dünya ülkelerinde faaliyet gösteren şirketlerin içinde buldukları toplumun sahip olduğu normları kendi lehine ve yerel sakinler aleyhine kullanması söz konusu olabilir mi? Ve bu tür değişen uygulamaların yerindeliği ve kontrolünü sağlayacak uluslararası mekanizmalar yeterince gelişmiş midir? Çünkü böyle bir mekanizmanın eksik olduğu ekonomik piyasada, bütünleştirici toplumsal sözleşme kuramı her ne kadar farklı çevrelerdeki iş akışını düzenleyip verimliliği artırsa da, insan haklarının ya da daha dar bir çerçevede çalışan haklarının ihlali, çevresel hasarlar gibi olumsuz sonuçlar göz ardı edilebilir mi? Kaldı ki güç ilişkileri de ev sahibi ülkenin normlarının şekillenmesinde etkili olmakta, özellikle küçük bir elit grup tarafından yönetilen birçok geri kalmış ülkede elitler resmi normları belirlemekte ve toplumun geneli arasında yaygın olan normlarla uyum kaygısı gütmemektedir (Husted, 1999:232). Böylece BTST, normların oluşmasında güçlünden yana tavır alabilir. Başka bir ifadeyle emekçilerin işsizliğin yüksek olduğu, fikir özgürlüğü, aydınlatılmış rıza ve çıkış haklarını kısıtlayan kapalı ya da tekelci piyasalarda çalıştığı ortamlarda yaygın normlar genelde yönetici kesim tarafından belirlenip asıl çoğunluğun ihtiyaç ya da istekleri göz ardı edilebilir (Hartman ve diğerleri, 2003:206). Oysaki ifade özgürlüğü sunulmayan çocuk işçiler, kötü koşullarda çalışan emekçiler, cinsiyet ayrımına maruz kalanlar, ya da başka herhangi bir şekilde sömürülüp mağdur edilen ve özellikle geri kalmış toplumların büyük çoğunluğunu oluşturan kesim finansal ya da fiili güce sahip yönetici sınıfına nazaran temsil edilip korunmaya daha çok ihtiyaç duymaktadır (Hartman ve diğerleri, 2003:208).

Bunun dışında BTST üst-normları önemli devlet dışı aktörler, bölgesel hükümet kuruluşları, temel dinler ve küresel ticaret örgütleri tarafından ortaya atılan öneriler, beyannameler ya da standartların kıyaslanmasıyla belirlenirken, BTST

sorunlara günlük makul çalışma saatinin ne olacağı ya da ne kadar ücret ödemenin uygun olduğu yönünde miktarsal olarak ölçülebilir bir çözüm sunan üst-normlar üretememektedir (Hartman ve diğerleri, 2003:209). BTST, sadece değişmeyen ve evrensel olan hakları belirleyerek çalışma standartlarına ilişkin faydalı tavsiyelerde bulunabilir ve BTST'nin içindeki ahlaki özgürlük alanında yer bulan evrensel olmayan ya da göreceli hakların içeriği BTST aracılığıyla tam olarak belirlenemez. Sadece bu haklar, bu haklarla ilgili ölçülebilir faktörler ve bunların benzer yükümlülükleri ile ilgili kategoriler belirlenebilir (Hartman ve diğerleri, 2003:210,211). Bu bağlamda çalışanlar etik normlarla ilgili olarak nadiren bilgilendirildikleri, fakir bireylerin yaşamlarını idame ettirebilmek için çalışmaya devam zorunluluğunun tam anlamıyla bir çıkış seçimini mümkün kılmaması ve bireylerin ne derece piyasaya uygun rasyonel karar aldıkları sorgulanmalıdır (Hartman ve diğerleri, 2003:212).

Diğer yandan neo-klasik iktisatçılar ve başka birçok kesim geri kalmış ülkelerde çalışma koşullarında ve ücretlerinde yapılacak iyileştirmelerin kalkınmadaki avantajlarını azaltacağını belirtmiş ve piyasa koşulları işçilerle ilgili üst-normların belirlenmesinde tek başına yeterli olamayacağı için karar vericilerin kültürlerarası çelişkilerle ve zorluklarla baş etmesini sağlayacak, istihdam yapılan çevreye özgü ilave parametrelere ihtiyaç olduğunu savunmuştur (Hartman ve diğerleri, 2003:212,213). Donaldson ve Dunfee (2002:437) tarafından farklı çevrelerdeki işletmelerin etik kurallarını şekillendirip insan hakları ihlalini kısıtladığı savunulan BTST'nin, Hartman ve diğerleri (2003), tarafından vurgulanan geri kalmış ülkelerdeki etik ilkeleri belirlemede ne derece etkin olabileceği sorgulanmalıdır. Ayrıca bu koşullar altında evrensel haklar ya da her çevreye özgü ahlak kurallarının sınırını belirlemekten öte geçemeyen BTST aracılığı ile insan haklarının ihlal edilebildiği uygulamaların meşru görüldüğü çevrelerde işletmelere ne derece rehberlik yapacağı sorusu ortaya çıkmaktadır (Hartman ve diğerleri, 2003:214).

Donaldson'a (1996:52) göre şirket faaliyetleri için ahlaki eşiği belirleyen temel insan haklarına saygı, yerel geleneklere saygı ve bir konuda karara varırken ahlaki olarak doğru ve yanlış algısında çevrenin etkisinin önemli olduğu inancı şirketlerin etik davranışlarını şekillendiren ilkelere aittir. Diğer yandan BTST'ye yönelik eleştiriyi farklı bir boyuta taşıyan Soule'e (2002:118) göre uygun bir etik stratejinin anlama,

kapsam, belirginlik ve ortamsal görecelik kavramlarını içermesi gerekmektedir. BTST sadece üst-normları tanımladığından bu üst-normlar tam olarak belirlenip açıklanana kadar belirginlik ve anlama ölçütlerini sağlayamayacağı için pratikte ne kadar faydalı olacağı da cevapsız kalmaktadır (Soule, 2002:118). Ayrıca üst-normların bir kaynağı olarak kullanılan hükümet dışı örgütlerin yapısı ve gittikçe artan sayısı göz önüne alındığında bunların etik bir konuda uzlaşmaya varma olasılığı (örneğin Greenpeace'in karşısında America Chemistry Council) düşmekte ve hükümet dışı örgütler ticari faaliyetlerle ilgili etik sorunları gidermek yerine daha da karmaşık bir hale getirilebilmektedirler (Soule, 2002:118,119).

Diğer yandan Donaldson ve Dunfee (2000:47) BTST ile ilgili yaklaşımlarını ticari hayattaki belirli etik problemlerin ve anlaşmazlıkların daha detaylı normatif değerlendirmelerle çözümlenmesini amaçlayarak geliştirdiklerini savunmalarına rağmen Soule (2002:119), mikro sosyal sözleşmelerin üst normlara hizmet etmesi gerektiğini açıklarken bunların ne derece etik olduğu doğrulanmamış ve normatif yönü eksik bırakılmıştır. Sonuç itibarıyla BTST'nin felsefi, dini, kültürel görüşlerden ve hükümet dışı organlardan yola çıkarak bunlardan etkilenen normları bir üst norma taşıyıp tek bir asli üst norma ulaşma çabası da gerçeklik yerine toplumsal gelenekselciliğe (conventionalsim) yönlendirebilir ve hatta bunun da ötesinde çıkarıcı ve fırsatçı emellere hizmet edecek üst normların oluşmasına neden olabilir (Soule, 2002:119)

Sonuçta dini, kültürel, felsefi özelliklerin yanı sıra sivil toplum örgütleri, yönetim biçimleri ve daha birçok çevreye bağlı unsurla şekillenen normlar, farklı ülkeler arasında faaliyet gösteren şirketlerin karşılaştıkları etik çatışmaları çözümlenmede bu faktörlerin yakınsamasıyla daha kapsayıcı üst normlara ulaşmak için kullanılsa da dürüstlük, rüşvet, yalan söyleme gibi genel olarak kabul edilip karşı çıkılan ilkelere ziyade tam olarak hangi normların bu bağlama uyduğu halen sorgulanması gereken bir konudur. Bu kaygıyla ortaya atılan BTST yaklaşımının sunacağı üst normların etik uygulamalardaki çelişkileri yok etmedeki etkinliği Hartman ve diğerleri (2003:213) tarafından şüpheyle karşılanmıştır. Soule (2002:120) ise üst normların kesin olarak belirlenmesi halinde kullanıcıların asli bir üst normdan yola çıkarak hangi davranışın etik olarak gerekli, doğru, yasak ya da izin verilebilir olduğunu anlayabileceğini ve gerçeklere dayandırılan üst-normların

sınırsız bir ölçüt listesinden sıyrılıp kendiliğinden ilgili konuları kapsayarak çevrenin gereklerine daha çok uyum sağlayabileceğini savunmuştur. Çünkü üst normlar ancak soyut birer kavram olmaktan öteye geçip somut işletme uygulamaları haline gelirse etkin olabilir (Soule, 2002:121) Ancak küreselleşme etkisiyle sürekli etkileşim halinde olan farklı kültürlerin değişen dinamiğinde şirketlerin gerek kendi ülkelerinde gerek yabancı ülkelerdeki faaliyetlerinin toplumsal normlar ve kanunlarla, temel insan haklarıyla ve kendi stratejileriyle ne ölçüde ve nasıl uyumlu hale getirilebileceği, bu yönde toplumun çıkarlarını ne derece gözetebileceği de henüz sorgulanması gereken meseleler arasındadır.

2.5. Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramına Karşıt Söylemler

Ticari işletmeler sadece ekonomik gelişme değil HIV/AIDS, yoksullukla mücadele ve beşeri sermayeyi geliştirme gibi kalkınmayla ilgili konularda da aktör olarak görülmeye başladığı için (Blowfield ve Frynas, 2005:499) KSS ile ilgili eleştiriler hali hazırda betimsel, araçsal ve normatif görüşlerden öteye taşınmıştır. Malezya'da yanan ormanların Singapur'da hava kirliliğine ve vatandaşların sağlığının olumsuz yönde etkilenmesine yol açması, Çernobil toksik zehrinin Merkez ve Kuzey Avrupa'ya kadar yayılması gibi ihmalkâr işletme faaliyetlerinin faturasının küresel çapta farklı uluslardan halklara yansımakta ve insanlığın ortak doğal kaynaklarına verdiği zararlar dolayısıyla KSS bugün farklı açılardan değerlendirilmekte ve şirketlere kar getiren faaliyetlerin insan sağlığı ve çevreye zarar verebildiği gözlemlenmektedir (Clegg ve diğerleri, 2011:397). Joel Bakan'ın *The Corporation: The Pathological Pursuit of Profit and Power* (2004) kitabına dayanarak hayata geçirilen ve *The Corporation* (Şirket) ismiyle 2005 yılında izleyiciyle buluşturulan belgeselde şirket her kimin zararına olursa olsun mümkün olduğunca çok kar yutmaya çalışan canavarlar ve hastalıklı kurumlar (pathological institutions) olarak tanımlanmaktadır. Şirketlerin finansal hedeflerine ulaşmak için çeşitli uzun ve kısa vadeli stratejiler yürüten, istihdam sağlayan, piyasanın lokomotifleri haline gelen ekonomik kuruluşlar olduğunu düşünürsek, sorumsuz faaliyetlerinin bu derece histerik bir biçimde değerlendirilmesine neden olan etmenler üzerinde tartışmaların yoğunlaşması kaçınılmaz görünmektedir. Bu minvalde Banerjee (2007:2) KSS faaliyetlerini iyi, kötü ve çirkin olarak nitelediği çalışmasında kötü sıfatının şirketlerin kar amacının topluma her zaman

kazandırmayıp eşitsizliğe yol açtığına, çirkin sıfatının ise şirket ve hükümetin halkla ilişkiler politikalarının kötüyü açıklamada nasıl hayali bir iyi algı oluşturduklarına işaret ettiğini belirtmektedir.

KSS'nin siyasi yönüne odaklandığını belirttiği çalışmasında Banerjee (2007:13) olumsuz şirket faaliyetlerini önleyici kanunların genelde bunların gözlenmesiyle şekil aldığını, şirketlerin bu yönde atacağı her adımı tahmin ya da kontrol etmenin söz konusu olmadığını ve hepsinden önemlisi şirketlerin 2 asırdan fazla bir zamandan bu yana lobi aracılığıyla bu kanunların hazırlanış sürecine dâhil olduklarını dile getirmiştir. Dolayısıyla şirket müdahalelerinden soyutlanmış yasal oluşumlar ve süreçler beklenemez. Çünkü şirketler yasaların sıkı olmadığı ülkelerde toplumsal zarara yol açma pahasına rekabet koşulları ve piyasanın isteklerini en iyi şekilde karşılayacak stratejiler uygulamaktadır (Banerjee, 2007:13).

Banerjee (2007:45-46) şirketleri kurumsal bir vatandaş olarak niteleyen görüşlere karşıt olarak şirketlerin oy verme, devlet dairelerinin idaresi gibi hak ya da görevlere sahip olmasa da; özellikle Amerika gibi yönetim kurullarında alınan kararların seçim sandıklarından daha güçlü olduğu ülkelerde seçim kampanyalarına verdikleri desteğin göz ardı edilemeyeceğini belirtmiştir. Bu çerçevede Makinen ve Kourula (2003:117) şirketlerin lobi faaliyetleriyle siyasi sürece dâhil olarak politik haklar konusunda bir rol üstlendiği savunsalar da Banerjee'ye (2007:60) göre, KSS ve Kurumsal Vatandaşlık ile ilgili teoriler vatandaşlık hak ve sorumluluklarının düzenlemesi için gerekli siyasi ve yasal çerçeveye sahip değildir. Bu bağlamda normatif teorilerin evrenselliğini sorgulayan Banerjee (2007:60), betimsel teorilerin de şirket yükümlülüklerini kontrol edecek bir mekanizma sunmadığına dikkat çekmekte ve teori ya da pratikte şirketlerin her şeyden sorumlu tutulurken hiçbir faaliyeti için hesap vermediği bir tablonun ortaya çıktığını, üstelik hükümetler halk oylamasıyla devre dışı bırakılırken şirketleri zararlı faaliyetlerinden ötürü sistemden azledecek bir mekanizma olmadığını belirtmektedir.

Şirketlerin yasalar ve devlet ile olan ilişkisine baktığımızda ise şirketlerin yasaları çiğneme eğiliminin politik çevreyle ilişkili olduğunu söyleyebiliriz. Baskıcı rejimler şirketlerin insan hakları ihlali gibi yasalara aykırı davranışta bulunmasına etki ederken; şirketlerin bu tür ihlallere doğrudan ya da dolaylı katılımına farklı

yaptırımlar uygulanmaktadır (Ramasastry, 2002:101, içinde Banerjee, 2007:60). Alman kimya sanayi şirketi I.G. Farben ve 23 çalışanı ve 5 yöneticisi Nazi rejimi döneminde 2. Dünya savaşı sırasında Auschwitz konsantrasyon kampına verdiği destekten dolayı yağmacılık, zorla işçi çalıştırmak ve toplu katliamdan yargılanmış ayrıca şirket bu toplama kampında sahip olduğu fabrikadan doğan mülkiyet hakkına istinaden yargıçlarca bir birey gibi değerlendirilmiş ve insan hayatını korumayı ihmalinden ötürü 30 milyon Alman Markı tazminat ödemekle yükümlü tutulmuştur (Banerjee, 2007:60,61). Zira Husted (1999:232) güç ilişkilerinin içinde bulunulan çevrenin normlarını etkilemekte olduğunu ve şirketlerin toplumun genelinde yaygın olan normları gözetmeksizin baskıcı rejimin isteği doğrultusunda hareket edebileceğini savunmuştur. Bu bağlamda yine Alman çelik ve silah fabrikası Krupp konsantrasyon kamplarındaki esirleri işgücünde kullanmaktan dolayı doğrudan savaş suçuna dâhil olmaktan yargılanmıştır (Banerjee, 2007:61). Ancak bu iki şirket köle işçi çalıştırmaktan dolayı yargılanmasına rağmen 1933 yılından başlayarak 2. Dünya savaşının sona ermesine kadar süren Nazi Almanya'sına, Alman nasyonal sosyalistlerin o dönemki tabiriyle Third Reich'a, verdiği finansal destekten kişi paranın nereye kullanıldığına dair doğrudan bilgi sahibi olsa da durumun hukuku ihlal etmediği gerekçesiyle Dresden Bank'ın Başkanı hakkında herhangi bir soruşturma açılmamıştır (Banerjee, 2007:61). Uygulamalardaki bu farklılık hükümet dışı organlarca üst normlar hakkında uzlaşmaya varılamadığını savunan Soule'un (2002:118) bu görüşünü desteklemektedir. Keza uluslararası hukuk bu anlamda güçlendirilemese de ABD'de savaş suçlarının daha kapsamlı değerlendirilmesi için Alien Tort Claims Act (ATCA) oluşturulmuş ve savaş sonrası mahkemelerde bireyler sorumlu tutulurken, Ford Motor Company'nin de aralarında bulunduğu ve 400'den fazla Alman şirketinin köle işçi çalıştırdığı yönündeki güncel davalarda şirketler "yasal kişiler olarak" faaliyetlerinden ötürü sorumlu tutulmuştur (Banerjee, 2007:62).

Hukuki sahada ev sahibi devletler mi yoksa şirketlerin mi insan hakları ihlalden dolayı yükümlü tutulacağı konusunda bir karara varılamamış ve sonuçlanan davalarda bir yandan bu faaliyete iştirak etmek kar getiriyorsa şirketin yükümlü tutulmasının gerektiği savunulurken öte yandan insan hakları politik sahaya dâhil olduğu için devletlerin yargılanması gerektiği vurgulanmıştır (Banerjee, 2007:61). Yine ulus ötesi şirketlerin yükümlülüklerinin baskıcı rejimlerle olan

ilişkilerinden yola çıkılarak ele alınan Unocal petrol şirketi ve Myanmar hükümetinin Burmese vatandaşlarına yönelik işkence, saldırı, zorla işgücünde kullanma gibi suçlarından yargılandığı iki ayrı mahkemede yürütülen davada, farklı görüşlere varılmış ve birinde şirket sorumlu tutulurken diğerinde hükümet suçlu bulunmuştur (Banerjee, 2007:63).

Bu durumda farklı ülkelerdeki yasal boşluklardan faydalanan ya da rejim baskısından etkilenen şirket yetkililerinin, ya da bu faaliyetlere iştirak eden, işbirliği yapan devlet ile kurumsal bir birey olarak tanınan şirketlerin insan haklarını ihlali ya da çevreye zararlı faaliyetlerin yürütülmesindeki sorumluluğunu sorgulayacak objektif bir uluslararası hukuk sistemi bulunmamaktadır. Böylesi kaygan bir uluslararası hukuki zeminde devletlerin değişen ekonomik, yasal ve siyasi gücü karşısında finansal ve beşeri kaynağı zengin ve uluslararası ticaret ve hukukunun şekillenmesinde etkili olan ulus ötesi şirketlerin kar yükseltme kaygısıyla yasaları ihlal etme ihtimali daha da kuvvetlendirilmektedir. Diğer taraftan Banerjee'ye (2007:146,147) göre şirketler KSS ile sağladıkları katkıları belgelemek zorunda olmadığından rahatlıkla kendi itibarlarını artırmak için kullanmakta ve dolayısıyla KSS toplumdan çok şirketler yararına kullanılmakta hatta gerekirse Shell ve BP'nin iklim değişikliği ile ilgili düzenlemelerde yaptığı gibi hükümetle lobi faaliyetleri yürütülmektedir. Levitt (1958) ise bu konudaki kaygılarını şirketlerin artan güçleriyle topluma siyasi, ekonomik ve politik olarak istediği gibi yön verip baskıcı bir unsur haline gelebileceğini ve bu nedenle de kendi faaliyetlerine odaklanmaları gerektiğini savunarak dile getirmiştir. Öte yandan şirketler eğitim, sağlık, yoksulluk gibi sorunların çözümüne katkıda bulunmak istiyorsa KSS ya da paydaş teorisi gibi yaklaşımlar şirketlerin karlılığına vurgu yaptığı için kısıtlı kalmaktadır (Banerjee, 2007:125). Fakat Newell, (2008:1068) yoksulluğun zaten siyasi ve ekonomik süreçlerle meydana geldiğini ve bunda kanun koyucu devletin kaynaklara erişimi sınırlı olan kesime karşı ilgisizliği kadar bu kanunların lobi aracılığıyla şirketlerin lehine kullanılmasının da etkili olduğunu savunmaktadır. Ona göre işçi hakları kısıtlanıp insanların topraklarından sürülmekte ve hayati hizmetler yoksulların ödeme gücünün üzerinde fiyatlandırılıp yaşam için vazgeçilmez doğal kaynaklar kalkınma adına satılmaktadır. Sonuçta bir ikilem ortaya çıkmaktadır. Yani şirketler bir yandan topluma hizmet etmeye çalıştıklarını belirtirken bir yandan da topluma zarar veren faaliyetler sürdürmektedir. BP'nin 1998 yılında finansal kaynaklarının

sadece %0,1'i gibi küçük bir miktarla kurduğu güneş enerjisi panellerinin yanı sıra fosil yakıt arama ve çıkarma işlemlerine devam etmesi KSS'nin bir anlamda şirket faaliyetlerini toplumun gözünde meşrulaştırmak için kullanılan bir söylemden ibaret kılmaktadır (Clegg, Conberger ve Pitsis, 2011:429-30). Bu durumda şirketlerin küreselleşmenin etkisiyle devletler tarafından terkedilen kamu sahalarında toplumsal ve çevresel konulara finansal stratejilerine olduğu kadar önem verebilecekleri kuşkuludur. Blowfield (2005:517) şirketlerin ulusal ve uluslararası düzenlemelere olan etkisine dikkat çekmekte ve bu etki sahasında yer alan istihdam, cinsiyet eşitliği, gelir seviyesi ve yoksullukla mücadele gibi unsurlara ilişkin hesap verebilirliğine (accountability) yönelik herhangi bir işaretin ne akademik yazında ne de pratikte yer almadığını belirtmektedir (Blowfield, 2005:517).

STK'lar ve diğer topluluklar tarafından çevreye verdikleri zarar dolayısıyla protesto edilen şirketler; aynı zamanda toplumsal, finansal ve çevresel faktörleri (triple bottom line principles) dâhil ettikleri üçlü ilkeye öncülük etseler de bu ilkeyi oluşturan unsurların parametrelerinin ve ölçülebilirliğinin belirsizliği dikkat çekicidir (Banerjee, 2007:86). Kurumsal çevreciliğin babası olarak tanınan mühendislik devi Asea Brown Boveri'nin (ABB), Malezya'daki hidroelektrik projesiyle kilometrekarelerce ormanlık alanı yok edip emisyonu artırması, çevre dostu inovasyonlara giden General Motors'un elektrikli araç üretimine yönelik teşvikleri engelleme girişimleri bunun en somut örneklerindedir (Banerjee, 2007:87,88). Diğer taraftan şirketlerin çevreci politikaları her zaman kazan-kazan sonucunu doğurmadığı için finansal getirisi olmayan çevreci girişimler küçülme politikasıyla sona erebilmektedir. (Newell, 2008:1069) KSS'nin yöntemlerini yenileyerek yönetim ve hata teknolojilerini meşrulaştırıp geliştirmek isteyen neoliberal politikanın bir ürünü olduğuna ve KSS faaliyetlerinin kazan kazan ilkesinden çok maddi kaygılardan doğduğuna vurgu yapmaktadır. Çevre, Toplum ve piyasalara yönelik KSS aracılığı ile yapılan gönüllü girişimler yoksulluğu artıran şirketlerin bu faaliyetlerini perdelemek için kullanılmaktadır (Newell, 2008:1070).

Sklair ve Miller'a (2010:473) göre ise sınıf farklılığını çoğaltıp çevresel felaketleri arttıran kapitalist küreselleşme furyası içinde ortaya çıkan KSS; ticaret, kültür ve değerlerdeki bir gelişmeden ziyade küresel kapitalizmin zaafalarını ortaya çıkaran bir oluşumdur. Küresel sermaye, sorunların çözümünden çok içinde yer

almaktadır (Sklair ve Miller, 2010: 483). Bu açıdan KSS faaliyetleri serbest girişimcilik veya uluslararası rekabetçilik gibi modern ve post-modern sembolleri tekelleştiren çokuluslu şirket sahipleri, küreselleşmeyle istihdam edilip devletlerarası görevde bulunan siyasiler, uzman yöneticiler ile ticaret ve medya mensuplarının oluşturduğu Ulus ötesi Sermaye Sınıfının (Transnational Capitalist Class) çıkarlarını karşılamaktadır (Sklair ve Miller, 2007:484). Makinen ve Kourula (2012) her ne kadar küreselleşme süreciyle şirketlerin siyasi rol almaları arasında kurulan ilişkide aşırıya kaçıldığını savunsalar da Sklair ve Miller (2010:488), CocaCola, Shell ve British American Tobacco gibi uluslararası şirketlerin ABD, Avrupa Birliği ve Küresel ölçekte etkiye sahip ticari örgütler ve politika yapan gruplarla doğrudan şirket çıkarını güden lobi faaliyetleri yürüttüğünü belirtmektedir. Avrupa Birliği politikalarında etkili olan European Roundtable of Industrialists (ERI) çokuluslu şirketler tarafından daha fazla liberalleşme ve yasal düzenlemelerin hafifletilmesi için bir baskı aracı olarak kullanılmaktadır (Sklair ve Miller, 2010:488).

Öte yandan şirketlerin piyasalara yönelik müdahalelerinde siyasi olarak etki etmelerini sağlayan diğer uluslararası kuruluşlar da mevcuttur. Örneğin, CocaCola ve BAT'ın üye olduğu Amerika Ticaret Odasının AB Bölümü (EU Chapter of the American Chamber of Commerce), Shell ve BAT'ın üye olduğu Trans Atlantic Business Dialogue ve küresel çapta Uluslararası Ticaret Örgütü (International Chamber of Commerce) ile Dünya Ticaret Konseyi (World Business Council) gibi diğer önemli kuruluşlar da kamu mallarının liberalleştirilmesi ve esnek işgücü piyasasını desteklemektedirler (Sklair ve Miller, 2010: 488). Ayrıca Shell, Coca Cola ve BAT BM sponsorluğundaki Global Compact (Küresel Anlaşma) ve Coca Cola ile Shell'in üyesi bulunduğu Uluslararası İş Liderleri Forumu da (International Business Leaders Forum-IBLF) işletme toplum ilişkisine odaklanmakta ve bu ilişkiye yön verecek faaliyetlerin yasal zorunluluk taşımaması gerektiğini savunmaktadır (Sklair ve Miller, 2010:488). Çok uluslu şirketlerle işbirliği yapan bu kuruluşlarca tanınan KSS faaliyetleriyle dile getirilen sürdürülebilirlik kavramı ekonomik aktiviteler ya da gezegenin sürdürülebilirliğinden çok ekonomik büyümenin sürdürülebilirliğine vurgu yapmakta (Sklair ve Miller, 2010:490) ve böylece sürdürülebilirlikle ilgili tavırları da bu işbirliğinin toplum çıkarlarını gözetmekten çok ekonomik kaygı göttüklerini ortaya sermektedir.

Bunların yanı sıra KSS faaliyetleri güçlü halkla ilişkiler şirketlerinin de dikkatini çekmiştir. Halkla ilişkiler ve KSS kavramının özdeşleştiği dünyada KSS şirketlerin etik davranış ve sürdürülebilirlik adı altında yürüttükleri faaliyetlerle yasal düzenlemeleri azaltmakta (deregulation) ve STK'ların yanı sıra çoklu paydaş diyalogu aracılığıyla bağlayıcı kanunlara olan gereklilik ortadan kalkarak şirketlerin kamu sektörüne girişi ve toplumsal politika süreçlerine dâhil olması sağlanmaktadır (Sklair ve Miller, 2010: 491). Prieta-Carron ve diğerleri (2006:979) ise kazan-kazan yaklaşımı (Banerjee, 2007; Sklair ve Miller, 2010) ile çoklu paydaş görüşmelerinin yürütülerek şirketlerin kamu sahasına girdiği bir ortamda (Sklair ve Miller:2010) KSS'ye eleştirel yaklaşımlara ihtiyaç olduğunu belirtmiştir. Çünkü paydaşlarla görüşmeler iş adamları, devlet ve devlet dışı grupları kurumsal sorumlulukla ilgili meseleler için bir araya getiren bir platform oluştursa da dil, kültür, eğitim ve çeşitli değerlerin etkili olduğu gelişmekte olan ülkelerde uygulanabilirliği ve işçiler ile yerel sakinlerin bu görüşmelere doğrudan katılım sağlayıp sağlayamayacağı bir soru işareti olarak belirlemektedir (Blowfield ve Frynas, 2005:507).

KSS'ye dair oluşagelen yazın kazan-kazan, kar elde etme ya da çoklu paydaş görüşmeleriyle şirketler lehine tek taraflı görüşler sunmuş ve KSS girişimlerinin gerçekteki etkileri ile güç, sınıf ve cinsiyetin bu girişimlerdeki rolü ve KSS'nin farklı çevrelerde yoksul kesimler için ne anlama gelebileceği sorgulanmamıştır (Prieta-Carron ve diğerleri, 2006:986). Kaldı ki transfer ücretleri, vergilendirmeden kaçma ve pazar gücünü kötüye kullanma gibi şirket faaliyetleri temel KSS kuramlarının içinde yer almamaktadır (Jenkins, 2005:528). 2006 yılındaki Küresel Finans Entegrasyonu raporuna (Global Financial Integrity) göre gelişmekte olan ülkelerin illegal nakit çıkışı yüzünden 856.8 trilyon ile 1.06 trilyon dolar arasında kayba uğramasına ek olarak; Asya, Ortadoğu ve Afrika'daki ülkelere yasadışı yolla el konulan paranın yaklaşık %17'si Avrupa'ya aktarılmaktadır (Kar ve Cartwright-Smith, 2008:7). Sikka (2010:154), bir OECD yetkilisinin tahminine göre Afrika'nın tek başına Gayrisafi Yurtiçi Hasılasının (GSYH) yılda - milyonlarca insanın yaşam kalitesini yükseltmek için kullanılabilir olan yaklaşık 250 trilyon dolarlık- %7 ile %8'ini vergiden kaçınma düzenleriyle kaybetmekte olduğuna dikkat çekmiştir.

Bu nedenlerden dolayı gelişmiş Kuzey ülkeleri ve onların oluşturduğu kuruluşlarca geliştirilen hali hazırdaki KSS yaklaşımlarının Hem Kuzey hem de

Güney ülkelerine insan hakları, eşitlik ve ekonomik kalkınmada aynı faydayı sağladığı imasına karşılık olarak gelişmekte olan ve yoksullukla mücadele eden güney ülkelerine yönelik daha kapsamlı ve yeni bir KSS anlayışı geliştirilmeye çalışılmıştır (Blowfield ve Frynas, 2005:505; Prieta-Carron ve diğerleri, 2006). Bu sorgulamalar önemlidir çünkü Banerjee'nin de belirttiği gibi baskıcı rejimler şirketlerin faaliyetlerini yasaların ihlali yönünde teşvik edebilmekte ve bu durum farklı çevrelerde homojen yapıda bir KSS uygulamasının ne derece mümkün olduğu sorusunu doğurmaktadır. Paydaşların KSS faaliyetlerine dâhil edilmesine dönecek olursak, işçi ve yerel sakinlerin bu görüşmelerde ticari birlikler ya da STK'lar aracılığı ile temsil edilmesi yoksul ve marjinalleşmiş kesimin çıkarlarının bu kuruluşların ve sponsorları olan şirketlerin çıkarları karşısında göz ardı edilmesine yol açabileceğini düşündürmektedir (Blowfield ve Frynas, 2006:507). Üstelik çeşitli araştırmacılar (Prieta-Carron ve diğerleri 2006:984; Jenkins, 2005:540) çiftçiler, kadın ve çocuk işçiler ile yoksul topluluktaki tüm bireylerin sıklıkla paydaş gruplarına dâhil edilmediğinin ya da bunların temsil edilmediğinin altını çizmişlerdir. KSS'yi geri kalmış ya da gelişmekte olan güney ülkelerindeki yoksulluğa ilişkin sorunları çözmeye etkili bir yöntem olarak tanımak KSS'nin faydadan çok zarar getirebileceği olasılığını perdelediği için (Prieta-Carron ve diğerleri, 2006:986) özellikle KSS ve siyasi yönetim arasındaki ilişki çevresel temelde (contextually) incelenmelidir (Prieta-Carron ve diğerleri, 2006:987). Bütün bu olumsuz yönlerine rağmen Dünya Bankası çalışanları gibi bazı politik unsurlar KSS'yi yasaları düzenlemede kullanmak istemektedir (Blowfield ve Frynas, 2006: 503). Bütün bu gelişmeler ışığında KSS'ye eleştirel yaklaşımlar KSS uygulamalarının çevreye bağlı unsurlarla (contextual issues) kalkınmayla ve kalkınmakta olan ülkeler arasındaki ilişkiye yani Güney ülkelerindeki KSS uygulamalarına doğru odaklanmıştır (Idemudia, 2011:4)

KSS'ye ilişkin yukarıda sıralanan açıklamalara dayanarak şirketlerin farklı ülkelerdeki faaliyetlerini düzenleyici ve kontrol edici unsurların eksikliği dikkat çekmektedir. Uluslararası hukuk mekanizması şirketlerin farklı çevrelerdeki zararlı faaliyetlerini kontrol etmede yetersiz olduğu sürece KSS ve kurumsal vatandaşlık girişimlerinin küresel yoksulluk ve sürdürülebilir gelir yerine sadece şirketlerin lehine işleyeceği savunulmaktadır (Banerjee, 2007:65). Şirketler KSS'yi yer yer meşruiyetlerini güçlendirici bir araç olarak kullanmış ve çizdikleri çevreci imajla

finansal performanslarına olumlu etkisinden faydalanmıştır. Bu bağlamda ekonomik kuruluşlar olarak şirketlerin ev sahibi devletlerin vatandaşlarına karşı sorumluluk alanının sınırlarını uluslararası genel geçerliliği olacak bir çerçevede belirleme sorunu ortaya çıkmaktadır. Bu sebeplerden dolayı devlet iş adamları ilişkisinin ne derece ve hangi koşullar altında şirketlerin topluma zarar veren faaliyetlerinin göz ardı edilmesine neden olduğu sorgulanmalıdır.

3. BÖLÜM: TÜRKİYE’DE SİYASİ KURUMSAL SOSYAL SORUMLULUK

3.1. Giriş

Devlet kurumları toplumun refahını düşünen tek siyasi aktör, şirketler ise yalnızca ekonomik birer aktör olarak düşünülürken son on yılda ekonomik ve politik alanlar arasındaki bu çizgi belirginliğini yitirmeye başlamıştır (Scherer, Palazzo ve Matten, 2009:577). Bu sebeple ülkemizde de şirketlerin toplumdaki yeni konumunu belirlemek üzere şirketler tarafından yürütülen kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerinin incelenmesi ve şirketlerin hangi koşullar altında devlet gibi rol oynadığını belirlemek üzere aşağıdaki yazın taramasına yer verilmiştir. Bu amaç doğrultusunda öncelikle şirketlerin içinde yer aldıkları siyasi, iktisadi ve kurumsal çevreleri, sonrasında ise Türkiye’de kurumsal sosyal sorumluluğun uygulama ve yazındaki gelişimi hakkında bir bölüme yer verilmiştir.

3.2. Türkiye’deki şirketlerin Siyasi, İktisadi ve Kurumsal Çevresi

Öniş (2000:466) 1923’te laik Türkiye Cumhuriyeti’nin kuruluşundan bu yana batılılaşma ve Avrupa kimliğine bürünmenin Türk siyasi elitlerinin en önemli hedeflerinden biri haline geldiğini belirtmiştir. Özellikle 1930’lardan itibaren devletin ekonomik kalkınmadaki rolüne büyük önem verildiğine dikkat çeken Ararat ve Uğur, (2003:63) ise 1945’te Pazar yanlısı bir ekonomik sistemin gelişine kadar devletin ekonominin başoyuncusu konumunda olduğunu, bu tarihten itibaren de ekonomik faaliyetlerde yoğun bir şekilde yer almaya devam ettiğini savunmuştur. Ertuna ve Tükel (2009:152) de bu dönemde devletin iktisadi girişimlere ya doğrudan ya da dolaylı olarak destek verdiğini ve böylece iktisadi faaliyetlerin genel olarak devlet desteğiyle geliştiğini ifade etmiştir. Bu konuda Whitley (1994:172), geç endüstrileşen ülkelerde devletin kalkınmada ve finansal kaynakların akışında büyük rolü olduğunu ve bu nedenle de finansal kurumlar, devlet kurumları ve endüstriyel faaliyet gösteren firmalar arasında yakın bir bağ olduğunu belirtmiştir. Whitley’e

(1994:171) göre devletin ekonomideki rolünün güçlü olduğu ülkelerde piyasanın işleyişine şirketlerin egemen olduğu ülkelere oranla pazarı düzenleyen aracı kuruluşların önemi ve kurumlar arasında üstlenilen risk değişmekte böylece farklı ulusların iş sistemleri de birbirinden farklılaşmaktadır. Ancak Türkiye’de devletin ekonomik faaliyetlerdeki rolünün önemi yıllar içinde gelişen siyasi ve ekonomik koşullara bağlı olarak farklılık göstermiştir. Örneğin devletin hem üretici hem düzenleyici olarak ekonomik arenadaki rolü 1950’li yıllarda 1930’lu yıllara nispeten daha büyüktür (Ararat ve Uğur, 2003:63). Devletin ekonomiye müdahalesi 1960 ve 1970’lerde de devam etmişse de yeni yeni filizlenen özel sektör olgunlaşmaya başlamış ve Pazar ekonomisi hız kazanmıştır (Ararat ve Uğur, 2003:63). Bu bağlamda geç endüstrileşen bir ülke olarak Türkiye kuruluşundan 1980’e uzanan dönemde devletin iktisadi faaliyetlerin organizasyonu ve sanayileşmede doğrudan müdahalesinin olduğu bir yapıdan sosyo-ekonomik alandaki ve endüstriyel alandaki gelişmelerin etkisiyle daha çok büyük çaplı aile şirketlerince idare edilen bir ekonomik işleyişe geçmiştir (Yamak, 2006:206). Devlet politikalarının işletmelerin kurumsal yönetimi üzerinde çok etki gösterdiği Türkiye’de 1950 sonrası devletin sunduğu ticari fırsatlar Türk işletmeleri ve ticari girişimlerinin ana kaynağı olmuş böylece bugün de kurumsal yönetimde kendine özgü yapısını koruyan ve özel sektöre ağırlıklı olarak yön veren aile şirketleri ortaya çıkmıştır (Yamak, 2006:215,216). Devletin ticari girişimleri biçimlendiren en önemli unsur haline geldiği Türkiye’de, Türk iş adamları devleti bir yandan önlerine çıkan zorlukların müsebbibi olarak görmüş bir yandan da gerek finansal gerek sosyal konularının devlet sayesinde olduğunun bilincinde olmuşlardır (Buğra, 1994:17). 20. yy boyunca yaygın olarak şirket sahiplerince idare edilen özel sektörde 20.yy’ın ikinci yarısından itibaren alanında uzman yöneticiler boy göstermeye başlamış ve bürokrat-yönetici ya da girişimcilerin de etkisiyle şekillenen devlet bağımlı iş hayatı siyasi sermayeyi de kaçınılmaz bir şekilde önemli kılmıştır (Yamak, 2006:216). Bu bağlamda Turgut Özal Türkiye’de Pazar ekonomisinin hâkim olduğu bir dönemi başlatıp ülkenin 1970’lerde yaşanan krizden çıkmasını sağlarken, Demirel gibi siyasiler ve ekonomik bürokrasiyle ilişkileri, Sabancı gibi dev işletmelerde üst yönetici olarak çalışması ve Dünya Bankası gibi uluslararası kurumlara dayanan kariyerinin de etkisiyle ekonomik istikrarın artırılması için OECD ve IMF’nin desteğini almış ve ülkede ticaret ve sermaye piyasalarında liberalizasyon artmıştır (Öniş, 2006:113,114). Ancak devlet bağımlı ya da güdümlü denilebilecek ekonomilerde piyasa kurallarının

ve devlet tabanlı olmayan özel sermayeli aracı kuruluşların piyasaları düzenleme rolü oldukça zayıftır (Whitley, 1994:171).

Türkiye bu devlet bağımlı ekonomik yapıdan 24 Ocak 1980 tarihindeki özelleştirme reformlarıyla başlayıp askeri rejimin ve onu izleyen Özal liderliğindeki ilk sivil hükümetin desteğiyle pazar yanlısı ekonomiye geçerek bir nebze de olsa sıyrılmıştır (Ararat ve Uğur, 2003:63). Öniş ve Bakır (2007:149) 1980’lerde başlayan bu neoliberal politikayla birlikte Türk ekonomisinin dışarıya açıldığını ve devletin ekonomideki rolünün azaltılmaya çalışılarak, IMF, WB ve OECD gibi çok taraflı aktörlerin de buna katkıda bulunduğunu belirtmiştir(Öniş ve Bakır, 2007:149). Araştırmacılar (Öniş ve Bakır, 2007:149) ayrıca 1989’da ülkenin tamamen dış sermayeye açılmasının Türk ekonomisini küresel finansın olumsuzlukları ve zorluklarına maruz bırakarak diğer bir önemli dönüm noktası olduğunu da savunmuştur. Neoliberal politikanın ikinci aşaması olarak atfedilen 1990’lı yıllarda ise düzenleyici kurumlar kurulmuş fakat devletin de buna paralel düzenleyici bir faktör olacak kadar güce sahip olmaması kurumsal bir krize yol açmıştır. İzleyen süreçte, batı piyasasına ayak uydurma çabasıyla AB üyeliğine 1959’da başvuran Türkiye, nihayet 1999 yılının aralık ayında Helsinki’de yapılan düzenlemede tam üyelik için başvuru hakkı kazanmıştır (Öniş, 2000:463-467). Öniş ve Bakır (2007:147) Bu durumun önemli siyasi ve ekonomik mercidekilere yerleşik kurumsal reformlar ve değişiklikler yapmak üzere daha güçlü teşvikler sağladığını vurgulamıştır. Ayrıca 1963’te başlayıp 1999’da tamamlanan üyelik başvuru sürecinde Türkiye AB ile ticari ve ekonomik ilişkilerini geliştirmekle kalmamış, 1995 yılında Gümrük Birliği Anlaşmasını imzalamıştır (Öniş, 2006:281). Fakat Öniş (2006:281,282; 2010:29) farklı çalışmalarında bu ilişkinin Türkiye’nin ekonomik ve siyasi koşulları üzerinde tek başına tam olarak etki yapabilecek düzeyde olmadığını ve Türkiye’nin üyeliğinin Avrupa elitlerince benimsenmemesi ve üyelik için kesin bir tarih verilmemesinden dolayı 1990’larda Türkiye Avrupa ilişkisi gergin bir şekilde seyrettiğini belirtmiştir.

Yine 1990’larda, zayıf koalisyon hükümetlerindeki siyasiler Güneydoğudaki terörist grubuna karşı yürütülen yüksek maliyetli mücadelenin de etkisiyle mali piyasaları düzenleyici önlem almakta ve sürdürülebilir bir ekonomik büyüme sağlamak için fazla çabalamamışlar ve bu durum siyaset-ekonomi ilişkisinin Türk

ekonomisinin istikrarı üzerinde nasıl etkili olduğunun bir göstergesi olmuştur (Öniş ve Bakır, 2007:151). Sonuçta iyi bir Pazar ekonomisi için yasal düzenleme ve altyapı gerekmediğini ifade eden Öniş (2006:114), böyle denetleyici ve düzenleyici bir altyapının öneminin 1994, 2000 ve 2001 yıllarında birbiri ardına gelen krizlerle daha iyi anlaşıldığını vurgulamıştır (Öniş, 2006:115). Bu hususta Öniş ve Bakır (2007:148), özellikle Şubat 2001 krizi Türkiye’de zengin fakir, eğitilmiş eğitimsiz toplumun her kesiminden insanı etkilediğini ve bu durumun AB’nin dolayısıyla IMF’nin önemini arttırarak ticari faaliyetlerle ilgili IMF ve AB’nin de rol alacağı önemli reformların başladığına dikkat çekmiştir. Ayrıca Öniş’e (2006:117) göre 2001 Krizi sonrası dönemin Başbakanı Bülent Ecevit tarafından görevlendirilen ve yine DB’da çalışan Kemal Derviş’in, Turgut Özal gibi finansal kariyerini politik sahaya taşıyamadığını ve bunun dış finansal kurumların desteğinin milli siyasi arenada tek başına yeterli olmadığını, içerdeki siyasi tabanı göz ardı etmemek gerektiğinin başlıca göstergesi olduğunu ifade etmiştir. Uğur ve Ararat da (2006:330) 2001 krizinin ardından eski ekonomik politikaların sürdürülebilirliğinin sorgulanmaya başladığını ve kural tabanlı ekonomik düzenlemeler yapıldığını ve ekonomik düzendeki bu geçişin IMF tarafından şart koşulmakla beraber Avrupa birliği üyeliğine yönelik beklentilerle de teşvik sağlandığına dikkat çekmiştir. Nihayetinde Ararat (2008:273) Avrupa Birliği üyesi olma yolunda sahip olunan değer ve normları üye ülkelerle uyumlu hale getirmek üzere devlet ve özel sektörün ekonomik ve politik meselelere ilişkin rolleri yeniden biçimlendirildiğine değinmiştir. Öte yandan krizlerin yönetimin niteliğiyle doğru orantılı olduğundan yola çıkarak kurumsal yönetime dikkat çekilmiş ve Dünya Bankası, Ekonomik İşbirliği ve Kalkınma Örgütü ile Küresel Kurumsal Yönetim Forumu bu alanda etkin olarak faaliyet göstermişlerdir (SPK, 2005:2,3). Bu kapsamda 2005 yılında yayımlanan Kurumsal Yönetim İlkeleri 1999 yılında yayımlanan OECD Kurumsal Yönetim İlkeleri ve diğer ülkelerdeki yaygın prensiplerden yararlanılarak öncelikle halka açık anonim şirketler için ve gerek kamu gerek özel sektördeki diğer anonim şirketler ve kuruluşlarca da uygulama alanı bulacak şekilde gönüllülük esasıyla “uygula, uygulayamıyorsan açıkla” ana ilkesi etrafında hazırlanmıştır (SPK, 2005:3,4). Bu girişimlerinde etkisiyle 2001 ekonomik krizinden sonra Türkiye’de ekonomik istikrar ve tahmin edilebilirlik önemli ölçüde gelişme göstermiş, enflasyon oldukça düşmüş, politik müdahale azalmış, kurumsal ve düzenleyici çerçeve uluslararası standartlara yaklaşmış ve en nihayetinde Türkiye’de 2001 öncesi ekonomik kargaşa yerini

istikrarlı ve kurallar temelinde seyreden bir ekonomiye bırakmıştır(EU Commission, 2004:70). Böylece Türkiye'nin küresel sermaye sistemine dâhil olması, yabancı yatırımların artırılması, piyasaların rekabet gücü ve güvenilirliğinin artarak hem refahın yükselmesi hem de buna paralel siyasi istikrarın sağlanması amaçlanmıştır. Şirketlerin şeffaflık, hesap verebilirlik ve eşitlik ilkelerini gözetmelerini telkin eden Kurumsal Yönetim İlkelerinin yanı sıra 1990 yılından buyana TÜSİAD, MÜSİAD VE SİAD gibi farklı toplumsal vizyon ya da vatandaşlık iddiaları ile birinden diğerine değişen kurumsal stratejilere sahip ticari örgütler de Türkiye ekonomisinin ve demokrasisinin dengeli bir seyir almasına yönelik toplumsal talepler üzerinde etkili olmuş ve devletin etkin, hesap verebilir ve şeffaf bir idari mekanizma olması için faaliyet göstererek bir baskı gurubu niteliğinde hareket etmişlerdir (Keyman ve Koyuncu, 2005: 108). Bu tür iktisadi örgütlerin sayısı piyasa ekonomisine geçişin ardından özellikle 1990'lı yıllarda Türkiye'nin küreselleşme etkilerine maruz kalarak, ticari faaliyetlerinde uzun dönemli stratejiler benimsemeye ve yatırımlarını stratejik planlar çerçevesinde yapmaya zorlanması sonucu artış göstermiştir (Keyman ve Koyuncu, 2005: 111,112).

Siyasi istikrarsızlık ve ardı ardına gelen koalisyon hükümetlerini izleyen bir on yılın ertesinde 2002 yılının Kasım ayındaki genel seçimlerde AKP'nin tek başına iktidara gelmesi Türkiye'nin siyasi ve ekonomik hayatındaki dönüm noktalarından biri olmuştur (Öniş, 2004:1). AKP'nin bu başarısında farklı sınıflardan birçok seçmeni bir araya getirmesi, Refah ve Erdem Partileri ile küçük ve orta ölçekli işletme sahiplerinin bilhassa MÜSİAD'ın desteği ve daha önceki partilerin ekonomik istikrarı sağlayıp krizlerin önüne geçemedeki başarısızlığı etkili olmuştur (Öniş, 2004:1; Öniş ve Bakır, 2007:160). Genel seçimleri izleyen iki yılda AKP Uluslararası Para Fonu'na (IMF) yönelik çalışmalarıyla Türkiye ekonomisinin 2000 ve 2001 yıllarındaki krizin etkisinden kurtulmasına ve enflasyon oranlarının 1970'lerden bu yana en düşük seviyeyi görmesine katkı sağlamıştır (Öniş,2004:2). Ayrıca AKP hükümeti AB üyeliğini ajandasına almış ve gerek ekonomi gerek demokrasi alanında reform paketlerine ağırlık vermiştir (Öniş, 2004:2). Finansal sektörün denetlenmesine yönelik düzenlemeler artırılmış ve sektördeki dengesizlikler giderilmiş, kamu maliyesi başta olmak üzere kamu idaresinin şeffaflığı ve etkinliği artırılırken doğrudan yabancı yatırımların girişi ve özelleştirmeye yönelik bir takım önemli düzenlemeler yapılmıştır (EU Commission, 2004:70). Bu girişimlerle

Türkiye uzun yıllardır ilk kez istikrarlı bir ekonomik büyüme sinyalleri vermeye başlamıştır (Öniş, 2004:2). 2002 yılı IMF ile üç yıllık 16 milyar dolarlık Stand-by anlaşması imzalayan Türkiye açısından iç ve dış politikada yoğun gündemin yaşandığı bir yıl olmuş ve bu anlaşma ekonomik beklentileri hem iç hem de dış piyasada olumluya çevirmiştir (TÜSİAD, 2002: 8). Dolar kurunun gerileyip, faizlerin düşmesinin yanı sıra başta ihracatçı sektörler olmak üzere sanayi üretiminin artmasıyla ekonomi yeniden büyümeye başlamıştır (TÜSİAD, 2002: 8).

Siyaset ve ekonomide yukarıda sunulan gelişmeler ışığında Avrupa Birliği Komisyonu (EU Commission) tarafından 2004 yılında sunulan raporda Türkiye ekonomisinin istikrar kazandığının açıklanması kurumsal yönetimle ilgili yasal ve düzenleyici çerçevenin önemli ölçüde güçlendirilmesine katkı sağlamıştır (Uğur ve Ararat, 2006:331). 2004'te Avrupa komisyonu tarafından tam üyelikle ilgili görüşmelerin resmi olarak başlaması kararıyla yatırımcılar için iki üç yıl önce oluşan olumlu atmosferin sürmesini sağlamıştır (Öniş ve Bakır, 2007:159). Hesap verebilirlik, raporlama ve denetleme standartları da güçlenmiştir. Öz sermaye finansmanının (equity finance) önem kazanmasıyla Türkiye'de kurumsal yönetim alanında bir takım düzenlemelere gidilmiştir (Uğur ve Ararat, 2006:331). Bu bağlamda var olan yasalar devlet ve diğer otoriteler tarafından tekrar gözden geçirilmiş ve yenilenmiştir (Uğur ve Ararat, 2006:331). Şirketlerin ise bir kısmı kurumsal yönetime ilgisini yitirmiş görünürken bir kısmı daha önce olmadığı kadar bu konuya eğilmiştir (Uğur ve Ararat, 2006:331).

Yukarıda yer alan ifadelerden de görüldüğü gibi Türkiye'de KSS'nin gelişiminde uluslararası örgütlerin yeri büyüktür (TKYD;2013). Fakat Türkiye küresel ekonomik ve kalkınmayla ilgili zorluklarla mücadele edebilmek için IMF ve AB gibi dış faktörlerin desteğinden ziyade kendi kapasitesini ve iş sistemini geliştirmesi gerekmekte aksi halde üyelik çalışmalarını destekleyen toplumsal sözleşme sürse dahi AB üyeliği Türk ekonomisine ya da demokrasisine kesin bir katkı sağlayamayacaktır (Öniş ve Bakır, 2007:162). Bu bağlamda Türkiye'deki sermaye piyasalarında genelde aile şirketlerinin egemen olup şirketlerin sahiplik ve kontrol mekanizması da aile üyelerinin elinde toplanmış dolayısıyla bu durum piyasaların ekonomi üzerindeki düzenleyici rolünü kısıtlamıştır (Yamak ve Ertuna, 2012:21). OECD tarafından yayımlanan kurumsal yönetim ilkeleri de küresel

standartları gözettiği için bu ilkeler referans alınarak yayımlanan kurumsal yönetim ilkeleri de her ne kadar revize edilmiş olsa da Türkiye'nin kurumsal yönetim sorunlarını tam olarak ortaya koyamamaktadır (Yamak ve Ertuna, 21). Çünkü kurumsal sahipliğin genelde hisselerin %50'den fazlasını elinde tutan ailelere ait olduğu ve bunların yönetim kurulunu domine ettiği Türkiye'de, kurumsal sahiplerin gücü ve azınlık hissedarlarının haklarını koruyacak mekanizma zayıftır (Yamak ve Ertuna, 2012:1). Yurtoğlu'da aile şirketlerinin sahiplik yapısından dolayı az sayıda büyük hissedar kaynakların uzun dönemli büyüme stratejilerine aktarılmasında bir avantaj sağlarken bunların aynı zamanda azınlıkta kalan hissedarların karlılığından ziyade holding üyesi diğer şirketler arasında toplam karı artırabilecek potansiyelde olanlara kaynak aktarımı yaparak azınlıktaki hissedarların çıkarını yeterince koruyamayabileceğine değinmiştir (Yurtoğlu, 2000:216, 217). Liberalleşme kapsamında 1981 yılında yürürlüğe giren Sermaye Piyasaları Kanunu çerçevesinde 1986 yılında açılan İstanbul Borsası'na kayıtlı şirketlerin sayısı ise gelişmiş ülkelere kıyasla sınırlı olup büyük şirketler dahi mevcut yasal koşullarda şirket üzerindeki güçlerini kaybetmeme ve şeffaflık gibi kurumsal yönetim ilkelerine uyumun maliyeti gibi nedenlerle halka arz konusunda istekli davranmamaktadır (Yamak ve Ertuna, 2012:6). Bu çerçevede İstanbul Borsa'sının açılışından itibaren kayıtlı şirketlerin sayısı değişmiş özellikle 2001 krizi ile kısıtlı sayıda şirket halka açılırken, bunu izleyen 2005, 2006 ve 2008 yıllarında iki büyük devlet bankasının özelleştirilmesi ve Türkiye'nin telekomünikasyon sektöründe lider Türk Telekom'un özelleştirilmesinin de etkisiyle halka arz belirgin şekilde artmış, 2010 yılına gelindiğinde sermaye piyasaları yeniden canlanmıştır (Yamak ve Ertuna, 2012:7).

Görüldüğü gibi gerek Türk iş sistemindeki eksiklikler gerek süregelen siyasi ve ekonomik istikrarsızlıklar birbirini sermaye piyasalarını olumsuz yönde etkileyecek şekilde beslemiş, fakat her üç alanda da zaman zaman meydana gelen artı gelişmeler Türk iş adamlarının kendi çevresel koşulları bağlamında bir dereceye kadar küresel piyasalarla uyumlu hareket etmelerini teşvik etmiştir. Nihayetinde bir yandan küresel piyasalarda rekabet gücünü korumak isteyen bir yandan da Türkiye'deki yasal ve kurumsal gelişmeler ışığında içinde buldukları koşullara bağlı olarak sosyal sorumluluk faaliyetleriyle toplum içindeki yerlerini de belirginleştirmeye çalışmışlardır.

3.3.Türkiye’de Kurumsal Sosyal Sorumluluğun Ortaya Çıkışı ve Gelişimi

Türkiye’de kurumsal sosyal sorumluluk kavramının kökeni hayırseverlikle özdeşleştirilmiştir. Günümüzdeki hayırseverlik olgusu yardımseverliğe kültürel olarak önem verdiklerinden karşılık beklemeden yardımların yapıldığı İslam öncesi Türk devletlerine kadar uzanmakta olup (Alakavuklar ve diğerleri, 2009:112; Dinler, 2010:20) İslam dininin öğretileriyle birlikte her dönemin yasalarına göre gerek vakıfların gerek bireylerin faaliyetleriyle şekillenmiştir (Zincir ve Bikmen, 2006:11). *Hayırseverlik (philantrophy) genel anlamda yoksulluğu ortadan kaldırmayı, zenginden fakire gönüllü servet transferini ve dikey sosyal/ekonomik hareketliliği arttırmayı hedefleyen politikalar ve kar etmeyen kurumlar olarak anlaşılabilir* (Çizakça, 2006:21). Özellikle Osmanlı dönemi ve sonrasında olan hayırseverlik kavramının içeriğinde dini, vicdani, duygusal öğeler olduğu kadar müşfik insan ilişkilerini, fakir insanlara yardım etmeyi, engelli kişileri desteklemeyi savunan bir zihniyet dünyası da söz konusudur (Alakavuklar ve diğerleri, 2009:112).

Çizakça modern Türkiye’deki hayırseverlik kavramının temelde Roma-Bizans, İslam hukuku ilkeleriyle şekillenen Osmanlı uygulamaları ve Aydınlanma dönemi ile Fransız ihtilalinin devrimleriyle biçimlenen Batı etkisiyle geliştiğini belirtmiştir (Çizakça, 2006:21,22). İslam tarihi boyunca hem sağlık hem de eğitim alanında hizmet veren kurumların inşasını sağlayan ve sınırları Balkanlardan Arap yarımadasına varan Osmanlı topraklarında da hayırseverlik adı altında bu amaçlar için kullanılan kurum vakıflardır (Çizakça, 2006:21). Bayartan (2008:162), Osmanlı döneminde binlerce kişiye hizmet edip kamu hizmeti sağlayan vakıflar aracılığıyla bir yandan gelir dağılımındaki adaletsizlikler en aza indirgenirken diğer yandan sosyal olarak yaşanabilecek krizlerin de önüne geçildiğini ancak 18.yydan itibaren vakıf sisteminin işlevini yitirmeye başladığını belirtmiştir. Bununla birlikte Bayartan (2008: 158,159) özellikle Türk İslam devletlerinden Selçuklular ve Osmanlı döneminde toplumsal, kültürel ve iktisadi olarak büyük etki bırakan vakıf sisteminin Türklerde İslam öncesine uzandığını, 8. yy. da kurulan ve İslamiyet’e 15. yy. da geçen Uygurlar tarafından 12. yy. da vakıflar kurulduğunu savunmuştur (Bayartan, 2008:158,159).

Öte yandan Vakıflar İslam dininin önemli iki unsurundan zekât ve sadakadan etkilenmiştir (Dinler, 2010:20). Osmanlı dönemindeki işlevselliği ve toplumsal hayata sosyal, kültürel ve daha birçok sahada katkıları göz önüne alındığında vakıflar bu derece geniş kapsamlı hizmet verecek konumunu ve yapısını dünyadaki siyasi sosyal ve ekonomik koşulların değişmesinin de etkisiyle günümüze taşıyamamış olsa da (Bayartan, 2008:172) bugün Türkiye’de birçok aile şirketi tarafından kurulup idare edilen vakıflar bulunmaktadır (Dinler, 2010: 20). Ancak Dinler’e (2010:20) göre aile şirketleri tarafından kurulan vakıflar aracılığıyla KSS faaliyeti yürütüldüğünün beyan edilebilmesi KSS tanımında belirsizliğe yol açmakta ve KSS’nin hayırseverliği ifade eden yeni bir kavram mı olduğu zihinlerde soru işareti oluşturmaktadır. Yazar (2009:145), ise bu konuda KSS’nin şirketlerin stratejilerine dâhil edilebilen bir faktör olduğunu ve hayırseverlikte ise toplumun faydası için yapılan faaliyetlerin ticarete katkı yapmasının beklenmediğini belirtmektedir. Öte yandan son yıllarda Türk dernek ve vakıfları hakkındaki kanunun AB standartlarına uygun hale getirilmesiyle iş dünyasının başını çektiği kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerine sivil toplum örgütlerinin de daha kolay bir şekilde eklenmesi sağlanmıştır (UNDP, 2013:7).

Türk ticari hayatında yüzyıllar boyu devam eden hayırseverlik geleneğinin oluşmasına katkıda bulunan bir diğer kurum Ahilik Teşkilatlarıdır (Ertuna ve Tükel, 2009:152). Ahi cömert ve kardeş anlamlarına gelmektedir (TDK,2013). Türkiye’deki işletmecilik anlayış ve işleyişi ve bu çerçevede uygulanan iş ahlakı ilkeleri bugünün esnaf odalarıyla benzer nitelikte olan ve Osmanlı döneminde çalışma yaşamı ve toplumsal yaşamı şekillendiren bir sosyo-ekonomik örgüt niteliğindeki Ahilik Teşkilatlarına uzanmaktadır (Ertuna ve Tükel, 2009:152). Ticarete ahlaki ve etik davranışı hedefleyen, halk arasından gönüllü kişilerce oluşturulmuş kamu kurumları olarak Türk Ahilik Teşkilatları 13. yy. dan 19. yy. a varan uzun bir dönem boyunca Anadolu, Balkanlar ve Türkistan ellerinde toplumsal yaşama kayda değer katkılar sağlayan faaliyetler yürütmüştür (Dinç ve Duman, 2010:446). Kurumsal sosyal sorumluluk kavramına ilişkin birçok güncel ilke Ahilik Teşkilatı’nın bünyesinde bulunmakla beraber, bu kurumlar tüm dünyayı etkileyen sanayileşme ve modernizasyon aşamasındaki yeniliklerle birlikte kaybolmuştur (Ertuna ve Tükel, 2009:152). Ancak normları genelde İslam’a dayanan Ahilik teşkilatlarının

öğretilerinin izleri Anadolu'nun belirli bölgelerinde görülebilmekte ve bu teşkilatlar halen saygı görmektedir (Dinç ve Duman, 2010:446,447).

Türkiye'de bugünkü anlamda kurumsal sosyal sorumluluk ve ilgili kuruluşların ortaya çıkışında ise dünya genelinde değişen piyasa koşulları etkili olmuştur. İlk olarak KSS ile ilgili Türkiye'deki yazına bakacak olursak Yamak (2007:164-167) Türkiye'de KSS kavramının ilk kez altmışlı yılların sonunda uygulamacı dergilerde ortaya çıktığını ve diğer ülkelerde olduğu gibi ABD kökenli yazın ve kuramlardan beslendiğini, ancak Amerikan iş dünyası ve üniversiteleriyle bağlantılı olan ve ABD'de gündemindeki işletme konularının aktarılmasını sağlayan Uluslararası Gelişim Ajansı (Agency for International Development) ve Ford Vakfı gibi kurumların bu etkileşimde payı olduğunu belirtmiştir. Yamak (2007,165-199) ayrıca konuyla ilgili ilk akademik makalenin 1972 yılında Prof. Kemal Tosun tarafından İstanbul Üniversitesi İşletme Fakültesi Dergisinde sosyal sorumluluğun işletmecilikte yeni bir felsefe olarak açıklandığı çalışma olduğunu; seksenli yıllarda Türkiye'deki ekonomik ve politik değişikliklerle bağlantılı olarak önemini kaybedip, doksanlı yıllarda etik konusunun ağırlık verildiği yayımlarla kendini gösteren ve genel olarak akademide geniş bir yer tutmayan sosyal sorumlulukla ilgili çalışmaların ise 2000'li yıllarda artmaya başladığını ifade etmektedir.

Uygulamaya baktığımızda ise 1980'lerde piyasa ekonomisine geçiş ve akabinde yayılan küreselleşmeyle Türkiye'deki işletmelerin yaklaşık %95'ini teşkil eden aile işletmeleri hızla değişen iç ve dış piyasa koşullarına uyum sağlamak ve markalaşabilmek amacıyla kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerine ve sanat sponsorlukları ile beraber spor sponsorluklarına (örneğin, ABD, Avrupa ve Afrika'da mağazaları bulunan Sarar firmasının; futbol ve basketbol başta olmak üzere, halter, bilardo, eskrim ve tekvando gibi çeşitli spor dallarında sponsorluk faaliyeti yürütmesi) yönelmiştir (Ekin, 2012:301-310). Ayrıca Ararat ve Uğur (2003:58,59) küreselleşmenin Türkiye gibi gelişmekte olan ülkelerde uluslararası sermaye ihtiyacını artırdığını, böylece uluslararası piyasalara uyum kaygısıyla sahiplik ve yönetimin ayrılması ve beraberindeki vekâlet problemiyle (hissedarlar ile yöneticiler arasındaki çıkarların nasıl dengeleneceği, azınlıkta kalan hissedarların çıkarlarının ne şekilde gözetilebileceği) kurumsal yönetimin önem kazandığını belirtmiştir. Türkiye'de KSS alanında atılan adımlarda, çok uluslu şirketlerin

tedarikçilerine KSS ile ilgili yaptığı baskıların da etkisi büyüktür (UNDP,2013:3). Zira küreselleşmeyle birlikte ülkelerin dış piyasalardaki sermaye ve yatırımcıları kendi pazarlarına çekerek artan rekabet koşullarıyla baş etme ve iktisadi olarak sürdürülebilir büyüme sağlama çabası uluslararası ticari faaliyetlerle uyum sağlamak üzere çeşitli düzenlemelere gitmeyi de beraberinde getirmiştir (SPK, 2005:1). Bu kapsamda gönüllü bir sivil toplum örgütü olarak Türkiye Kurumsal Yönetim Derneği'nin kurulduğu 2003 (TKYD; 2013) yılında Sermaye Piyasası Kurulu tarafından ilk kez kurumsal yönetim ilkeleri hazırlanmış ve bu ilkeler üzerinde gerekli düzenleme ve değişiklikler yapıldıktan sonra 2005 yılında tekrar yayınlanmıştır (SPK,2005). Kurumsal yönetim ilkelerinin yayımlandığı kitapçığın 3. Bölümünün 7. maddesinde Şirketlerin kurumsal sosyal sorumlulukları şirket, sosyal sorumluluklarına karşı duyarlı olur; çevreye, tüketiciye, kamu sağlığına ilişkin düzenlemeler ile etik kurallara uyar ve bu konulardaki politikalarını kamuya açıklar şeklinde açıklanmıştır (SPK, 2005:36).

SPK'nın yukarıda adı geçen tebliğ ile şirketlerin Kurumsal Yönetim Uyum Raporu yayımlamalarını şart koşmasına rağmen (SPK, 2005) bu raporlar henüz tam olarak kapsamlı olmayıp yeterince işlevsel de değildir (Ayub, 2013:3). OECD 2006 yılında yayımlanan Türkiye raporunda Türk şirketlerinin büyük bir çoğunluğunun yıllık faaliyet raporlarında ticari faaliyetlerinin yanı sıra ticari amaç gütmeyen yürüttükleri faaliyetlere de yer verdiklerini ve hayırseverliğin (philanthropy) raporda yer verilen bu kar gütmeyen faaliyetlerin başında gelen uygulamalar olduğunu belirtmiştir (OECD, 2006:72). Bu kapsamda yürüttükleri araştırma sonucu Ertuna ve Tükel (2009:168) de İMKB-50 şirketlerinin, büyük aile şirketlerinin egemen olduğu Türkiye'de, genelde vakıfları aracılığıyla yaptıkları hayır işlerini KSS faaliyeti olarak raporladıklarını ticari amaç güden sorumluluk faaliyetlerine de uluslararası sahada uzun vadede bir getiri getirebileceği için önem verdiklerini ortaya koymuştur. Keza SPK'nın 2009 yılı İMKB-30 Endeksi şirketleri üzerine yaptığı araştırmanın sonucu da KSS ile ilgili faaliyetlerin daha nitelikli bir biçimde açıklanabilmesi için rakamsal ve maddi veriler ile sahip olunan belge, lisans, dernek veya yürütülen projelere birebir yer verilmesi gerektiğini vurgulayarak OECD raporunu desteklemiştir (Özgüç, 2009: 22). Yine bu rapora göre İMKB-30 şirketleri tarafından 2006 ve 2007 yıllarında yayımlanan Kurumsal Yönetim Uyum Raporları'nda kurumsal sosyal sorumlulukla ilgili yapılan açıklamalarda en çok yer verilen konular her iki yılda da

bahsedilme sıklıkları deęişmek üzere sırasıyla “toplum”, “çalışanlarla ilişkiler”, “ürün, tüketici/müşteri ve tedarikçi” ile son olarak insan hakları ve çevre olmuştur (Özgüç, 2009:13). OECD 2006 yılında yayınlanan Türkiye raporu sonuçlarından yola çıkarak görece en az açıklamanın yapıldığı insan hakları konusunda çocuk işgücü, tedarikçilerin insan haklarını ihlal edip etmediği, paydaşlar arasında cinsiyet ve ırk ayrımı gözetilip gözetilmediği gibi meselelere, bunu izleyen çevre konusunda ise şirketlerin büyük bir çoğunluğunun kullandıkları doğal kaynaklar ve kaynak tasarrufu, faaliyetlerin ve atıkların doğaya etkisi, geri dönüşüm ve çevreyle ilgili standartların belgelendirilmesine dair yeterli açıklamanın yapılmadığı belirtilmiştir (Özgüç, 2009:13). Tüketici ve tedarikçiler ekseninde yapılan KSS uygulamalarına dair ise üretilen ürünlerin üretim sürecinden başlayarak tedarikçi seçiminde ve son olarak tüketiciyle etkileşimde ne ölçüde beklenen etik kurallara uyulup ne tür koşulların arandığı genelde net olarak nicel verilerle belirtilmezken çalışanlara dair veriler nicel olarak yeterli olmakla birlikte meydana gelen iş kazaları istihdam miktarı ve işe alınan personelin cinsiyet dağılımına dair bilgiler yüzeysel olarak yapılmıştır (Özgüç, 2009:13). Yine Başar ve Başar (2006:219, 228) tarafından IMKB-100 Endeksine kayıtlı 72 şirketin 2003 yılı Ocak ve Mart aylarındaki faaliyet raporlarına dayanarak yapılan araştırma sonucuna göre Türkiye’de şirketler en fazla insan kaynakları ve sonrasında sağlık ve güvenlik alanlarında sosyal sorumlulukla ilgili açıklama yapmakla beraber en az açıklama enerji ve sonrasında çevreyle ilgili konularda yapılmaktadır. Ayrıca bu raporlarda kamuya açıklama yapan şirket sayısı oldukça az olmakla beraber parasal ifadeler içermediğinden bu durumun menfaat sahipleri için bir sorun olabileceğini ve yatırımcıların da eksik bilgilendirilmesi sonucunu doğurabileceğini belirtmişlerdir (Başar ve Başar, 2006:228). Ancak Çiftçiođlu ve Poroy (2010:83) 2009 yılı Temmuz ve Eylül aylarında IMKB-100 hem de IMKB Kurumsal Yönetim Endeksinde yer alan 12 şirketten sadece ikisinin bölümlere göre raporlama yapmadığını tespit etmiş yani Türkiye’de sosyal sorumluluk faaliyeti yürüten işletmelerin bölümlere göre raporlama yaparak (işletmenin çeşitli fonksiyonlarına göre bölümlere ayrılması ve her bölüm için ayrı olarak mali bilgilerin raporlanması) ilgili kullanıcılarına doğru bilgi verme yükümlülüklerini yerine getirdiklerini belirtmiştir. Böylece finansal tablo kullanıcıları tarafından işletmelerin geçmiş performanslarının daha iyi anlaşılacak risk ve getirilerin doğru değerlendirilmesi ve işletme hakkında sağlıklı karar alınması sağlanmaktadır (Çiftçiođlu ve Poroy, 2010:85,94).

3.4. Türkiye’de Kurumsal Sosyal Sorumluluktan Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluğa Geçiş

Devlet kurumları toplumun refahını düşünen tek siyasi aktör olmaktan çıkıp şirketler ekonomik rollerinin ötesine geçmeye başlarken (Scherer, Palazzo ve Matten, 2009:577) Türkiye’de yer alan şirketler de zaman zaman kar amaçlı faaliyetlerinin dışına çıkmışlar ve devletin hizmet alanlarını da kapsayan sosyal sorumluluk faaliyetleriyle topluma katkı yapmaya çalışmışlardır.

Birleşmiş milletler kalkınma raporuna göre Türkiye’de KSS pazarlama ve kurumsal itibar yaratmak için önemli bir vasıta olarak görülmüş ve bu bağlamda çeşitli alanlarda sponsorluk yapmakla beraber STK’lar ile işbirliğine gidilmiştir (UNDP, 2013:3). Büyük bir telekomünikasyon şirketi olan Turkcell’in 2000 yılında ÇYDD (Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği) ile birlikte kız çocuklarının eğitim hayatına katılımını destekleyen Kardelenler Projesi buna örnek teşkil etmektedir (UNDP; 2013:8). Selvi ve diğerleri (2010:287-289) de Capital dergisinin kurumsal sosyal sorumluluk alanında 2005-2009 yılları arasında lider olarak seçtiği 20 büyük şirket üzerinde uyguladıkları araştırma sonucunda KSS faaliyetlerinin şirket itibarını artırmak ve dolayısıyla finansal performansı iyileştirerek şirket değeri ve Pazar payını artırma aracı olarak görüldüğü sonucuna varmış ancak 2008, 2009 yıllarındaki kriz dönemi ve kriz öncesi dönem arasında şirketlerin KSS’ye verdiği önemde bir değişiklik olmadığını belirtmişlerdir. Bu doğrultuda Globe Scan araştırma şirketinin yönlendirmesiyle Yöntem Araştırma’nın uyguladığı CSR monitor isimli çalışma sonucuna göre Türkiye’de KSS faaliyetlerinin 1999 -2005 yılları arasında kurumsal itibara gözle görülür derecede etki yaptığı sonucuna varılmıştır (UNDP, 2013:32). Capital dergisi tarafından 2005 yılından buyana tesadüfi örneklem yolu ile halk arasından seçilen ortalama 1500 ve iş dünyasından ortalama 300 kişiden derlenen bilgilerle yapılan araştırma sonuçlarına göre 2011’den itibaren son üç yıl içindeki sonuçlara göre halkın gözünde KSS faaliyetlerinde en başarılı ilk beş şirket sırasıyla Sabancı Holding, Turkcell, Koç Holding, Yıldız Holding ve Arçelik gelmekte (Capital, 2011, 2012, 2013) ve bu tutarlı sonuçlar bu şirketlerin halkın nazarında belli bir KSS görüşü edinmiş olduklarını göstermektedir. Ayrıca 2005 yılından itibaren tüm çalışma verilerine göre halk arasında en önemli KSS uygulamaları eğitim ve öğretim başta olmak üzere, sağlık, aile içi şiddet, kadın ve çocuk hakları ile çevre ve

doğanın korunması şeklinde ortaya çıkmaktadır (Capital, 2005, 2007, 2010, 2012). Atakan ve İşçioğlu (2009:129) tarafından Türk tüketicilerinin KSS'ye dair bilgi ve tutumlarını ölçmek amacıyla toplam 64 kişi ile 2006 yılında İstanbul ve İzmir'de üniversite ve ev ortamında yürüttükleri araştırma sonuçlarına göre ise katılımcılar işletmelerin en çok topluma, tüketicilerine, çalışanlarına, devlete ve çevreye karşı sorumlu olmaları gerektiğini belirtmişler ve eğitim, sağlık, doğayı koruma ve güzelleştirme ile çalışanlarına yatırımın paydaşlarına karşı başlıca sorumlulukları olduğunu ifade etmektedirler. Ayrıca bu araştırma sonucuna göre birçok katılımcı büyük şirketlerin, özellikle Holdinglerin KSS faaliyetinde bulunmaları gerektiğini ve toplumdan aldığını çevredekilere geri vermelerinin beklendiğini vurgulamışlardır (Atakan ve İşçioğlu, 2009:129). Buna göre halkın şirketlerden toplumsal sorunlara yönelik çözüm bulunması hususunda beklenti içinde olduğunu söyleyebiliriz (Matten ve Crane, 2005). Öte yandan son üç yılda KSS alanında en başarılı olarak görülen şirketler Turkcell, Koç H., Sabancı H., Eczacıbaşı ve Garanti Bankası olup önem verilen KSS programları eğitim ve öğretime katkı, çevre ve doğanın korunması ile sivil topluma destek şeklinde sıralanmaktayken uygulamada sanat ve kültürle ilgili faaliyetlere de sıklıkla rastlanmaktadır (Capital, 2005, 2010, 2012, 2013). Görüldüğü gibi şirketler insan hakları, çalışan hakları ya da personelin şirketteki faaliyetlerin karar sürecine dâhil edilmesi gibi kritik konulardan ziyade çözümü çok da çapraşık olmayan sosyal ve çevresel meselelerde yoğunlaşmıştır (UNDP, 2013:3). Ayrıca Karademirlidağ-Suher (2010:37,46) ISO 500 listesindeki 322 şirket üzerinde 2008 yılında içerik analizi uygulayarak yaptığı araştırma sonucuna göre Türk İşletmelerinin en önemli sorumluluklarının işletmenin devamlılığı ve karını artırmak olarak açıkladıklarını ve çalışanlar ya da tedarikçi seçimine yönelik eşit fırsat sunmadıklarını ifade etmiştir. Yine Globe Scan'in yürüttüğü araştırmaya göre Türkiye'de kurumsal yurttaşlık kavramı biliniyor olmasına rağmen, şirketler çalışma hakları veya çevreye dair meselelerde işlevsel olamamaktadır (UNDP,2013:7).

Küskü'nün (2007:79) Türkiye'deki şirketlerin çevreyi korumaya yönelik faaliyetleri ve bunların sosyal sorumlulukla ilişkisini araştırmak üzere otomotiv endüstrisinden 8, ilaç endüstrisinden 7 ve tekstil endüstrisinden 7 olmak üzere toplam 22 şirket üzerinde yürüttüğü araştırma sonucuna göre ise şirketler çevreyle ilgili vatandaşlık politikalarında gönüllüden ziyade yasal zorunluluklar sonucu düzenlemelere gitmektedir. Bu araştırmaya göre, şirketlerin yarıdan fazlası çevre

yönetim sistemi ve çevre politikası oluşturup çalışanlarını da şirketin kendine çevre vatandaşı olarak atfettiği sorumlulukları yükleseler de bunu yasal zorunlulukları karşılama kaygısıyla yapmakta ve salt yasalara uygun davranmanın gönüllü başka düzenlemelere gitmeden çevreyi korumada yeterli olacağını düşünmektedirler (Küskü, 2007:83). Nihayetinde çevreyi korumak bu şirketler için sosyal bir sorumluluk olmayıp yasal bir zorunluluktur ve çevre için iyi vatandaş olma yolunda daha çok yasal zorunluluklara ihtiyaç duymaktadırlar (Küskü, 2007:83). Sonuçta şirketlerin çevreyle ilgili faaliyetlerinde yasal yükümlülükler, sektördeki ortak uygulamalar ve dış piyasaların baskısı müşteri ya da kamu beklentisine kıyasla daha etkin rol oynamaktadır (Küskü, 2007:84). Küskü ve Zarkada-Frasert (2004:68) ayrıca Türkiye ve Avustralya'daki şirketlerin kurumsal vatandaşlık davranışlarını inceledikleri araştırma sonucunda ise kurumsal vatandaşlık faaliyetleri yürüten şirketlerin müşteri sadakati ve örgütsel bağlılığı bekledikleri yönündeki bulguları desteklediğini ortaya koymuştur. Buna göre kurumsal vatandaşlık performansı yüksek şirketler bu çevreyle ilgili KSS faaliyetleri karşılığında müşteri sadakati ve örgütsel bağlılıktan faydalanmaktadır. Diğer yandan araştırmacılar (Küskü ve Zarkada-Frasert, 2004:68, 69) Türk şirketlerinin yerel halka katkı sağlayacak sosyal sorumluluk faaliyetlerini Avustralya'daki şirketlere görece daha sık gönüllü olarak yürüttükleri ve Türkiye'de kanunlar tarafından belirlenmeyen görevleri üstlenme olasılığının daha yüksek olduğu sonucuna varmışlardır.

Yukarıdaki açıklamalardan da görüldüğü gibi Türkiye'de işletmelerin topluma yönelik faaliyetleri üzerinde yapılan çalışmalar kurumsal sosyal sorumluluk yaklaşımı üzerine yoğunlaşmıştır. Bununla birlikte işletmeler kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerinde insan hakları, çalışan hakları gibi şirketlerin kurumsal vatandaşlığı çerçevesinde belirlenen haklara tam olarak eğilmemiş, fakat kamunun şirketlerden kadın ve çocuk hakları dâhil devletin sağlaması gereken haklarla ilgili talebi söz konusu olmuştur. Ayrıca şirketler KSS uygulamalarında yaygın olarak STK'lar ile işbirliğine gitmiş, şirketlerinin itibarına artırarak meşruiyet sağlamaya çalışmıştır. Türkiye'de özelleştirmenin son 30 yılda ağırlık kazanmasıyla piyasadaki etkinliği artan şirketler bu ekseninde eğitim, sağlık gibi toplumsal sorunlarla yüz yüze kalmış ve ülkenin kalkınmasında en önemli etken olarak eğitimi görerek KSS faaliyetlerini bu alanda yoğunlaştırmıştır. Kurumsal sosyal sorumluluğun geleneklere ve hayırseverliğe dayandığı Türkiye'de iş adamlarının devletin sağlaması gereken

hizmetleri, ardı ardına gelen yönetim krizleri, askeri rejimler, ekonomik krizler ve başarısız koalisyon hükümetlerinin izlediği uzun bir süreçte nasıl yüklenmeye başladığı incelenmesi gereken bir konudur. Başka bir ifade ile Türkiye’de iş adamlarının siyasi sosyal sorumlulukları zaman içinde nasıl ortaya çıkmıştır? İşadamlarının topluma katkısı sahip oldukları güçle orantılı olması (Davis:1968), siyasi koşullar ve toplumun beklentisi, devletle ilişkiler ve devletin piyasaya müdahalesini mümkün olduğunca indirgeme çabası şirketlerin siyasi sorumluluğunu şekillendiren (Detomasi:2008) ve farklı çevrelerde değişen etmenlerdir. Türkiye’de şirketlerin siyasi sosyal sorumluluğunun ortaya çıkışını incelemek Türk şirketlerinin devlet, toplum ve piyasalar içindeki değişen konumunu ve bu çevrelerle karşılıklı etkileşimini aydınlatmada önemli bir işlev görecektir.

4. BÖLÜM: ARAŞTIRMA YÖNTEMİ VE ANALİZİ

4.1. Araştırmanın Amacı Ve Kapsamı

Bir önceki bölümde kurumsal sosyal sorumluluğun gelişimi ve ilgili kuramlar ile zaman içinde siyasi boyutunun nasıl ortaya çıktığı ve hangi kuramların bunda etkin olduğu açıklanmış ve hem ulusal hem de uluslararası çevrede konuyla ilgili yapılan araştırma ve meydana gelen gelişmelere dair bir yazın taraması sunulmuştur. Bu bölüm de ise tezin keşifsel nitel bir araştırmayı içeren yöntemi açıklanacaktır. Öncelikle araştırmanın amacı ve kapsamı çerçevesinde araştırma problemi genel olarak ele alınacak ve sonrasında sırasıyla metodoloji, veri toplama ve analiz bölümlerine yer verilecektir.

Bu araştırma Türkiye'deki iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine neden olan etmenleri ortaya çıkarmayı amaçlamaktadır. Bunun için ilgili temaların belirlenip düzenlenmesi için konuşmalar, metinler içinde buldukları çevreye dair bütünlük bir fikir sağlayan tematik analiz (Braun ve Clarke, 2006) yöntemiyle incelenmiştir.

Araştırma problemine genel olarak değinecek olursak küresel piyasalardaki değişikliklerle birlikte Türkiye'deki şirketlerin üstlendikleri rollerde de paralel değişimlerin olduğu görülmektedir. Şirketlerin siyasi sosyal sorumluluklarının tarihi 1960'lara kadar uzanmakta olup (Davis, 1968), küreselleşmeyle devletlerin piyasa üzerindeki kontrolünü giderek kaybettiği bir ortamda şirketler ve Sivil Toplum Kuruluşları (STK) siyasi birer aktör gibi hareket ederek kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerini yoğun olarak insan hakları ve eğitim, sağlık gibi kamu sahalarına kaydırmaya başlamıştır (Scherer ve Palazzo, 2011). Keza Türkiye'de de birçok şirket STK'lar ile işbirliğine giderek kamu sağlığı ve çocukların eğitimi için çeşitli çalışmalar gerçekleştirmiştir (Ekin, 2012; UNDP, 2013). Ayrıca şirketlerin kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetleri içinde buldukları çevreye bağlı olarak değişmekte

böylece farklı çevrelerdeki şirketler farklı KSS uygulamaları gerçekleştirmektedirler (Detomasi, 2008; McWilliams ve Siegel, 2001). Bu bağlamda devletin ekonomiye müdahalesinin etkin olduğu 1960'lardan ve 1970'lere uzanan dönemin ardından 1980'lerde Pazar ekonomisine geçişle özel sektör olgunlaşmaya başlamış; fakat bu süreçte ardı ardına gelen askeri darbeler, başarısız koalisyon hükümetleri ve ekonomik krizlerle Türkiye'de ekonomik ve siyasi istikrar uzun süre sağlanamamıştır (Öniş, 2004; Öniş ve Bakır, 2007). Piyasaları düzenleyici işlevsel bir altyapı ise ancak 2001 krizinin ardından inşa edilebilmiş ve Türkiye'de ekonomik ve siyasi istikrar sağlanabilmiştir (EU Commission, 2004).

Bu süreçte toplumun şirketten kadın ve çocuk hakları, aile içi şiddet gibi konularda destek için siyasi olarak beklentileri ortaya çıkarken (Capital, 2005, 2007, 2010, 2012) hükümetlerin bu sorunları ele almakta istekli ve güçlü olduğu dönemde uygulanan KSS faaliyetleri kısıtlı kalmaktadır (Scherer ve Palazzo, 2011). Capital dergisinin Yönetim yazınındaki KSS ile ilgili kavramlarsa şirketlerin yürüttüğü uygulamaları açıklamada yetersiz kaldığı için durum yeni bir kavramsal boyuta taşınmış ve böylece yavaş yavaş şirketlerin siyasi sosyal sorumlulukları üzerine yapılan araştırmalar boy göstermiştir. Şirketler sivil toplum örgütleriyle ortak faaliyetler yürüterek vatandaşlık haklarının idaresinde aldıkları rolle hükümet benzeri bir vatandaşlık statüsü paylaşmakta (Moon ve diğerleri, 2005), lobi faaliyetleri ve siyasi partilere mali destek sağlayarak siyasi sürece eklenmektedir (Matten ve diğerleri, 2003). Şirketler henüz açık açık siyasi bir sosyal sorumluluk üstlendiklerini kabul etmeseler de devletvari bir rolle topluma katkı sağlamalarına etki eden etmenlerin ve bunların ne anlama geldiğini anlamak önemlidir (Matten ve Crane, 2005). Böylece şirketlerin toplum içindeki değişen rolü daha iyi anlaşılacak ve Türkiye ortamında şirketlerin siyasi sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmesine etki eden etmenler ortaya çıkarılarak değişen çevreye göre şekil alan siyasi sosyal sorumluluk faaliyetleriyle ilgili yazına bu çerçeveden katkı yapılmaya çalışacaktır.

Nihayetinde bu araştırmanın amacı Türkiye'de Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk girişimlerinin ortaya çıkma nedenlerini incelemektir. Yukarıda yapılan açıklamalar ışığında ve kurumsal çerçevede Türkiye'de şirketlerin kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerine etki eden etmenler nelerdir? İşte bu etmenleri belirlemek üzere araştırma kapsamını 2013 yılına değin Türk İşadamları hakkında

yayınlanmış iş adamlarının iş dünyasındaki tecrübelerini aktaran anı kitapları oluşturmaktadır.

4.2. Araştırmanın Yöntemi

Nitel araştırma, üzerinde çalışılan konuyla ilgili kararların alınıp eylemlerin gerçekleştiği toplumsal ve kültürel çevreyi (context) anlamaya yardımcı olur (Myers, 2013:5). Nicel araştırmalar ise sayısal verilere odaklanır ve laboratuvar deneyleri, matematiksel modeller, istatistik gibi yöntemlerden yararlanarak (Myers,2013:6) değişkenler arasında statiksel bağlar kurmaya ve örnekleme üzerinden elde ettiği sonuçları ana kütle için genellemeye çalışır (Bradley, Curry ve Dewers, 2007:1759). Büyük örneklerle yapılacak ve geniş bir kitleye genellenecek çalışmalar için nicel araştırma yöntemi uygunken, bu yöntem çevresel koşullara gereken dikkati vererek derinlemesine inceleme yapmaya imkân tanımamaktadır (Myers, 2013:8,9). Ancak hem nitel araştırma hem de nicel araştırma yaklaşımları ticari örgütlerle ilgili araştırmalar için önemli ve gerekli olduğundan (Myers, 2013:8) hangi yöntemin daha bilimsel bir model ekseninde sonuç vereceği fikrinden yola çıkarak konuyla ilgili araştırma yöntemi seçilemez (Myers, 2013:13). Aksine araştırma yöntemi üzerinde çalışılan konu, araştırma sorusu, araştırmacının ilgi ve deneyimi gibi faktörler göz önünde bulundurularak seçilmelidir (Myers, 2013:13).

Bu araştırmada Türkiye'deki iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerini üstlenmelerine etki eden etmenlerin ortaya çıkarılması için iş adamlarının içinde bulunduğu siyasi, sosyal ve ekonomik çevrenin incelenmesi gerektiğinden ve araştırma daha çok keşifsel (exploratory) bir nitelik taşıdığından yorumsamacı (interpretive approach) bir yaklaşımla nitel araştırma yöntemlerinden tematik araştırma yönteminin uygulanması (Myers, 2013:9) uygun görülmüştür. Yorumsamacı yaklaşımda gerçekliğe dil, bilinçlilik, ortak anlamlar ya da araçlar gibi toplumsal yapılarla ulaşılır ve toplumsal meseleleri anlamak için çevrenin iyi bir şekilde incelenmesi gerekir aksi halde kullanılan veriler doğru değerlendirilemez (Myers, 2013:39-40). Bu araştırmada Türkiye'deki iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine etki eden çevresel koşullar uzun bir vadede geliştiği için Türk iş dünyasındaki etki ve önemlerine göre seçilen iş adamlarının anı kitapları

incelenmektedir. İncelenen konunun yeni olması, yazında yeterli yayının bulunmaması sebebiyle keşifsel araştırmalar için nitel araştırma yöntemi en iyi yöntemdir (Myers, 2013:93). Ancak nitel araştırma yöntemiyle araştırma bulgularının büyük kitlelere genellenmesi hedeflenmez (Myers,2013:9). Fakat şirketlerin siyasi sosyal sorumluluk faaliyetlerinin farklı ortamlarda farklı etkilere maruz kalarak şekillendiği bilindiğinden (Detomasi, 2008), bu araştırma aracılığıyla Türk iş dünyasındaki etmenlere ışık tutulması amaçlanmaktadır.

4.3. Tematik Analiz (Thematic Research) Yöntemi

Tematik analiz veri içindeki temaları belirleyip analiz etme ve bunları raporlamakla kalmayıp verileri olabildiğince dar bir kapsama indirgeyerek düzenlemeye ve zengin bir şekilde açıklamaya yarayan bir araştırma yöntemidir (Braun ve Clarke, 2006:79). Ayrıca Hsieh ve Shanon (2005:278) tarafından sistematik olarak kodlamaların yapılarak tema ve kalıpların belirlendiği süreç yoluyla metin içeriğinin öznel bir şekilde yorumlandığı bir araştırma yöntemi olarak tanımlanan nitel içerik analizi (qualitative content analysis) ile tematik analiz aynı amaçları paylaşır benzer yöntem kullanmaktadırlar. Çünkü nitel içerik analizi de tematik analiz gibi büyük miktarlardaki metnin içerisindeki benzer anlamda yer alan verileri kategorilere ayırmayı hedeflemekte (Hsieh ve Shennon, 2005: 278) ve araştırmacılara sosyal gerçekliği öznel fakat bilimsel bir şekilde anlama imkânı sunmaktadır (Zhang ve Wildemuth, 2009:1). Kaldı ki her iki yöntem de bir teori oluşturmaktan ziyade temaların incelenip bunlardan çıkarım yapılmasına dayanmaktadır (Zhang ve Wildemuth, 2009:1). Tematik analiz deneyimler, anlamlar ya da katılımcıların gerçeklerini rapor eden özcü (essentialist) ya da gerçekçi (realist) bir metot veyahut bunların toplum içindeki söylemlerden etkilenme şeklini inceleyen yapılandırmacı (constructionist) bir metot olabileceği gibi aynı zamanda kişilerin deneyimlerine anlam yükledikleri ve karşılığında daha geniş bir sosyal çevrenin bu anlamları etkilediği çevresel (contextualist) bir analiz yöntemidir (Braun ve Clarke, 2006:81). Esnek ve kullanışlı bir araştırma aracı olarak tematik analiz gerçekliği yansıtırken bir yandan da gerçekliğin yüzündeki perdeyi kaldıracağı için (Braun ve Clarke, 2006:81), Türkiye'deki iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine neden olan etmenlerin ortaya çıkarılmasında etkin olacaktır. Tematik analiz diğer nitel analiz yöntemlerinin de uygulanmasında gerekli başat yetenekleri

sağlamakla birlikte araştırmacıya zengin, detaylı veriler sunmaktadır (Braun ve Clarke, 2006:78). Tematik analizin uygulama safhası aşağıdaki gibidir.

Tablo 4.1. Tematik Analizin Uygulanma Aşamaları (Braun ve Clarke, 2006:87)

Aşama	
1. Verilerin incelenip özümzenmesi	1. Eğer gerekli ise verilerin yazıya geçirilmesi (transcribing data), tekrar tekrar okunup ilk fikrin not edilmesi
2. Başlangıç kodlarının üretilmesi	2. Tüm veri seti üzerindeki verilerin ilginç özelliklerinin sistematik bir şekilde kodlanması, verilerin ilgili kodlarda toplanması
3. Temaların araştırılması	3. Kodların potansiyel temalar içinde sıralanması, potansiyel temalarla ilgili tüm verilerin derlenmesi
4. Temaların gözden geçirilmesi	4. (1. Aşama) Temaların oluşturulan kodları (1. Aşama) ve tüm veri setini (2. Aşama) temsil edip etmediğinin kontrol edilmesi ve (3. Aşama) Analizin bir tematik haritasının oluşturulması
5. Temaların tanımlanması ve isimlendirilmesi	5. Her bir tema ve analizin sunduğu bilgilerin belirgin özelliklerini tespit etmek için analize devam edilmesi ve her bir temanın net bir biçimde tanımlanıp isimlendirilmesi
6. Raporlama	6. Analiz verilerinden inandırıcı, ikna edici bölümlerin seçilmesi; seçilen verilerin araştırma sorusu ve ilgili yazın taramasıyla ilişkilendirilerek son kez analiz edilmesi ve analizin son kez analizin bilimsel şekilde rapor edilmesi

Tematik analiz için kullanılan tüm verilere “corpus” (ana gövde) denmekte olup bu kısımdan analiz için derlenen veriler “veri seti” (data set) olarak adlandırılmaktadır (Braun ve Clarke, 2006:79). Bu bağlamda Tematik analiz yüz yüze görüşmeler, odak grup görüşmeleri ya da metinlerden elde edilen veri setlerinin incelenmesi suretiyle (Braun ve Clarke, 2006:86), bunlardan sistematik bir şekilde

kodların oluşturulması, yapılan kodlamaların incelenip farklı kodların kapsayıcı bir tema (theme) oluşturmak için düzenlenmesi, oluşturulan temaların veri seti ve kodlamalarla ilintili olup olmadığının incelenmesi ve ardından temaların net ve belirli bir şekilde adlandırılarak nihayetinde bilimsel bir raporun sunulması sürecini kapsar (Braun ve Clarke, 2006: 87).

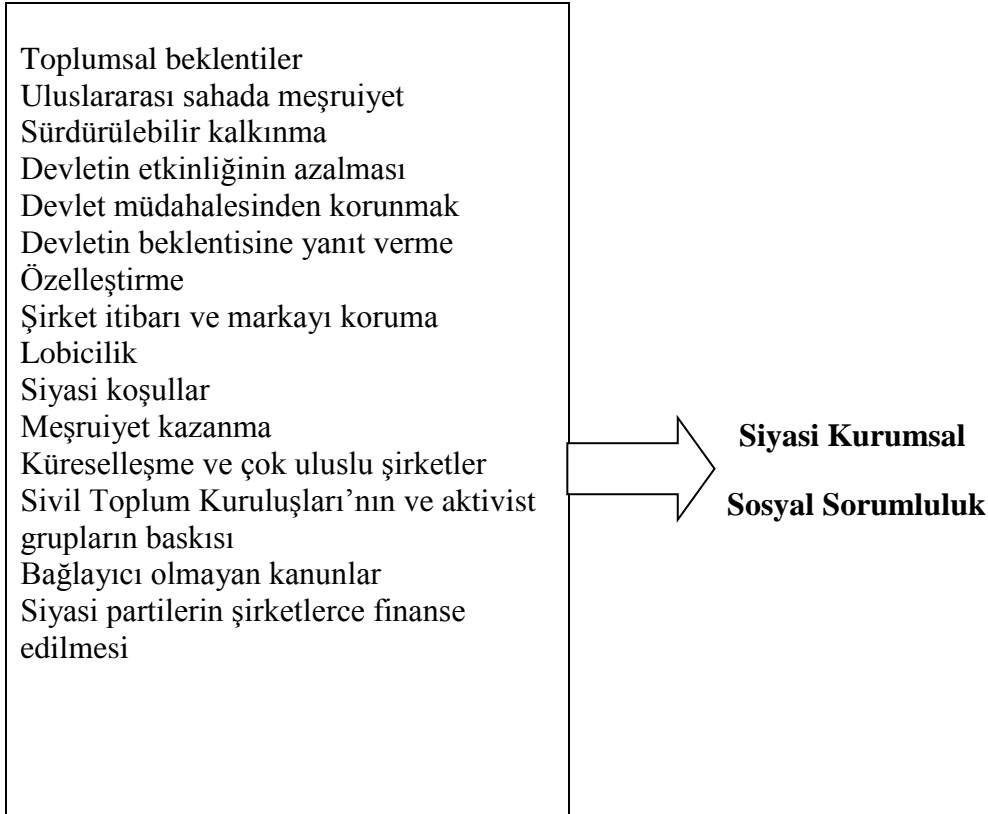
Bir tema (theme) araştırma sorusuna ilişkin verilere dair önemli bir içerik sağlar fakat veri setinin bir tema sağlaması için temaya dair verilerin ne sıklıkla kullanıldığı bir nitel araştırma yöntemi olarak tematik analiz için her zaman bağlayıcı değildir (Braun ve Clarke, 2006:82). %50 ve üzeri kullanım oranı olan bir veri kalemi çoğunlukla tema olarak sınıflandırılabilir fakat bir temaya belirli veri kalemleri içinde ağırlıklı olarak yer verilirken diğer veri kalemleri içinde önemsenmeyebilir (Braun ve Clarke, 2006:82). İşte bu noktada araştırmacının yargısı devreye girmekte ve temaları belirlerken sert kurallara bağlı kalmaktansa esnek davranmak gerekmektedir (Braun ve Clarke, 2006:82). Dahası bir temanın önemi sayısal olarak bir metinde ne kadar yer aldığıyla değil araştırma sorusuna ilişkin atfettiği önemle ilgilidir ve belirlenen temalar veri seti boyunca en yaygın karşılaşılan temalar olmayabilir (Braun ve Clarke, 2006:82).

Tematik analiz verilerin var olan bir teoriye oturtulmasının gözetilmediği ve bu yönüyle grounded theory ile benzerlik gösteren tüme varım (inductive) yönteminin ya da verilerin geniş bir şekilde tanımlanmasından ziyade çeşitli yönlerinin analizine odaklanan teorik yöntemin kullanılması olmak üzere iki şekilde yürütülebilir (Braun ve Clarke, 2006:83). Bu araştırma ise araştırma sorusu kodlama sürecinden önce hâlihazırda belirgin olarak sunulduğu için teorik tematik analiz çerçevesinde yürütülecektir. Ayrıca tematik analizdeki temalar açık (semantic/explicit) ve gizli (latent/implicit) olarak ikiye ayrılmakta olup açık bir yaklaşımda metinde geçen verilerin ifade ettiği anlamlar doğrultusunda temalar oluşturulurken, gizli bir yaklaşımda bu ifadelerin arkasında yatan anlamlar yorumlanır (Braun ve Clarke, 2006:84). Gizli tematik analiz, yorumsamacı bir yaklaşım ile yürütüldüğünden ve eldeki verilerin ortaya çıkmasında etkili olan etmenleri bulmaya olanak sağlayacağından bu yöntem araştırma sorusunun niteliğine uygundur. Türkiye'deki iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine etki eden etmenler çevresel koşullardan etkilendiği için uygulanacak tematik analiz aynı zamanda bireylerin

içinde yer aldığı sosyo-kültürel çevre ve yapısal koşulları inceleyen yapılandırmacı tematik analiz kapsamına dâhil olmaktadır.

4.4. Araştırmanın Modeli

Siyasi kurumsal sosyal sorumluluğa etki eden etmenler:



P1: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde toplumun beklentilerine yanıt verme çabası etkili olmuştur.

P2: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde uluslararası sahada meşruiyet kaygısı etkili olmuştur.

P3: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde sürdürülebilir kalkınma sağlamak etkili olmuştur.

P4: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde devletin ekonomik ve siyasi etkinliğinin azalması etkili olmuştur.

P5: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde devlet müdahalesinden korunmak etkili olmuştur.

P6: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde devletin beklentilerine yanıt vermek etkili olmuştur.

P7: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde liberal ekonomi ve özelleştirme politikası etkili olmuştur.

P8: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde şirket itibarını artırma ve markayı koruma etkili olmuştur.

P9: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde lobi faaliyetleri ile ticari çıkarlarını korumak etkili olmuştur.

P10: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde siyasi koşullar etkili olmuştur.

P11: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde meşruiyet kaygısı etkili olmuştur.

P12: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde küreselleşmeyle birlikte çok uluslu şirketlerin piyasalarda yaptığı düzenlemeler etkili olmuştur.

P13: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde Sivil Toplum Kuruluşlarının ve aktivist grupların baskısı etkili olmuştur.

P14: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde bağlayıcı olmayan kanunlar (soft law) etkili olmuştur.

P15: Şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmelerinde siyasi partilerin şirketler tarafından finansal olarak desteklenmesi etkili olmuştur.

4.5. Örneklem

Tematik analiz nitel içerik analiziyle hemen hemen aynı yöntemleri kullanmakta olup araştırma sorusuna ilişkin yanıtları sağlayabilecek amaçlı bir örnekleme yapmayı gerektirmektedir 8 araştırma sorusuna ilişkin yanıtları sağlayabilecek amaçlı bir örnekleme yapmayı gerektirmektedir (Zhang ve Wildemuth, 2009:2). Bu nedenle bu araştırma da nicel araştırmalar da kullanılan tesadüfi örneklem yerine (Zhang ve Wildemuth, 2009:2), amaçlı örnekleme gidilmiş ve Türkiye’de faaliyet gösteren bu çalışmanın ana kütesini teşkil etmiştir. Araştırma örneklemini oluşturan önde gelen iş adamlarının iş dünyasındaki tecrübelerine yer verdikleri anı kitapları incelenmiştir. Bu amaçla 14 adet anı kitabı inceleme kapsamına alınmıştır.

Bu kitaplar sırasıyla Benden Sonra Devam (Akın Öngör, 2010); Anılarımla Patronum Vehbi Koç (Can Kıraç, 1995); İzlenimler Umutlar (Nejat Eczacıbaşı,1994); Kuşaktan Kuşağa (Nejat Eczacıbaşı, 1982); Zirvedeki Şahin (Kemal Şahin, 2000); Babam Nuh Ağa ve Ben: Hayatım, Anılarım (Muharrem Eskiyan, 2009); Bıraktığım Yerden Hayatım (Sakıp Sabancı, 2004); Gönül Galerimden (Sakıp Sabancı, 1988); Daha fazla İş, Daha Fazla Aş (Sakıp Sabancı, 1993); Doğu Anadolu Raporu (Sakıp Sabancı, 1996); Deneyimlerim II (Üzeyir Garih, 1991); Deneyimlerim III (Üzeyir Garih, 1994); Deneyimlerim IV (Üzeyir Garih, 1995); Deneyimlerim IV(Üzeyir Garih, 2001); Hatıralarım Görüşlerim Öğütlerim (Vehbi Koç, 1984) şeklindedir. Araştırma kapsamına alınan iş adamlarının çoğunun ticari hayata atılmaları Cumhuriyetin kuruluş yıllarına kadar uzanmaktadır. İşadamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerinde etki eden etmenler içinde buldukları siyasi ve ekonomik çevreye göre şekillendiği için Türk siyasi ve ekonomi tarihine uzun soluklu bir bakış açısı getirmemizi sağlamaları, askeri darbelerden ekonomik krizlere koalisyon hükümetlerinden piyasa ekonomisine geçiş ve batıyla ekonomik, siyasi ilişkilerimizin yakın tarihine dek geniş bir çevreyi yansıtmaları sebebiyle yukarıda adı geçen iş adamları araştırma kapsamına dâhil edilmiştir. Cumhuriyetin kuruluşundan 1980’li yıllara kadar uzanan bir dönemde Türkiye devletinin iktisadi faaliyetlerin organizasyonu ve sanayileşmede doğrudan müdahalesinin olduğu bir yapıdan sosyo-ekonomik alandaki ve endüstriyel alandaki

gelişmelerin etkisiyle daha çok büyük çaplı aile şirketlerince idare edilen bir ekonomik işleyişe sahip olmuştur (Yamak, 2006:206). Bu nedenle bu araştırmanın örnekleme Türkiye'nin büyük aile işletmelerinin ve profesyonel yöneticilerine yer verilmiştir.

4.5.1. Araştırmada seçilmiş Türk İşadamlarına Genel Bir Bakış

Adı-Soyadı	Doğum Tarihi	Memleketi	Şirketteki Statü	Şirket Adı	Şirket Kuruluşu	Şirket Türü	Endüstri/Sektörler	Vakıflar/Demerkler
Akın Öngör	1945	Ankara	Profesyonel yönetici	Garanti bankası	1946	Doğuş Holding bünyesinde A.Ş.	Bankacılık	
Muharrem Eskiyaşan	1935	Ankara	Şirket Sahibi	Nuh Şirketler Grubu	1951	Holding	İnşaat/Gıda/Enerji/ Taşmacılık	Nuh Çimento Eğitim ve Sağlık Vakfı
Sakıp Sabancı	1933	Kayseri	Şirket Sahibi	Sabancı Holding	1966	Holding	Bankacılık/Enerji/İnşaat/ Perakendecilik/Sigorta/ Sanayi/Tütün ve Tütün Mamulleri	Sabancı Vakfı, Sabancı Müzesi, Sabancı Üniversitesi
Nejat Eczacıbaşı	1913	İzmir	Şirket Sahibi	Eczacıbaşı Topluluğu	1942	Holding	Yapı Ürünleri/Sağlık/Tüketim ürünleri/ Finans/ Bilgi Teknolojileri/ Kaynak Teknolojileri	Türk Eğitim Vakfı, İstanbul Kültür ve Sanat Vakfı, Dr. Nejat F. Eczacıbaşı Vakfı
Üzeyir Garih	1929	İstanbul	Şirket Sahibi	Alarko Şirketler Grubu	1954	Holding	İnşaat/Enerji/İklimlendirme/ Turizm/Gayrimenkul	Alarko Eğitim-Kültür Vakfı, Alarko İstikbal Klubü
Vehbi Koç	1901	Ankara	Şirket Sahibi	Koç Holding	1926	Holding	Enerji/Otomotiv/ Dayanıklı Tüketim/ Finans/Otomotiv	Vehbi Koç Vakfı, Koç Üniversitesi
Kemal Şahin	1955	Konya	Şirket Sahibi	Şahinler Holding	1982	Holding	Tekstil/Turizm/Enerji/İnşaat/ Gıda	Türk Dış Ticaret Vakfı, Tema

4.5.2. Veri Analizi

Analiz aşamasında tematik analiz aracılığıyla anı kitaplarından derlenen veri setlerinden öncelikle iş adamlarının hatıratlarında yaygın olarak yer verdikleri kategorilere ve sonrasında oluşturulan kategorilerden yola çıkarak araştırma sorusuna yanıt bulabileceğimiz anahtar temalara ulaşılmış ve son olarak derlenen temalar araştırma sorusu ve ilgili kuramlarla ilişkilendirilerek bir sonuca bağlanmıştır. İşadamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerinde etki eden etmenlere işaret eden bu temaların tespit edilmesi için Braun ve Clarke (2006) tarafından tavsiye edilen ve nitel bir araştırma yöntemi olan tematik analiz

kullanılmıştır. Temaların var olan yazındaki yerini ve önemini belirtmek için elverişli bir yöntemdir. Bir yandan araştırmaya konu olan siyasi kurumsal sosyal sorumluluk kuramıyla ilgili var olan yazın hakkında derinlemesine bir incelemeye imkân tanıyan bu araştırmada her ne kadar yazında yer alan varsayımların etkisinde kalınsa da görüşmeler (interviews), dergi, gazeteler, demeçler ya da kitaplarda yer alan metinlere başvurularak yapılan araştırma boyutu bu araştırma yönteminin güçlü yönünü temsil etmektedir.

5. BÖLÜM: SONUÇ

5.1. Bulgular

Araştırma kapsamında incelenen iş adamlarının anı kitaplarında yer alan bulgulara göre Türk İşadamları 1960'lardan günümüze kadar gelen süreçte eğitim, sağlık, spor, çevre, aile planlaması, okul, cami, hastane inşa etme, hayır kuruluşları kurma ve gerek uluslararası ticari vakıflar gerek bireysel girişimlerle devletin uluslararası ilişkilerinde rol alma gibi doğrudan iş adamından beklenmeyen sosyal sorumluluk faaliyetleri yürütmüşlerdir. İşadamlarının rol aldıkları sorumluluk faaliyetleri ülkenin değişen siyasi ve ekonomik koşullarıyla doğrudan ilişki içinde olmuş (Detomasi,2008), desteklenen alanlar hükümet politikalarıyla paralel bir çizgi izlemiştir. Araştırma bulguları sonucunda 7 adet ana temaya ve bunlarla ilintili kategorilere ulaşılmıştır. Temalar şu alanlarda kümelenmiştir:

1. Yerel Toplum ve uluslararası çevrenin beklentisi
2. Sürdürülebilir kalkınma
3. Devletin zayıf olması
4. Devletin baskısı
5. Rekabet gücünü artırma
6. Ticari çıkarını koruma: Lobi
7. Dini inançlar

Bu temalar iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerinde hangi etmenlerin etkin olduğunu ortaya koymaktadır. Temalar aşağıda detaylı bir şekilde incelenecektir.

Tablo 5.1. Temalar

Temalar	1. Kategori	2. Kategori	3. Kategori
Yerel Toplum ve Uluslararası çevrenin beklentileri (Çevre)	Toplum nezdinde meşruiyet	Kurum kültürü	Çalışan koşullarının iyileştirilmesi / Çevreye duyarlılık
		Toplumun iş adamından beklentisi	Eğitim / Doğayı koruma / Sanat / Spora destek / Şirketlerin kalkınmaya desteği / STK'lar ile işbirliği
	Devlet nezdinde meşruiyet	Bürokratların beklentileri	Eğitim / Sanat / Kalkınma / Sağlık / Toplumsal gelişim
	Uluslararası piyasalarda meşruiyet	Yabancı devlet adamları- İşadamı etkileşimi	İşadamlarının yabancı piyasalardaki bilinirliği / Dış ticaret ilişkileri
Sürdürülebilir kalkınma (Çevre)	Sürdürülebilir ekonomi	Özel teşebbüsün tecrübesi	Devlete destek / İşadamı-devlet işbirliği
	Sürdürülebilir toplum	Nitelikli İnsan kaynakları	Vakıf üniversiteleri / Meslek okulları inşası / Öğrencilere destek;
	İşletmenin sürekliliği	Kar etme	İstikrarlı ekonomi / Yabancı Sermaye
Devletin zayıf olması (Çevre)	Devletin yetersiz olması	Başarısız kamu politikaları / İktisadi krizler	Devlete destek / İşadamı-devlet işbirliği / Enerji
	Siyasi istikrarsızlık	Zayıf koalisyon hükümetleri	Devlete destek / İşadamı-devlet işbirliği
Devlet baskısı(Çevre)	Otokrat yönetimler	Askeri darbe / Demokrasiye ara verilmesi	Eğitime destek / Sosyal faaliyetlerde devletle uyum kaygısı
	Devletin piyasadaki etkin rolü	Piyasa ekonomisinin tam gelişmemesi	Devletin iş adamları üzerindeki etkisi
Ticari çıkarımı koruma-Lobicilik (Örgütsel)	İşadamı-3. Sektör (Vakıf/Dernek) ilişkisi	Ticarette ilgili yasal düzenlemelere etki etme, Ekonomi ve siyaset politikasına etki	Ticari dernekler / Vakıflar / İşadamı-siyaset ilişkisi
Rekabet gücünü artırma (Örgütsel)	Rekabet	Pazar ekonomisine geçiş	Uluslararası piyasalara girme / Uluslararası kuruluşlar, Kurumsal reformlar
Dini İnanç (Kişisel)	Hükümet-din ilişkisi	Siyasilerin nezdinde meşruiyet	Cami yaptırma / Dini eğitime destek verme
	İslam İnancı	Sosyal adalet, gelenekler	Sadaka / zekât / Ahret inancı /Toplumsal öğretiler

1. Yerel toplum ve uluslararası çevrenin beklentileri (Çevre)

1.a. Yerel toplumun beklentilerine cevap verme

İşadamları başarıdan ziyade ticari faaliyetlerinin topluma yaptığı katkılara dikkat çekmeye ve varlıklarını nasıl vatan yararına kullandıklarını vurgulamaya böylece toplum nezdinde meşruiyet kazanmaya çalışmaktadırlar (Buğra, 1994: 16). Araştırmada anıları incelenen iş adamlarının meşruiyet kazanmak için yürüttükleri faaliyetleri arasında toplumun çeşitli alanlarında yaptıkları sosyal yardım, eğitim ve sağlık gibi kamu hizmetlerinin geliştirilmesi, kültür-sanat faaliyetleri, çevre bilinci kazandırma ve doğayı korumaya yönelik vakıflar kurup destekleme yer almaktadır. İşadamları anılarında sık sık çevre ve topluma yönelik katkılarına vurgu yapıp bu faaliyetleriyle şirketlerin topluma karşı da sorumluluklarını ve toplumun bu yöndeki beklentilerini yerine getirdiklerini belirtmektedirler. (P₁ önermesi doğrudur). Örneğin,

“Bunlardan bir tanesi doğayı koruma bilincinin geliştirilmesine destek olmak, bu konuya sahip çıkmaktı. Hiçbir eğitim ve öğretim programı içinde olmadığından, yeni kuşakların doğa koruma bilinci gelişmiyordu. Ülkemizde bu alanda büyük eksiklik vardı.”(Öngör, 2010:90)

“Eczacıbaşı Topluluğu, bir endüstri kuruluşu olarak ekonomik gelişmemizde yüklendiği görevler yanında, ülkemizin çeşitli sorunlarına eğilmeyi de her zaman amaç edinmiştir. Bu sosyal sorunların başında, hiç kuşkusuz, eğitim ve sağlık gelir.” (Eczacıbaşı, 1982:171).

Öte yandan toplum zaman zaman devletin karşılaması gereken hizmetleri şirketlerden doğrudan talep edebilmekte, başka bir ifadeyle vatandaşların şirketlerden siyasi beklentisi meydana gelmektedir (Matten ve Crane,2003). Türkiye’deki iş adamları da meşruiyetlerini korumak için vatandaşların bu türden birçok beklentisine yanıt vermiştir. Örneğin,

“Söz gelişi, Kenter Tiyatrosu'na destek için Nejat Eczacıbaşı'na çok başvurmuşumdur. Başvuruların hiçbirinden boş da dönmedim. Devletin tiyatroya yardımı içense, her değişen dönemde dosyayı alıp Ankara'ya gittim. Başka sorunlar

daha ağır bastığından hep ertelendi. Tiyatroya yardım, 1980'ler başlarında Kültür Bakanı Cihat Baban döneminde gerçekleşti..." (Eczacıbaşı,1994:464).

"İşadamları genellikle sanattan fazla sporu destekliyorlar. Bundan dolayı bir kıskançlık duyduğumu söyleyebilirim. Örneğin, bir Eczacıbaşı'nın, bir Efes Pilsen'in spor kulüpleri var. İsterim ki, Eczacıbaşı Tiyatrosu da bulunabilsin. Sanata özel katkılarda bir dengesizlik gözleniyor." (Eczacıbaşı, 1994:465).

"Oradan müracaat ettiler, dediler, Ne olur, bize de bir ilkokul yaptırın. Peki dedik, Nuh Çimento olarak Hereke'nin üst tarafında Çerkeşli kaza mı köy mü bilmiyorum. Oraya da bir ilkokul yaptık." (Eskiyapan, 2009: 151)

"Bir iş adamı olarak, Sakıp Sabancı olarak, "Doğu sorununa kökten çözüm getirecek "öneriler geliştirmem benden beklenmiyor. Benden beklenen, mevcut şartlarda, Doğu'da özel sektör ağırlıklı ekonomik ve sosyal atılımı başlatıp yürütecek bir teşkilatlanma modeli geliştirmem." (Sabancı,1996:15)

1.b.Uluslararası beklentilere yanıt verme (Çevre)

1980'lerde başlayan neoliberal politikayla birlikte Türk ekonomisi dışarıya açılmış ve devletin ekonomideki rolü azaltılmaya çalışılmış, IMF, WB ve OECD gibi çok taraflı aktörlerin de bunda katkısı olmuştur (Öniş ve Bakır, 2007:149). Böylece askeri darbe sonrası değişen siyasi ve ekonomik atmosferle birlikte iş adamlarının da uluslararası arenada ve hükümet nezdinde meşruiyet aradıkları ve siyasi birer aktör gibi hareket ettiği sonucuna varabiliriz. Bu bağlamda iş adamları anılarında aşağıdaki alıntılara yer vermiştir (P₂ önermesi doğrudur);

"Fransa'daki bakan ziyaretlerinde 1980'den bu yana süregelen Fransız hükümetinin direnişini dolaylı yoldan kırmış olduk. Fransız bakanların Türk hükümetinin üst düzey yetkilileriyle bir araya gelmelerini sağladım." (Sabancı 2004:398).

"İstanbul'a konferans vermek için gelen eski Fransız Başbakan'ı Raymond Barre'la tanıştım. Bir uçak kiralayarak İzmir'e gitmeyi, Efesi ve meryemana evini gezdirmeyi teklif ettim. İstanbul Üniversitesi rektörü rahmetli Cemi Demiroğlu

Bey'2le birlikte yola çıktık. Yol boyunca uçaktaki konuşmalarımız esnasında ben, daha önce ortak Pazar genel sekreterliğini yapmış, Emile Noel'den ve gene bu alanda tanınmış Gaston Thorne'den istifade edip edemeyeceğimizi sordum. Fevkalade ilgilendi, kendileriyle konuşabileceğimizi söyledi. Ani bir kararla İzmir'e uğramadan Ankara'ya uçmayı ve durumu Turgut Özal'a birlikte açmayı önerdim. Kabul etti. Özal'la konuştuk. Özal da konuya çok önem verdiğini söyledi. Emile Noel gibi, Gaston Thorne gibi Avrupa'da tanınan birinin Türkiye adına temasları yürütmesinin yararını anlatabilmiştim.” (Sabancı, 2004:413)

“1987 veya 1988 yılıydı. ABD eski başkanlarından Jimmy Carter beni telefonla aradı. Başbakanınız Turgut Özal Atina'ya gidecek. Türk-Yunan dostluğunu geliştirmek için iki komşu ülke politikacıları yanında sivillerin de bir şeyler yaparak yardımcı olmaları gerekir dedi. “Özel kalem müdürümü sana gönderiyorum, kendisi Yunan asıllıdır. Yunanistan'ın en önemli armatörlerinden Livanos ile Sabancı arasında nasıl bir köprü kurulabilir dedi. konuyu onunla konuşun diye ekledi...”(Sabancı, 2004:412)

“AMERİKA Dışişleri Bakanı George Shultz, Ankara'da yapacağı temaslardan önce İstanbul'a uğramıştı. TÜSİAD, bu fırsattan istifade ederek 23 Mart 1986 Pazar günü Abdullah Efendi Lokantası'nda bir yemek tertipledi. Birçok iş adamı gibi ben de davetliydim. Amerika Dışişleri Bakanı hazır aramızdayken bir konuşma yaparak, Türk - Amerikan ticaretinde aleyhimize olan hususlara temas edeyim istedim.” (Koç,1984:111)

İşadamlarının sosyal sorumluluk faaliyetlerinde hükümetlerin siyasi politikalarından etkilenerek hareket ettikleri ve böylece bir anlamda devletle ilişkilerini koruyup uluslararası yardımda buldukları da anılarında yer alan açıklamalardan anlaşılmaktadır. Örneğin;

“1974 Temmuz'unda Bülent Ecevit'in ilk başbakanlığı döneminde gerçekleştirilen Kıbrıs harekâtı, bütün ülkeyi heyecana boğarken ortaya önemli insancıl sorunları da çıkarmıştı. On binlerce insan yerlerini yurtlarını bırakıp göçmek zorunda kalmıştı. Onlara yiyecek ve giyecek göndermek, başta ilaç ve sağlık malzemesi olmak üzere çeşitli gereksinimlerini karşılamak gerekiyordu. Eczacıbaşı

Topluluğu da bu insanlık görevini seve seve gerçekleştirdi. Yardımlar, Türkiye Kızılay Derneği aracılığıyla adaya ulaştırıldı” (Eczacıbaşı, 1982:172).

2. Sürdürülebilir kalkınma yoluyla işletme faaliyetlerinin devamlılığını sağlama (Çevre)

Sürdürülebilir kalkınma sadece finansal göstergeleri değerlendiren bir kalkınma anlayışından öte geçmiş ve böylece çevresel, ekonomik ve toplumsal faktörleri benimseyen bir kavram olarak tanımlanmıştır (Boele ve diğerleri, 2001). Bulgulara göre iş adamları kendi işletmelerinin uzun vadede faaliyet gösterebilmesi, başka bir ifadeyle sürdürülebilir ekonomik gelişme sağlaması için içinde yer aldıkları toplumun sorunlarına eğilme gereği duymuşlardır. Türk iş adamlarının bu konudaki görüşleri aşağıdaki örneklerdeki gibi dile getirmiştir (P₃ önermesi doğrudur);

“Yarının kuşaklarına sağlıklı bir ortam bırakabilmek amacıyla, çevre sağlığını isteyen insanların tüm toplumlarda politik baskılarını gittikçe açık biçimde duyurmaları gerekecek. Politikacı gereken yasaları çıkaracak; sanayici ise bunlara özverisini de katarak, yeni teknolojileri geliştirecek” (Eczacıbaşı, 1994:225).

“Sağlıksız bir ortamda, bir kurumun sağlıklı kalması beklenemeyeceğine göre, çevresi konusunda göstereceği sağduyu, sanayiciyi toplumun sosyal sorunlarıyla ilgilenmeye zorlayacaktır ve zorlamalıdır. Ekonomik değerler sosyal değerlere tercih edildiği sürece, toplumların huzura kavuşması mümkün değildir” (Eczacıbaşı, 1982:240).

“Modern piyasa ekonomisi, bir "karşılıklı sorumluluklar" düzenidir. Öyle bir düzen ki, burada bir şeyi yapabilmek ya da isteyebilmek için karşılığında mutlaka bir başka şeyin verilmesi gerekir. İşler böyle bir karşılıklı sorumluluklar ve yükümlülükler dengesi içinde uygulanmazsa, yolun sonu ancak bir başka uçurum olur” (Eczacıbaşı, 1994:164)

“Çocuklarımız, torunlarımız belki ekonomik sıkıntı çekmeyecekler ama dünya yaşanmayacak bir hale gelmişse, doğa tahrip olmuş, su ve hava kirlenmişse bu

paranın pulun da hiçbir kıymeti olmayacaktır. O nedenle ekonomiyle ekolojinin birlikte düşünülmesi gerekir. Bu ertelenecek bir şey değildir” (Şahin, 2000:269).

Ancak Türk iş adamlarının çevre ile ilgili kurduğu kuruluşlar (Tema Vakfı, Tema Vakfı Avrupa) ve toplumun gelişmesine yönelik kaygılarının altında yatan neden işletme faaliyetlerinin sağlıklı bir toplum içinde varlıklarını sürdürebilecekleri düşüncesidir. Yani iş adamlarının siyasi sorumluluk almalarında sürdürülebilir kalkınma arayışı yer almaktadır (Van Marrewijk, 2003). Kaldı ki Globe Scan'ın yürüttüğü araştırmaya göre Türkiye’de şirketler çalışma hakları veya çevreye dair meselelerde işlevsel olamamaktadır (UNDP,2013:7). Buradan yola çıkarak işletmelerin kendi faaliyetlerine etki etmediği sürece siyasi sorumluluk almadığını söyleyebiliriz.

3. Devletin Zayıf Olması (Çevre)

İşadamları anılarında gerek hükümetlerin zayıf oldukları gerekse hükümet politikalarının yetersiz olduğu alanlarda özel girişimcilerin de devlete yardımcı olmaya hazır olduklarını belirtmişlerdir. Özellikle 1980 askeri yönetiminin ekonomi politikalarında etkin olamayışı ve piyasalardaki gerileme ile zayıf koalisyon hükümetlerinin başarısız uygulamalarından duydukları endişeleri dile getiren iş adamları bu dönemlerde devlet yetkilileriyle ikili görüşmeler yapmışlar ve onlara gerek siyasi olarak gerek ekonomi politikalarında tavsiyelerde bulunmuşlardır. Fakat bu süreçte kısa vadeli sermaye akışına bağlı kalan Türk ekonomisi gelişmekte olan ülkelere yapılan Doğrudan Yabancı Yatırım’ları ülkeye çekmekte başarılı olamamıştır (Öniş ve Bakır,2007:151). İşadamları demokrasiye ara verilmesiyle ülke ekonomisinin durgunlaşması ve siyasi istikrarsızlıklardan kaynaklanan kaygılarını ve hükümetle olan ilişkilerini aşağıdaki şekillerde dile getirmiştir (P4 önermesi doğrudur):

“Ülkemiz bugün her zamandan çok birlik ve beraberliğe muhtaçtır. Bu arada özel girişim ülkenin muhtaç olduğu ekonomik seferberlikte görev almaya hazırdır ve bunu başaracağından kuşkusu yoktur. Ne var ki, görev yapabilmesi için muhtaç olduğu demokratik düzeni sağlıklı biçimde ayakta tutacak olan siyasal partiler ve onların yöneticileridir. İstikrarlı ve saygın bir siyasal ortama kavuştuğumuz gün bu

zengin ülkenin siyasal partileriyle, özel girişimiyle ve sendikalarıyla dünyaya örnek olacak bir gelişmeye kavuşabileceğinden kimsenin kuşkusu olmasın..." (Eczacıbaşı, 1982:230).

"Ali Koçman göreve geldiği zaman TÜSİAD üyeleri arasında bir amaç birliği vardı. Dönemin hükümetinin tutarsız ekonomik politikası elbirliğiyle eleştiriliyordu. O sıralarda inandığımız ekonomik politikayı ısrarla kamuoyu önünde savunuyorduk. Arada çelişki yoktu, hedefte birlik içindeydik. 1980 yılında gerçekten inandığımız ve savunduğumuz ekonomik düzeni tutarlı biçimde programına alan bir hükümet iktidara geldi. ." (Eczacıbaşı, 1994:279).

"Kenan Evren Paşa'yla, 12 Eylül'den tam bir ay sonra Genelkurmay Başkanlığı binasında yaptığımız görüşmenin en önemli konularından biri, demokrasimizin devamını sağlayacak yolların açılması idi. O yılın sonunda, 24 Aralık 1980 tarihinde beni bir televizyon programına davet etmişlerdi. O programda da: "Ordumuz fazla yıpranmadan. parlamenter sisteme dönmek en büyük temennimizdir" dedim. Kenan Paşa'nın, 12 Eylül sabahı millete ne vaat ettiyse bunları harfiyen tatbik etmesi ve sözüne bağlı kalması beni daima kendisine karşı sorumlu kılmıştır ve her önemli gördüğüm olayda düşüncelerimi Kenan Paşa'ya iletmeyi son 6-7 yılın bana ait en önemli işlerinden saymışımdır" (Koç, 1984:56).

"Türk demokrasi sistemindeki aksaklıkları herkes gibi ben de görüyordum. Demokrasilerde duraklamalara imkân vermeyen, istikrarlı bir siyasal hayat içinde her istikamette gelişme sağlayan bir Anayasa yapalım tavsiyesinde bulundum. "Dünya hızla gelişiyor; biz de kaynaklarımızı enerji üretimi, turizm, nüfus planlaması, ihracatın artırılması, kalkınma gibi temel konularda en verimli şekilde kullanalım" dedim. Parlamenter demokratik hayata üçüncü defa ara verdiğimiz 1980-1983 yılları arasında benimle görüşen basın mensuplarına, her vesile ile bu düşüncelerimi tekrarladım. Mesleki konferanslarda, oda toplantılarında, kendi teşkilatımız içinde, siyasal görüşlerimi bu temel düşünce etrafında belirttim." (Koç, 1984:60).

"Anarşi, 1970'lerin ikinci yarısında ülke için en önde gelen sorundur. Bu, özel sektör için böyle olduğu gibi, ülkenin her kurumu ve her bireyi için de böyledir.

Anarşi sorununun çözümü için, başta siyasal partiler olmak üzere, ülkenin tüm güçleri bu amaç doğrultusunda birleşmelidirler” (Eczacıbaşı, 1994:553).

Öte yandan iş adamlarının her ne kadar hükümetlere ekonomik politikalar konusunda yönlendirici rol alsalar da hükümet işbirliğine ihtiyaç duydukları sonucu da ortaya çıkmaktadır. Devletin ticari girişimleri biçimlendiren en önemli unsur haline geldiği Türkiye’de, Türk iş adamları devleti bir yandan önlerine çıkan zorlukların müsebbibi olarak görmüş bir yandan da gerek finansal gerek sosyal konularının devlet sayesinde olduğunun bilincinde olmuşlardır (Buğra, 1994: 17).
Örneğin,

“Özel girişimciliğin bilgi ve deneyim gücünün, devlet otoritesiyle işbirliği halinde, çözümler daha gerçekçi ve sağlıklı olabilir. Ülke yararına her türlü görevde, özel girişimin de, en azından, sayın politikacılar kadar sorumluluk duyduğu kuşkusuzdur. Ekonomik konularda gittikçe" derinden uzmanlaşmakta olan kesim, özel girişimciliktir. Ülkenin kalkınmasında başarı, kâğıt üstünde değil, bilgi ve deneyimle olur. Tüm yurttaşlara ait bulunan ülkeyi kalkındırmak için akılcı yoldan çaba göstermek, toplumun her sektörüne danışmak, her kesimden yararlanma olgunluğuna erişmek gerekir artık...” (Eczacıbaşı, 1994: 62).

“Aile planlaması her ailenin arzu ettiği zamanda ve planladığı çocuk sayısı kadar çocuğa sahip olabilmesidir. Bunun efektif olması için iki koşulu vardır. Birincisi ailenin bakabileceğinden fazla çocuk doğurmanın sağlıksız bir olay olacağının gereği şekilde vatandaşlarımıza anlatılabilmesidir. İkinci koşul ise istenmeyen çocuk doğumlarının önlenmesi yollarının eğitim aracılığı ile yaygınlaştırılmasıdır. Bunu yapmak dernek veya vakıfların işidir. Ancak burada devletin değişmeyecek bir politikasının önümüzdeki 10-15 yıl süre ile hangi hükümet gelirse gelsin, hangi parti iktidarda olursa olsun uygulanacağının güvence altına alınması gerekir” (Garih, 1994:280).

İşadamları ayrıca başarılı siyasi ve ekonomik politikalar uygulayamayan hükümetlerin de piyasalara zarar verdiğini dile getirmişlerdir. Çünkü 1970’ler de yaşanan krizlerin ardından 1989’dan 2000’lere varan uzun bir dönemde başarısız mali politikalar uygulayan zayıf koalisyon hükümetleri yönetime gelmiş, ardı ardına

yaşanan ekonomik krizlerle büyüme, istihdam ve gelir dağılımı sarsılırken büyüme kısa dönemli sermaye akışlarına bağlı kalmıştır (Öniş ve Bakır, 2007:150). 1990'larda zayıf koalisyon hükümetlerindeki siyasiler Güneydoğudaki terörist grubuna karşı yürütülen yüksek maliyetli mücadelenin de etkisiyle mali piyasaları düzenleyici önlem almakta ve sürdürülebilir bir ekonomik büyüme sağlamak için fazla çabalamamışlardır (Öniş ve Bakır, 2007:151). Vehbi Koç siyasi istikrarsız dönemdeki ülke ekonomisi ve siyasetiyle ilgili kaygılarını aşağıdaki şekilde dile getirmiştir (P4 önermesi doğrudur).

“Kıbrıs Harekâtı'ndan bir yıl kadar sonra, 1975 Ağustos ayında Bülent Ecevit'e bir mektup yazdım, "Demirel ile ortak bir hükümet, iç ve dış çıkmazları halletmenin tek çaresi gibi görünüyor; iki büyük partinin koalisyonu, buhranı yenebilir" dedim... Kıbrıs Harekâtı'ndan biraz sonra, 1974 sonbaharında başlayan hükümet krizinde, kamuoyuna endişeli olduğumu söyledim. Biz iç siyasal kavgalarla vakit kaybederken, dış ticaret açığımız hızla büyüyor, hammadde fiyatları dış piyasalarda almış başını gidiyordu. İçeride, sendikalar, işçi ücretlerini artırma sloganlarıyla giderek sertleşiyorlardı” (Koç, 1984:61).

Türkiye'de 1980'lerde baş gösteren terörle mücadelede başarılı olamayan hükümet politikaları da iş adamlarının bu konuda sorumluluk üstlenmesine neden olmuştur. Böylece iş adamları bu konuda Vehbi Koç ve Sakıp Sabancı gibi ülkenin önde gelen iş adamlarından bölgeye yatırım yaparak terörün önüne geçilmesi yönünde etkin rol almaları yönünde bir beklenti olduğundan ve bu konuda sorumluluk üstlenmenin herkesin görevi olduğundan bahsetmişlerdir. Hatta iş adamı Sakıp Sabancı terörle mücadelenin önüne geçmek için bölgenin ekonomik kalkınmasına fayda sağlayacak bir rapor hazırlayarak görüşlerini belirtmiştir. Aşağıdaki görüşler iş adamının devlet politikasının etkin olmadığı bir alanda bir alanda iş adamının sorumluluk üstlenerek nasıl siyasi bir aktör gibi hareket ettiğinin üstelik kalıcı çözümler önerdiğinin somut birer örneğidir:

“Terörün on yıldır pençesinde inleyen Doğu Anadolu ülkemizin önemli bir bölümü. İnsanlarımızın önemli bir kısmı Doğu'da yaşıyor. Bana verilen bilgilere göre, terörden etkilenen Doğu Anadolu'da 22 ilin toprak büyüklüğü, Türkiye topraklarının yüzde 29.77'si. Nüfusu, Türkiye nüfusunun yüzde 20'si ölçüsündedir. Milli Gelirin yaklaşık yüzde 7,5'u bu bölgeden kaynaklanıyor. Dünyanın başka

ülkelerinde de benzerini görüyoruz. Ülkenin her köşesi aynı tabiat şartlarına, ekonomik şartlara sahip olmayabilir. Ülkenin her köşesindeki insanlar benzer ekonomik ve sosyal imkânlardan yararlanamayabilir. Önemli olan, önce ülke sınırları içinde daha sonra sınırları aşarak sosyal ve ekonomik farklılıkları ortadan kaldırmaktır. Buna gayret etmektir. Bu devletin görevi olduğu kadar hepimizin belli ölçülerde sorumluluk taşıdığımız bir konudur” (Sabancı, 1996: 33-36).

“Özel sektör Doğu Anadolu'ya yatırım yapsın. Devlet Doğu Anadolu'ya fabrika kursun... Böylece hem terör önlenir. Hem göç durur...” Bu çok sık tekrarlanan bir görüş.” (Sabancı,1996: 11).

“Konuyu, "Sakıp Sabancı, Vehbi Koç, Halis Toprak gitsin, birer fabrika yapsın. Devlet de satılacak KİT'lerden üçünü beşini Doğu'ya taşıyın. Olur, biter" basitliği içinde görmemek gerekir. Önemli olan, bölgede kendi ayakları üzerinde durabilecek, yaşayacak, bölge halkına devamlı iş ve aş getirecek sistemi bütünüyle kurabilmektir. Bunun yolu ise, bölge insanını üretmeye yöneltecek, bölge üretimini artıracak tedbirleri almaktır. Tabii ki, yeni bir sistem getirmede kamunun rolü önemlidir. Fakat bu raporda tartışılan model, özel sektör ağırlıklı, özel sektörde önde gelen kuruluşların katkılarıyla oluşturulacak politikalar bütünlüğü içinde uygulanabilecek bir mekanizma olarak düşünülmektedir.” (Sabancı, 1996: 16)

“1990'lı yıllarda ardı ardına gelen ekonomik krizler ve bu krizleri yönetmede mevcut hükümetlerin başarısızlıkları sonucunda da ekonominin istikrar kazanması için devlet doğrudan özel müteşebbislerin piyasalara müdahalesine gerek duymuştur.”

“Merkez Bankası Başkanı, “Hemen sadede geleceğim. Hepimizin bildiği gibi, bankacılık sektörü ciddi bir kriz yaşıyor. Şu anda bazı bankaların önünde kuyruklar var... Likidite sıkıntısı yaşanıyor... Bank ekspres'in %51 hissesini alıp finansal destek vererek bu bankayı yüzdürmenizi diliyoruz. Ülkenin ve sektörün içinde bulunduğu sıkıntı nedeniyle, bunu sizden rica ediyorum” dedi” (Öngör, 2010:183).

“Banka almaya talip değildik; sırf devlet bizden istediği için, Türk Bankacılık sektörüne katkıda bulunalım diye alıyoruz...” (Öngör, 2010:185).

Yukarıdaki alıntılardan da anlaşılacağı üzere Türk iş adamları değişen siyasi koşullara bağlı olarak hem devlet üzerinde hem de uluslararası piyasalarda meşruiyet sağlamak için yabancı devlet adamlarıyla ikili görüşmelerinde siyasi birer aktör gibi hareket etmiş ve ülkeler arası ilişkilerde köprü görevi görmüştür. Çünkü iş adamlarının meşruiyetlerini korumak için aldıkları sorumlulukların sahip oldukları toplumsal güçle orantılı olması gerekmektedir (Davis,1973). Özellikle 1980 sonrası

devletin gücünün askeri darbe, siyasi istikrarsızlıkla birlikte ekonomik durgunlukla zayıflaması ve özelleştirmenin başlayarak iş adamlarının piyasalardaki rolleri artırılmaya çalışılmış (Öniş ve Bakır, 2007:149) ve bu çerçevede iş adamlarının da böyle siyasi rol oynayacağı bir ortam gelişmiştir.

4.Devlet Baskısı (Çevre)

İşadamları zaman zaman dışsal baskılara yanıt vermek için de siyasi sosyal sorumluluk faaliyeti üstlenmişlerdir (Van Marrewijk,2008). Türk iş adamları da anılarında sosyal sorumluluk faaliyeti yüklenmelerine ve hangi tür alanlarda topluma katkı yapacağı konusunda hükümetlerin uyguladıkları politikaların, hükümet adamlarının iş adamlarına bu yönde sergiledikleri tavrın etkisinin olduğuna değinmişlerdir. Özellikle otoriter rejimin hâkim olduğu dönemde (Öniş ve Bakır,2007:150), iş adamları Kenan Evren'in eğitim alanında yatırım yapmaları için kendilerine yapılan ısrarlı tavsiyelerden birçok kez bahsetmişler ve bunun üzerinde durmuşlardır. Aşağıda yer alan bu ifadelerden bazıları iş adamlarının farklı bir alanda faaliyet göstermeye çalışsalar dahi hükümetin istediği alanda sosyal sorumluluk üstlenmeye zorlandıkları söylenebilir. İşadamları her ne kadar toplumun kalkınması için eğitime destek verdiklerini ifade etseler de aşağıdaki ifadeler zaman zaman devlet baskısının onları bu alana yönlendirdiğini göstermektedir (P₅ önermesi doğrudur).

“Cumhurbaşkanı Kenan Evren'i Marmaris Armutalan'daki evinde ziyaret ederek istenen parayı göndermek için izin istedim. Sakıp Bey Anadolu'yu karış karış geziyorum, okul ihtiyacı o kadar çok ki anlatamam. Gel sen bu hayır işini Anadolu'ya yap.” (Sabancı, 2004:410).

“Fakat arada tabi bizim 1980'den sonra 7. Cumhurbaşkanımız Sayın Kenan Evren paşa eğitime olan desteği her gittiği yerde anlatıyor, herkese okul yapmasını tavsiye ediyor. Tabi biz de etkilendik bundan, tuttuk müessesese olarak Nuh'un Ankara Makarnası olarak büyüklerimize birer tane okul yaptıralım dedik. Babam Nuh Eskiyağan adına, Ankara'da düşündük nerede ne var nereye ihtiyaç var.”(Eskiyağan, 2009:148).

“Hay hay emredersiniz paşam dedik döndük geldik müesseseye aradan birkaç gün geçtikten sonra yönetim kurulunda dedim ki, anlattım durumu böyle bir tane de

Endüstri Meslek Lisesi yapalım dedim. Peki dediler bizim yönetimdekiler. O zaman hesap kitap yaptık işte, biraz büyükçe bir yer bize tahsis edilsin yapalım dedik. O arada Milli Eğitim'e müracaat ettik, Milli Eğitim bize bir arazi verecek derken Sümerbank'ın bir arazisi var, deniz kenarında bir arazi, onu bize tahsis edecekler. Bir türlü bu niyetimizi de zaten Kenan Paşa'ya, Sayın Cumhurbaşkanımıza yazıyla bildirdik.” (Eskiyapan, 2009:150).

“Kenan Evren Paşa geldi, işte o tarihte aynı sene içinde geldi, temelini attık, inşaatı başladık. İnşaatı başladık, Kenan Paşa bizi bir kez daha ikaz etti, “ Bak” dedi, “ temelini atıyorum ama bunun açılışını yaparım. “ Ben de “ Efendim biz de müessese olarak öyle arzu ediyoruz” dedik...” (Eskiyapan, 2009:151).

“12 Ekim 1980 nüfus sayımını takiben TÜSİAD Başkanı Ali Koçman'a bir mektup yazdım. Sayım sonuçları üzerinde görüşlerimi bildirdikten sonra, aile planlaması ve nüfus meselelerine teşkilatın dergi ve yayınlarında gereken önemin verilmesini rica ettim. TÜSİAD, başta Görüş Dergisi olmak üzere bütün yayınlarında konuya önem vermeye başladı. Üniversite çevreleri ve basında da konuya karşı büyük bir ilgi uyandığını görüyordum. Özellikle İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi Dekanı Prof. Dr. Nüsret Ekin ve Prof. Dr. Halûk Cillov çeşitli yayınlarda bulundular. Zamanın Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanı Necmi Ayanoğlu da, konuya hükümet olarak yaklaştıklarını, nüfus planlaması için etkin önlemler alma kararında bulduklarını kamuya açıkladı.”(Koç, 1984:11).

“Cumhurbaşkanımız Sayın Kenan Evren, bu nedenle geçen yıl bir kampanya başlattı ve yurt sathında vatandaşlarımızdan okul yapma çabalarına katkıda bulunmalarını istedi. Milli Eğitim konularımız, başta gelen sosyal meselelerimizdir. Hükümetimizin, başlatılan bu kampanyaya özendirici teşviklerle destek olmasını çok önemli görüyorum.” (Koç,1984:142).

İşadamları anılarında hükümet yetkililerinin yanı sıra farklı kademelerden bürokrat ve kamu görevlilerinin de kendilerine farklı alanlarda sorumluluk üstlenmelerini telkin ettiklerine ve devletin farklı kurumlarından bu faaliyetleriyle ilgili onay gördüklerine sık sık yer vermişlerdir. Böylece iş adamlarının farklı şekillerde dışsal baskılara maruz kalarak bunlara yanıt vermek için siyasi sosyal

sorumluluk faaliyeti yürüttüğü sonucuna varmaktayız (Frederic,1978). Aşağıdaki alıntılarda görüldüğü gibi devlet adamları iş adamlarına çeşitli alanlarda topluma katkı yapmaları yönünde tavsiyede bulunmuşlardır (P₆ önermesi doğrudur);

“Bu lise meydana geliyor derken o arada İzmit Valisi Sayın İhsan Dede’de ilgileniyor, o da alakalanıyor, bizi çok seviyor. Derken dedi ki “ Ya Muharrem bey burayı büyüt işte burayı yatılı yapalım”. Dedik ki “Sayın Valim zaten kâfi miktarda büyük yaptık, içinin teçhizatı var, şunu var bunu var.” “Yok” dedi, “Madem bu işe soyundunuz, bunun üstüne bir kat daha yap, yatakhaneli olsun”, “ peki sayın valim”, tuttuk biz projeyi biraz değiştirdik, yatılı endüstri meslek lisesi yaptık...”(Eskiyapan, 2009:151).

“İşte memleketimizin valisi İhsan Dede Bey, yemeğin ortasında dedi ki Muharrem Bey, biz sana bir ricaya geldik” dedi. Dedim “ Estağfurullah Sayın Valim buyurun ”Bu Kocaelispor var, böyle kimse sahip çıkmadı. Sizin de Kocaeli’nde fabrikanız var, Kocaelispor’a sen başkan ol istiyoruz” dedi.” (Eskiyapan, 2009:159)

“Vakıflara verdiğim önem, Türk Silahlı kuvvetleri tarafından da takdir gördü. Türk silahlı kuvvetlerinin değişik kuvvet komutanlıkları için vakıflar kurulduğunda Türk deniz kuvvetlerini güçlendirme vakfından üyelik için çağrıldım, daha sonra başkan seçildim. Silahlı kuvvetler vakıflarının birinin başına geçen ilk ve tek sivil kişi olma şerefine nail oldum.” (Sabancı, 2004: 15)

“Büyükelçi Melih Esenbel bana dedi ki “ Sabancı, Adana Belediye Meclisi üyelerinin kim olması gerektiği, en layığının seçilmesi bile, senin sorumluluğundur...” .” (Sabancı, 2004:337). “İkinci altın öğüt, iş adamının sadece kendi işlerini büyütmeyle yetinemeyeceği, okul yurt, kütüphane gibi sosyal içerikli eserler meydana getirmesi gerektiği, bu hizmetlerin sadece devletten beklenemeyeceğiydi.” (Sabancı, 2004:337).

5.Rekabet gücünü artırma (Örgütsel)

Türk iş adamları toplumsal sosyal sorumluluk almanın ve toplum meseleleriyle ilgilenmenin gelişmiş batı ülkeleriyle ve şirketlerin uluslararası pazarların etkisine

açık olduğu piyasa ekonomisi nedeniyle rekabetçi yönlerini korumak için gerekli görmektedirler. Çünkü KSS faaliyetleri ile paydaşlarıyla etkileşim halinde olan işletmeler, değişen pazar koşulları ve beklentisini de daha hızlı takip edebileceği için KSS faaliyetleri şirketlere rekabet avantajı sağlarken vatandaşların güvenini kazanmaları da sürdürülebilir hale gelmelerinde etkili olacaktır (EU Commission, 2011:3). Bu konuda 1980’li yıllarda Turgut Özal Türkiye’de Pazar ekonomisinin hâkim olduğu bir dönemi başlatmış (Öniş, 2006:113,114) dolayısıyla işletmeler rekabete açık hale gelmiş ve böylece hem sürekli yeniliklere hem de toplum nazarında meşruiyetlerini artırmaya zorlanmıştır. Çünkü şirketler çevrelerindeki gelişmeleri kendi kurumsal yapıları nezdinde anlamlandırmakta ve bu çıkarıma göre siyasi sosyal sorumluluk faaliyetlerine yer vermektedir (Basu ve Palazzo,2008). Piyasa ekonomisinin etkisine maruz kalan iş adamlarından Eczacıbaşı (P₇ önermesi doğrudur);

“Rekabette başarı anlayışı, araştırmalar içinde bulunup daha iyi malı daha ucuza mal etmek; yenilikler yaratıp piyasa payını (Eczacıbaşı, 1982:247) büyütme; içinde çalıştığı toplumun sorunlarıyla daha çok ilgilenmek yönünde olmalıdır” (1982:248).

Sözleriyle işletmelere nasıl bir rekabet anlayışı geliştirmeleri gerektiğini açıklamaktadır.

1990’lı yıllarda ise piyasa ekonomisinin yerleştiği ülkemizde, iş adamları batılı rakipleriyle mücadele edebilmek için toplumsal bir takım reformların da yapılmasını öngörmüşler ve bu alanda sorumluluk almaya hazır oldukları yönünde beyanda bulunup çözüm önerileri sunmuşlardır. Hangi alanlarda düzenlenme gerektiğinden başlayarak kamu yararına hizmet verecek vakıflar kurmaya uzanan çeşitli katkılar sağlamışlardır. Örneğin (P₇ önermesi doğrudur),

“Bundan bir süre önce aynı duruma düşmüş Batı ülkelerinin kurumlarının öngördükleri stratejilerden de esinlenerek, kurumlarımızın hızlı gelişmeleri ve Batı ile rekabet edebilmeleri için neleri yapmamız gerektiğini içinde bulunduğumuz yılların da trendlerini göz önünde bulundurarak düşünmeye çalışalım. Çevrecilik,

yenilikçilik, yüksek verimlilik devamlı yeniden yapılanmanın ana unsurları olmalıdır.” (Garih, 1995:34)

“Vehbi Koç da Aile Planlaması Vakfı'nı bu nedenle kurduğunu Cenevre'de anlattı... Türkiye nüfusunu planlarsa dünya ülkelerinin birinciliğinde kalır. Aksi halde, tıpkı Hindistan, Bangladeş gibi, her gece belediyenin sokaklardan kamyonlarla binlerce ölü topladığı, arabalara insanların koşulduğu, işyerlerinde beş kuruş ücretsiz, boğaz tokluğuna çalışılan ikinciliğe yuvarlanır gideriz.” (Kıraç, 1995: 33-34)

İşadamlarının bu dönemde rekabet gücü kazanmak için toplumsal reformlar yapılmasını önerip sosyal sorunlara eğilmesindeki nedenler arasında 1990'lı yıllarda Türkiye Avrupa Birliği ilişkilerinde meydana gelişmeler de yer almaktadır. Çünkü Türkiye 1963'te başlayıp 1999'da tamamlanan üyelik başvuru sürecinde AB ile ticari ve ekonomik ilişkilerini geliştirmiş, 1995 yılında Gümrük Birliği Anlaşmasını imzalamıştır (Öniş, 2006:281). Gümrük Birliği Türk işletmelerini doğrudan dış rekabete açmış, ihracatı artırmış, Türk rekabet kurumunun kurulmasını sağlamış ve siyasi bir unsur olmasına rağmen insan haklarına yönelik konuların geliştirilmesini şart koşmuştur. (Öniş ve Bakır, 2007:151). İşte bu koşullar altında iş adamları kaçınılmaz olarak bir yandan toplumsal gelişime katkıda bulunup şirket itibarını artırarak meşruiyetlerini sağlamaya bir yandan da piyasa koşullarının talebine cevap verecek, teknolojik ve yenilikçi yatırımlar yapmaya yönelmişlerdir (P₈ önermesi doğrudur).

Öte yandan iş adamları rekabet koşullarına uyum sağlayacak nitelikli insan gücünün olmadığını ve bu nedenle eğitime destek verilmesi gerektiğini belirtmişlerdir. Üzeyir Garih ve Kemal Şahin bu konuda aşağıdaki açıklamalara yer vermiştir:

“Nitekim bir vakıf kurdum, yüzlerce burslu öğrencim var, hiç karşılıksız bunu yapıyoruz niçin? Bunlar sistemde kalıyor. Sistemde kaldığı zaman da karşımdadır (Garih, 1991:147). Kontrol mühendisimdir, karşımda devletteki adamdır, başka şirkette bana mal satan adamdır. Bunu böyle görmek, olayı bu şekilde görmek gerek. Eğitilmiş toplumlar güdümlü olmaya mahkûmdur. Eğer bu zincirlerimizi kırmak

istiyorsak bir tek yol vardır, eğitimidir. Başka hiçbir yolu yoktur” (Garih, 1991:147,148)

“Ülkemizde geliştirilecek ve korunacak sektörler devlet otoriteleri ile ilgili hür teşebbüs kurumlarınca ortaklaşa saptanmalı ve koruma şekli ve stratejisi bir programla belirlenmelidir. Hükümetin yetkili organları ile hür teşebbüsün ilgili resmi ve gönüllü kuruluşları, üretimi teşvik ettikleri takdirde rekabet şansı çok yüksek olacaktır. Mal ve hizmetleri üretecek sektörleri geliştirmek üzere zamanla azalacak bir koruma programı ve stratejisini karşı tarafların itirazlarını minimuma indirecek bir şekilde bu kuruluşlarca saptanmalı ve program uygulanmalıdır” (Garih, 1994:145).

“Biz hangi konularda rekabet edebiliriz, hangi konularda tamamlayıcı bir sanayi kurmamız icap eder. ... Bunu ben devlet organlarının saptayacağına, dahi inanmıyorum. Bunu özel sektör, özel şirketler devlet güdümünde, devlet yönlendiriciliğinde yapacaktır ve kısa zamanda yapacaktır. Çünkü fazla bekleyecek zamanımız yoktur” (Şahin, 2000:146).

Yukarıda örnek olarak verilen ifadelerden de anlaşılacağı üzere araştırma kapsamındaki iş adamları eğitim konusunda devleti yetersiz bulmakta bu nedenle nitelikli işgücüne sahip olmak için ihtiyaç duyulan altyapının ve eğitim sahalarının iş adamlarının desteği olmadan geliştirilemeyeceği görüşü hâkimdir. Bundan dolayı iş adamlarının eğitime katkı yaparak iş adamının görevinin sadece üretmek değil topluma yardım etmek olduğu ifadelerine rağmen; asıl neden Gümrük Birliği'nin piyasayı rekabete açık hale getirmesinin de etkisiyle uzun vadede nitelikli insan gücü yetişmesi için yapılan yatırımlarla işgücünün niteliğinin dolayısıyla şirket verimliliğinin ve rekabet gücünün artacağı beklentisidir.

6.Ticari çıkarlarını korumak: Lobi (Çevre)

İşadamları anılarında devletin ekonomi politikalarında özel teşebbüsün tecrübelerinden faydalanılması gerektiğini, bunun toplumun daha hızlı kalkınmasında etkili olacağını birçok kez belirtmişlerdir. Ancak iş adamları yürüttükleri lobi faaliyetleriyle siyasi bir aktör gibi hareket eden iş adamları (Chinkin, 2003) devletle işletmelerinin devamlılığı ve ticari faaliyetlerine olumlu

etkiler sağlayacak şekilde ilişki sürdürmeye çalışmışlardır. 1990 yılından buyana TÜSİAD, MÜSİAD VE SİAD gibi farklı toplumsal vizyon ya da vatandaşlık iddiaları ile birinden diğerine değişen kurumsal stratejilere sahip ticari örgütler Türkiye ekonomisinin ve demokrasisinin dengeli bir seyir almasına yönelik toplumsal talepler üzerinde etkili olmuşlar ve devletin etkin, hesap verebilir ve şeffaf bir idari mekanizma olması için faaliyet göstermişler ve bir baskı gurubu niteliğinde hareket etmişlerdir (Keyman ve Koyuncu, 2005: 108). Sonuçta iş adamları siyasi arenada etkin rol alarak ekonomi politikalarını kendi ticari çıkarlarını da koruyacak şekilde yönlendirmeye çalışmışlardır (P₉ önermesi doğrudur):

“Krediyi ve alacağımızı izleyerek Birliğin peşinden gitmeye başlamıştık. Haftalar aylar geçiyordu. Birlikten hiç ses yoktu... Ben Genel Müdür olduktan sonra da Birlik ile ve bağlı olduğu sanayi ve Ticaret Bakanı'yla devamlı görüşerek sorunu çözmeye çalışıyordum... Birliğin Sanayi ve Ticaret Bakanlığı'na bağlı olması nedeniyle, dönemin Bakanı Cahit Aral'la ve Hazine'den Sorumlu Devlet Bakanı Güneş Taner'le, en az on kez görüşmüştüm; kredinin ödenmemesinin ülkenin kredi notuna çok olumsuz yansıdığını, bunun da ülkeye çok pahalıya mal olduğunu uzun uzun anlatmıştım... Telefonla aradığım Başbakan Tansu Çiller “Akın Bey, benim size şeref sözümdür, bu parayı ödeyeceğiz” dedi” (Öngör, 2010:151-153).

“Demokrasi, ülkedeki tüm bireylerin az veya çok, direkt veya dolaylı olarak siyasette uğraşmalarını gerektirir. Siyaset aslında bir toplumsal diyalog veya fertle toplum arasında bir diyalog olarak tanımlanabilir. İşte bu diyalog Batı anlamındaki demokratik ülkelerde üçüncü sektör aracılığı ile kurulur ve kurumsallaşır” (Garih,1995:359).

“Her ülkede bireylerin çıkarları vardır. Bu çıkarlar arasında müşterek olanlar mini toplumsal çıkarlardır. Bireyler kendi aralarında mini toplumsal çıkarları kademe kademe makro toplumsal çıkarlara vardırarak şekilde örgütlenirler ve hükümetleri etkilerler. Bu örgütlerin en küçükleri dernekler en büyükleri ise siyasal partilerdir. Siyasal partiler ise bireylerden çok dernekler tarafından desteklenirler, çoğu kez politikalar dernekler tarafından tasarlanır veya geliştirilir.”(Garih,1995:359).

“İşadama ister istemez politikanın içindedir. Ancak partizan olarak görev alması sakıncalı ise de dernekler kanalı ile ülke yönetimini etkilemesi doğru olur.

Ayrıca bu dernekler kanalı ile hür teşebbüsün sorunlarını yakinen bilen ve bu konuda ülke yararlarını kollayacak her partiden adayları desteklemek, aday yetiştirmek ve Parlamento'ya göndermeğe çalışmak iş dünyasının hakkı kadar görevi de olsa gerek. -İşadamı özellikle Türkiye'de, sosyal ve siyasal sorumluluğunu müdriktir. Bunu özellikle son zamanlarda yerine getirmeye çalışmaktadır. Uluslararası ilişkileri güçlü olan iş adamlarının, devlet politikalarının yönlendirilmesinde etkin olmaları ülke yararınadır” (Garih, 2001:77)

“Hür teşebbüs erbabı ekonomiyi geliştirdikçe devletin siyasi gücü artacağına göre, bunu geliştirecek sektörün söz hakkı olması şarttır ve vardır. Batı'nın demokratik ülkelerinde siyasi kararlar genelde kısa, orta veya uzun vadelerde ekonomiyi güçlendirmeye yöneliktir. Bu konuların ele alınmasında iş âleminin genelde rolü çok büyüktür. Türkiye'mizde de oluşum bu yöndedir. Türk iş adamlarının uluslararası İlişkileri güçlüdür. Batı ülkelerinin hükümetlerini etkileyen zümreleri iyi tanır, düşüncelerini iyi bilirler. Bu bakımdan tüm iş adamlarımızın siyasi bir hüviyete bürünmeden parti veya kamp adamı olmadan ülke ekonomisinin daha iyiye gitmesi için fikir üretip, tartışmaya açıp, kamuoyu oluşturmada faal rol oynamalarını öneririm. Bu rolü etkin bir iş adamları derneği şapkası altında oynadıklarında yararlı sonuçlar alacakları ve hükümetlerin etkileneceği kesindir. Ayrıca hükümetlerin de bu tür kurumlara danışmaları kanımca çok yararlı olacaktır. İşadamlarımızın bu konulara eğildiklerini görmek, ülkemizin siyasi geleceği yönünden büyük ümit vermektedir” (Garih, 2001:78).

7.Dini inançlar (Bireysel)

İşadamları anılarında sık sık kurdukları vakıflarla ilgili olarak hayır yapma, zekât, şükür, ahret inancı gibi değerlerin önemine ve inançları gereği kendilerine bahşedilen mülkü toplumla paylaşma gereği duyduklarına yer vermişlerdir. Vakıflar İslam dininin önemli iki unsurundan zekât ve sadakadan etkilenmiştir (Dinler, 2010:20). Fakat Türkiye'de şirketler genelde vakıfları aracılığıyla yaptıkları hayır işlerini KSS faaliyeti olarak raporlamaktalar (Ertuna ve Tükel, 2009:168) . Başka bir ifadeyle topluma karşı manevi değerlerine dayanarak yükledikleri sorumlulukları

şirketlerinin imajı için kullanmaktadırlar. İşadamlarının anılarında din ve sosyal yardımlarla ilişkili ifadeleri aşağıdaki gibidir:

“Müslüman inancı, insanın bu dünyaya çıplak gelip çıplak gittiğidir. Mal mülk zenginliği bu dünyada kalır, insan ahrete ruh zenginliğiyle gider... İşte vakıf dediğimiz müessese, bizim Müslüman Türk inancımıza göre malımızın mülkümüzün bir kısmını ya da tamamını Allah'ın malı haline getirerek, yani asıl sahibine vererek, muhtaç olanların hizmetine gönül rızasıyla sunmaktır. (Sabancı, 2004:339). Belki sürçü lisan ediyorum. Malımızı mülkümüzü değil “yeddi emanetimizdeki malı mülkü” dememiz lazım gelir. Bizim sahip göründüklerimiz, vaktiyle rahmetli babamızın yeddi emanetindeydi. Bugün babamız nerede? İşte şimdi bizim emanetimize tevdi edilmiştir. Biz onların bugünkü bekçileriyiz.” (Sabancı, 2004:333)

“Vakıf kurmakla diyorsun ki: “Ey millet, ey vatandaşlar, ey Müslümanlar! Allah'a hamdolsun, çalıştım, çabaladım, kazandım, mal mülk edindim. Çoluğum çocuğum refaha kavuştu. Şimdi başkalarına da bir şeyler vermeye niyet ettim”. Asıl mutluluk, elle birlikte gelirse insanı yüceltir. Başkaları da yararlınsın sevin sin diye varlığımızı halkımızın ve ülkemizin emanetine veriyoruz. Bizim geleneğimiz de var. Fatih zamanından beri vakıflar kurmuşuz. Çeşmeler, köprüler, hanlar, hamamlar, camiler, şifahaneler, kütüphaneler, mektepler, imarethaneler, sebiller yaptırıp, halkın hizmetine adamışız. Böyle hem sosyal adaleti düşünüp dünyamızı güzelleştirmişiz, hem de sağlam temelli, uzun ömürlü tesisler kurmuşuz. Yaptıklarımızla övünüyoruz, “ sosyal amaçlı, bilimsel temelli, çağdaş” diyerek. Oysa biz bu işleri yüzyıllardır yapıyoruz.” (Sabancı, 2004:333)

“Rahmetli babam öyle derdi, biz de öyle deriz. “ her şeyi devletten beklemek yanlışır”. “Vergimi verdim, görevim bitti demek, bugünleri iyi gören büyük ve çok şümüllü düşünen atalarımızın tutumuna ters düşer. Benim atalarım da vergi veriyorlardı, zekât veriyorlardı, devlete hizmet ediyorlardı, gerektiği zaman canlarını bile esirgemiyorlardı. Ama yine de mallarını mülklerini vakfetmekten geri kalmıyorlardı.” (Sabancı, 2004:336).

“Türkiye’de dinin, manevi değerlerin önemine olan inancımızla” din eğitimini seçen gençlere daha müsait imkânlar temin etmeye çalıştık. (Sabancı, 2004:341).

Şükürler olsun ki, üzerinde doğup büyüdüğümüz, bizi var eden bu topraklara, bu güzel vatana ve bu aziz millete, minnet borcumuzu ödeme gayretlerimiz meyvelerini verdikçe, onların başkalarına da örnek teşkil etmesi en büyük iftiharımız oluyor.” Ne’ mutlu ki tanrı bize verme imkânı ve ruhu bahşetti. Ne mutlu ki yüce Mevlam bizleri verenlerden etti”. (Sabancı, 2004:343).

“Bana bugünkü varlığımı bağışlayan ve bu suretle sağlığında insanî ve millî bir vazife addederek zevkle yaptığım hayır işlerine ölümünden sonra da adıma devam edilmesine imkân veren yüce Tanrı’ya hamdüsena ederim. Hayatini yüzyıllardan beri en güç şartlar altında ispat eden Türk milletinin dünya durdukça var olacağına inanarak bu vakfî ebedmüddet olarak kurmak istediğim için, iktisadî şartlar ve tabîî afetlerle kıymetini bazen tamamen kaybedebilecek değerler yerine, günün icaplarına daha seyyaliyetle uyabilecek iktisadî bir varlığı yakfa esas ittihaz ettim.” (Koç, 1984:199)

“Allah’ın lütuf ve inayetiyle kurduğum bu vakfî ilk önce vârislerime ve derece derece onların kuşaklarına, iş arkadaşlarıma, sonra da âmme nizam ve emniyetini korumakla görevli olan Türkiye Cumhuriyeti Hükümetine tevdi ediyorum.” (Koç, 1984:199)

“Bahtiyarlığımı başkalarıyla paylaşmak ve Allah’a olan şükranımı ifade edebilmek için, 1948’den itibaren hayır işleri yapmaya karar verdim. 1950’de inşaatı biten Ankara Talebe Yurdu’yla işe başladım. Sonra eğitim, sağlık, kültür alanlarında hizmetlerim oldu. 1969 yılında da hepsini Vehbi Koç Vakfî bünyesinde topladım. Eşim Sadberk Koç, yaptığım sosyal hizmetleri ve kurduğum tesisleri hep memnunlukla karşılamıştır, bu yolda beni teşvik etmiştir. “Bunlar, sen öldükten sonra da yaşayacak, hayırla yâd edilmeni sağlayacak” derdi” (Koç, 1984:163).

İşadamlarının anılarından yola çıkarak hükümetin dine bakış açısına göre de yaptıkları sosyal sorumluluk faaliyetlerinde yer yer dini öğelere başvurdukları ve siyasilerin nezdinde meşruiyet kazanmaya çalıştıkları görülmektedir.

“Mesela GB(Gümrük Birliği) öncesi Sayın Necmettin Erbakan’a “Gümrük Birliği’ne giriyoruz. Türkiye Avrupa’nın bir parçasıdır. Bu işte Türkiye’nin yararı var. Kazandığımız paralarla burada istihdam yaratıyoruz. Fabrikalar açıyoruz.

Hatta biz oradan kazandığımız paralarla Türkiye’de hayır işleri de yapıyoruz. Dini yönden, ticari yönden Türkiye’nin bu işten hiçbir kaybı yok, zararı yok” dedim. “ Üstelik ben Konyalıyım!”. Yanımda Ali Bey (Ali Akkanat) da vardı. Kendisini işaret ederek, “ Ali Bey de Konyalı, Konya’da çok güzel bir cami yaptırdı. Bunlar birebir somut örnekler” dedim.” (Şahin, 2000:256,257).

Araştırma bulgularına dayanarak yukarıda açıklanan temalar Türkiye’de iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerine etki eden etmenleri ortaya koymaktadır. Buna göre iş adamlarının değişen siyasi ve ekonomik koşullara göre siyasi kurumsal sosyal sorumluluk yürüttükleri faaliyet alanları değişmiş, hükümetlerin bu yöndeki politikaları iş adamları üzerinde doğrudan etkili olmuştur. İşadamları, 1980’den sonra Özal Hükümetiyle başlayan dış piyasalara açılım hamlesiyle (Öniş ve Bakır, 2007:150) ülke dışında meşruiyetlerini sağlamak için uluslararası ticari faaliyetlerde ülke temsilciliği rolü üstlenmiş ve siyasi birer aktör gibi hareket etmişlerdir. Sonuçta askeri darbeler; devletin eğitim, siyaset, sağlık alanlarındaki kamu politikaları, dini eğilimleri, zayıf hükümetler ve bunların yanında iş adamlarının artan piyasa rekabetine cevap verme kaygısıyla ticari çıkarlarını korumak istemeleri, Türkiye’de iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerinde ayrı ayrı rol oynamıştır.

5.2. Genel Sonuç

Araştırma bulgularına dayanarak Türkiye’deki işletmelerin siyasi sosyal sorumluluk üstlenmelerine neden olan belli başlı 7 etmen elde edilmiştir. Bunlar sırasıyla yerel toplum ve uluslararası çevrenin beklentileri, sürdürülebilir kalkınma, devletin zayıf olması, devlet baskısı, rekabet gücünü artırma, ticari çıkarları koruma amacıyla yürütülen lobi faaliyetleri ve dini inançlardır. Bu etmenler kendi aralarında çevresel, örgütsel ve kişisel olmak üzere üç ayrı boyutta kümelenmektedir. Buna göre yerel toplum ve uluslararası çevrenin beklentileri, sürdürülebilir kalkınma, devletin zayıf olması ve devlet baskısı çevresel boyutta yer almaktadır. Örgütsel boyuttaki etmenler ise rekabet gücünü artırma ve ticari çıkarlarını korumak için lobi faaliyetleri yürütmek yer almaktadır. Son olarak dini inançlar Türkiye’deki işletmelerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerine bireysel boyutta etki eden bir etmen olarak ortaya çıkmıştır.

Görüldüğü gibi Türkiye'deki şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk yürütmelerine etki eden etmenler genel olarak çevresel nitelik taşımaktadır. Başka bir ifadeyle Türkiye'deki iş adamlarının devletin yerine getirmesi beklenen toplumsal faaliyetlerde aktif rol alması çoğunlukla maruz kaldıkları çevresel etkilerden kaynaklanmaktadır. Bu bağlamda Türk iş adamları anılarında vatandaşlardan gelen talebe göre okul yaptırma (Nuh Eskiyan), sanata destek verme (Nejat Eczacıbaşı) gibi sosyal sorumluluk faaliyeti yürüterek kamuya devletin sağlaması gereken hizmetleri sunmuştur. Böylece vatandaşlar tarafından iş adamlarına siyasi bir rol atfedildiği ve iş adamlarının kar amaçlı faaliyetlerinin dışına çıktığı sonucuna varılmaktadır.

Türkiye'deki şirketlerin gerek gönüllü gerek yerel toplumun beklentileriyle ticari kimliklerinin ötesinde sorumluluk yüklenmekle kalmayıp zaman zaman uluslararası alandaki beklentilere de yanıt verdiği görülmüştür. Bu konuda iş adamlarının anılarında özellikle 1980'li yıllarda yabancı devlet adamlarıyla kurdukları siyasi ilişkiler ön plana çıkmış, iş adamları hükümet temsilcisi gibi hareket ederek birlik üyesi devletlerin bürokratlarıyla diyaloglara girmiş hatta ticari faaliyetleri görüşmek üzere Fransa gibi ülkelerin bakanlıklarını ziyaret etmişlerdir. Türk iş adamlarının bu dönemde devlet gibi siyasi rol üstlenerek hareket etmelerinde 1980'lerde piyasa ekonomisine geçen Türkiye'de IMF, WB ve OECD gibi çok taraflı aktörlerin katkısı olmuştur (Öniş ve Bakır, 2007:149). Nihayetinde Türk iş adamlarının içinde buldukları dönemin siyasi ve ekonomik koşullarından etkilenecek uluslararası beklentilere yanıt verdikleri söylenebilir.

Ayrıca Türkiye'deki iş adamlarının anılarından yola çıkarak işletmelerinin uzun vadede faaliyet gösterebilmesi, başka bir ifadeyle sürdürülebilir ekonomik gelişme sağlaması için içinde yer aldıkları toplumun sorunlarına eğildikleri sonucuna varılmaktadır. Böylece finansal göstergeleri değerlendiren bir kalkınma anlayışından öteye geçen sürdürülebilir kalkınma yaklaşımıyla (Boele ve diğerleri, 2001) Türkiye'deki iş adamları gelecek kuşaklara sağlıklı bir ortam bırakmayı ve çevre sağlığını isteyen insanların tüm toplumlarda politik baskılarını gittikçe açık biçimde duyurmaları gerektiğini savunmuş ve yürüttükleri kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerinde toplumun geneline katkı sağlayacak alanlara yönelmiştir.

Öte yandan Türkiye'deki iş adamlarının siyasi sosyal sorumluluk üstlendiklerine devletin zayıf olduğu ya da baskın olduğu dönemlerde de rastlanmıştır. Askeri darbeler ve zayıf koalisyon hükümetlerinin şekillendirdiği siyasi çevrede uygulanan ekonomi politikalarının başarısız olması ve yine piyasa ekonomisine geçişle devletin ekonomideki rolünün zayıfladığı dönemlerde iş adamlarının tecrübeli müteşebbisler olarak hükümetleri ekonomi ve bunun yanında siyasi politikalar üzerine yönlendirmeye çalıştıkları gözlenmiştir. Türkiye'de özellikle askeri darbelerle yönetime gelen otokrat rejim döneminde iş adamlarına hangi alanda sosyal sorumluluk faaliyeti yürütmeleri gerektiği devlet yöneticileri tarafından tavsiye edilmiştir. Bu da Türkiye'deki iş adamlarının yürüttükleri sosyal faaliyetlerde zaman zaman devletin baskısına maruz kaldıkları sonucunu doğurmaktadır.

Araştırma bulgularına dayanarak Türkiye'deki iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerinde etkin olan çevresel etmenlerden sonra ikincil olarak örgütsel etmenlerin etkisinin yaygın olduğu gözlenmiştir. Bu çerçevede 1980'li yıllarda Turgut Özal hükümetinin pazar ekonomisine geçiş yapmasıyla (Öniş, 2007) Türkiye'deki şirketler değişen piyasa koşullarına ayak uydurabilmek için özellikle ihtiyaç duyulan altyapının ve eğitim sahalarının iş adamlarının desteği ile geliştirilebileceğini savunmuş, hatta bu meselenin salt devlete bırakılamayacağını iddia etmişlerdir (Garih, 1991,1995;Şahin, 1991). Buradan yola çıkarak şirketlerin değişen piyasa koşullarında sürekliliğini sağlayabilmek amacıyla devletin etkin olmadığı alanlarda faaliyet gösterdiği ve işbirliği yaparak devletle aynı statüde hizmet sağladığı sonucuna varılmaktadır. Zira artan ekonomik küreselleşme, şirketleri faaliyet gösterdikleri pazarda oluşan her biri kendine özgü yönetsel boşlukları doldurmaya zorlamaktadır (Detomasi, 2008:807).

Ayrıca iş adamlarının anılarında gerek bireysel olarak gerek kurmuş oldukları vakıflar aracılığıyla ticari çıkarlarını korumak üzere lobi faaliyetleri yürüttükleri ve bu faaliyetlerinin onların siyasi bir aktör gibi hareket etmelerinde önemli bir rol oynadığı tespit edilmiştir. Zira Keyman ve Koyuncu (2005:108) da bu konuda 1990 yılından bu yana TÜSİAD, MÜSİAD VE SİAD gibi farklı toplumsal vizyon ya da vatandaşlık iddiaları ile birinden diğerine değişen kurumsal stratejilere sahip ticari

örgütlerin, Türkiye ekonomisinin ve demokrasisinin dengeli bir seyir almasına yönelik toplumsal talepler üzerinde etkili olduğuna dikkat çekmiştir. Bu bağlamda iş adamları siyasi arenada etkin rol alarak ekonomi politikalarını kendi ticari çıkarlarını da koruyacak şekilde yönlendirmeye çalışmışlardır.

Kabul edilen P₁-P₁₄ önermelerine dayanılarak yukarıda yapılan açıklamalara ilave olarak P₁₂, P₁₃, P₁₄, P₁₅ önermelerinin Türki'ye için geçerli olmadığı sonucuna varılmıştır. Dünya genelinde güçleri artan çok uluslu şirketlerin faaliyet gösterdikleri yabancı ülkelerde meşruiyet kazanmak üzere siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetleri yürütmeleri ve aynı zamanda ekonomik çıkarlarını uluslararası ticari örgütler aracılığıyla korumaya çalışmalarına rağmen Türkiye'deki şirketler bu örgütler üzerinde etkisi olmayan aile şirketleri ya da küçük ve orta ölçekli büyüklükteki işletmelerden meydana gelmektedir. Matten ve Crane (2003) şirketlerin siyasi partileri finansal olarak destekleyerek yasal düzenlemelere etki edebildiklerini iddia etmiştir. Ancak yapılan araştırma kapsamında Türk şirketlerinin böyle bir finansal destek verdiğine dair herhangi bir bilgiye ulaşılamamıştır. Ayrıca Greenpeace gibi aktivist grupların ithalat tarifeleri, çevre koruma ve sendikal haklar gibi sorunların çözümü için şirketlere baskı uygulayıp sonuç almaktayken (Matten ve Crane, 2003:117), Türkiye'deki şirketler genellikle STK'lar ile gönüllü işbirliklerine gittiği gözlenmiş (Karademirlibağ-Suher, 2010:45) ve şirketlerin bu yönde diğer ülkelerdeki kadar yoğun bir baskıyla karşılaştığına dair bir veri bulunamamıştır.

Son olarak iş adamlarının anılarında zekât, şükür, hayır işi ya da ahret gibi inanç unsurlarından etkilenerak topluma karşı sorumluluk duyduklarına (Dinler, 2010) ve bundan dolayı toplumun gelişmesi için gerekli alanlarda devletle işbirliğine gittiklerine değindikleri gözlenmiştir. Fakat yazın taramasında diğer ülkelerde böyle kişisel bir etkinin şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti üstlenmesinde herhangi bir etkiye sahip olduğuna dair bir sonuç yoktur. Buradan yola çıkarak dini inancın, şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk uygulamaları açısından Türkiye'ye özgü bir etken olduğunu söyleyebiliriz. Nihayetinde iş adamlarının sadece siyasi ve ekonomik çevreden etkilenerak ya da ticari çıkarlarını koruma gibi örgütsel amaçlarla siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti

yürütmediklerini, kişisel eğilimlerle de toplum sorunlarına yönelebildikleri sonucuna varılabilir.

Sonuç olarak iş adamlarının anılarından derlenen bilgilere göre Türkiye'deki işletmelerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyeti üstlenmelerinde ağırlıklı olarak çevresel etkenlerin rol oynadığı gözlenmektedir. Scherer ve Palazzo (2011) şirketlerin gönüllü olarak siyasi kurumsal sosyal sorumluluk üstlenmelerinde hükümetin düzenleyici rolünün zayıflamasından doğan boşluğun doldurulması ve küreselleşen piyasalardaki karmaşıklığın en aza indirgenmesi olduğunu savunmuşlardır. Türkiye'de de bu iki etkene iş adamlarının anıları arasında rastlanmaktadır. Öte yandan küresel olarak genişleyen piyasalar ve büyüyen şirketlerin oluşturduğu eksende, hükümetlerin kamu meselelerine eğilmekte istekli ve güçlü olduğu dönemin bir ürünü olan geleneksel KSS'nin kapsamının kısıtlı kaldığına dikkat çeken Scherer ve Palazzo'nun (2011: 922) bu görüşü Türkiye'de şirketlerin ülke içindeki siyasi koşullar, devlet baskısı ya da devlet gücünün de şirketin yükleneceği sorumlulukların kapsamına ve ne derece etkin bir siyasi rol alacağına yapacağı etkiyi tek başına açıklamakta yeterli değildir. Çünkü Türkiye'deki iş adamlarının anılarında bahsi geçen siyasi sorumlulukların kapsamı ve etkinliği dönemden döneme değişmiş ve uluslararası piyasalardan ziyade rejim değişiklikleri ve devletin gücü gibi ülke içindeki siyasi etmenlerden etkilenmiştir.

5.3. Araştırmanın Kısıtları, Tartışma ve Öneriler

Araştırmanın kısıtlarına gelince bunlardan ilki örneklem sayısının az olmasıdır. Daha genellenebilir ve geçerli sonuçlara ulaşmak için araştırma verilerinin daha geniş kapsamlı olması gerekmektedir. Örneklem temsil gücünün yeterli olması için araştırma çerçevesinde daha fazla iş adamının bu konudaki anı kitaplarına başvurulabilir. Öte yandan araştırma iş adamlarının anı kitaplarına dayandığı için elde edilen veriler nesnel olmaktan bir derece uzaktır. Bu sebeple araştırma verileri aranan içeriğin özelliklerini ne kadar yansıttığı tartışmaya açıktır (Braun ve Clarke, 2006). Araştırmanın bir de zaman kısıtı vardır. Veri setlerinin kodlamalara ve kategorilere dönüştürülüp bunlardan kapsamlı ve özgün, çapraşık olmayan, birbiriyle örtüşmeyen temalara geçmek oldukça geniş bir zaman gerektirmektedir (Braun ve Clarke, 2006). Diğer yandan belirlenen bu temaların tamamen araştırmacının

yargısına bağılı olması da araştırmanın nesnelliğini kısıtlamaktadır. Araştırmaların en büyük kısıtı ise 1980 öncesi iş adamlarının anı kitaplarına dayandığı için elde edilen veriler belirli bir dönemin izlerini taşımaktadır. Bu nedenle araştırmaya yeni iş adamlarının da anıları dâhil edilmelidir. Ayrıca daha sonraki araştırmalarda metin incelemesinin yanı sıra iş adamlarıyla yüz yüze görüşme yapılarak araştırma farklı veri toplama ve analiz yöntemleri (triangulation) ile de genişletilebilir (Myers, 2013).

Scherer ve Palazzo'nun salt küresel etkilere açık piyasalardan üzerinden yola çıkarak küresel düzenlemelere ve kamuya katkı sağlayan şirketler aracılığıyla genişletilmiş bir yönetim modeli önerdiğini savundukları siyasi kurumsal sosyal sorumluluk tanımı, şirketlerin içinde buldukları yerel çevre koşullarını göz ardı etmektedir. Şirketlerin faaliyetlerinde etik kriterlerin, içinde buldukları toplumun dini, kültürel, ekonomik, sosyal ve siyasi koşullarına göre şekillendiğini açıklayan BTST kuramı açısından ele alındığında (Donaldson ve Dunfee, 1994:268, 269) da Scherer ve Palazzo'nun şirketlerin küreselleşme etkisiyle kar amacından öteye geçerek kurumsal vatandaşlık statüsünde siyasi bir rol oynadıkları savının; içinde buldukları sosyal, siyasal, kültürel koşulları yansıtmadığını göstermektedir. Bu nedenle küreselleşme sürecinin yorumlanması ve şirketlerin siyasi birer aktör haline gelmesi arasında kurulan ilişkide aşırıya kaçılmış ve SKSS'nin sadece küreselleşme ile şekillenen çevrede geliştiği varsayılarak ulus devletlerin sosyo-ekonomik ve politik gücü göz ardı edilmiştir (Makinen ve Kourula, 2012:666). Türkiye'deki iş adamlarının anılarından elde edilen bulgular Türkiye'de iş adamlarının siyasi kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetlerinde ülke içindeki koşulların rolünün ağırlık taşıdığına işaret etmektedir. Bu sebeplerden dolayı siyasi kurumsal sosyal sorumluluk kavramının şirketlerin değişen çevrelerde maruz kaldıkları mikro düzeydeki etkileri de kapsayacak şekilde ele alınması gerekmektedir. Bu araştırma kapsamındaki şirketlerin sahiplik yapısı genelde aile şirketleri olup Türkiye gibi gelişmekte olan ülkelerdeki benzer nitelik taşıyan şirketlerin siyasi kurumsal sosyal sorumluluk yürütmelerine neden olan etmenlerin araştırılması gerekmektedir. Böylece dünya genelinde şirketlerin küreselleşmeyle genellenebilir siyasi statü edindiğini ileri süren siyasi kurumsal sosyal sorumluluk kavramına katkı yapılabilir.

KAYNAKÇA

1. Kitaplar

Banerjee, S. B. (2007). *Corporate Social Responsibility: The Good, The Bad and The Ugly*. Cheltenham: Edward Elgar.

Chinkin, C. (2003). Normative development in the international legal system. D. Shelton (Ed.), *Commitment and compliance: the role of non-binding norms in the international legal system* içinde (21-43). Oxford University Press.

Clegg, S. R., Carter, C., Kornberger, M. ve Schweitzer, J. (2011). *Strategy: Theory and Practice*. SAGE Publications.

Clegg, S. R., Kornberger, M. ve Pitsis, T. (2011). *Managing and organizations: An Introduction to Theory and Practice* (3. Baskı). London: Sage Publications.

Crane, A., Matten, D. ve Moon, J. (2008). The emergence of corporate citizenship: historical development and alternative perspectives. A. G. Scherer ve G. Palazzo (Eds.), *Handbook of Research on Global Corporate Citizenship* içinde (25-49).

Çizakça, M. (2006). Osmanlı döneminde vakıfların ekonomik boyutları. R. Zincir ve F. Bikmen (Der.), *Türkiye'de hayırseverlik: Vatandaşlar, vakıflar ve sosyal adalet* içinde (21-32). İstanbul: TÜSEV.

Eczacıbaşı, N. F. (1994). *İzlenimler Umutlar*. İstanbul: Nejat Eczacıbaşı Vakfı.

Eczacıbaşı, N.F. (1982). *Kuşaktan Kuşağa*. İstanbul: Dr. Nejat Eczacıbaşı Vakfı Yayınları.

Eskiyapan, M. (2009). *Babam Nuh Ağa ve Ben: Hayatım, Anılarım*. İstanbul: Yeniden Grup Matbaası.

Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Boston: Pitman.

- Garih, Ü. (1991). *Deneyimlerim II*. İstanbul: Cem Ofset Matbaacılık Sanayi AŞ.
- Garih, Ü. (1994). *Deneyimlerim III*. İstanbul: Cem Ofset Matbaacılık.
- Garih, Ü. (1995). *Deneyimlerim IV*. İstanbul: Cem Ofset Matbaacılık.
- Garih, Ü. (2001). *Deneyimlerim VI*. İstanbul: Cem Ofset Matbaacılık Sanayi AŞ.
- Kıraç, C. (1995). *Anılarımla Patronum Vehbi Koç*. İstanbul: Doğan yayın Holding AŞ.
- Koç, V. (1984) *Hatıralarım Görüşlerim Öğütlerim*. İstanbul: Vehbi Koç Vakfı.
- Maupain, F. (2003). International labor organization recommendations and similar instruments. D. Shelton (Ed.), *Commitment and compliance: the role of non-binding norms in the international legal system* içinde (372-393). Oxford University Press.
- Myers, M. D. (2013). *Qualitative research in business and management*. Sage
- O'Connell, M. E. (2003). The role of soft law in a global order. D. Shelton (Ed.), *Commitment and compliance: the role of non-binding norms in the international legal system* içinde (100-115). Oxford University Press.
- Öngör, A. (2010). *Benden Sonra Devam*. İstanbul: Alametifarika.
- Rothman, H. (2007). *Dünya Tarihine Yön Veren En Etkin 50 Şirket*. (Çev. Nursan Üstüntaş). İstanbul: Neden Kitap Yayıncılık
- Sabancı, S. (1988). *Gönül Galerimden*. İstanbul: Kent Basımevi.
- Sabancı, S. (1993). *Daha Fazla İş Daha Fazla Aş*. A4 Ofset Basımevi.
- Sabancı, S. (1996). *Doğu Anadolu Ekonomik ve Sosyal Kalkınma Politikaları Raporu: Özel Sektör Ağırlıklı Ekonomi ve Sosyal Kalkınma Atılımını Başlatıp Yürütecek Teşkilatlanma Önerisi* (2. Baskı). İstanbul: Graffito AŞ Basımevi.
- Sabancı, S. (2004). *Bıraktığım Yerden Hayatım*. İstanbul: Doğan Kitapçılık.
- Şahin, K. (2000). *Zirvedeki Şahin*. İstanbul: Hayat Yayıncılık.
- World Business Council for Sustainable Development. (2000). *Corporate Social Responsibility: Making Good Business Sense*. Geneva: World Business Council for Sustainable Development.
- Yamak, S. (2007). *Kurumsal Sosyal Sorumluluk Kavramının Gelişimi*. İstanbul: Beta.

2. Makaleler

Alakavuklar, O. N., Kılıçaslan, S. ve Öztürk, E. B. (2009). Türkiye'de hayırseverlikten kurumsal sosyal sorumluluğa geçiş: bir kurumsal değişim öyküsü. *Yönetim Araştırmaları Dergisi*, 9(2), 103-143.

Ararat, M. (2008). A development perspective for “corporate social responsibility”: case of Turkey. *Corporate Governance*, 8(3), 271-285.

Ararat, M. ve Ugur, M. (2003). Corporate governance in Turkey: an overview and some policy recommendations. *Corporate Governance*, 3(1), 58-75.

Atakan, M. G. S. ve İşçioğlu, T. E. (2009). Türk tüketicilerinin bakış açısıyla işletmelerin kurumsal sosyal sorumluluk faaliyetleri. *Öneri Dergisi*, 125-133.

Atkinson, G. (2000). Measuring corporate sustainability. *Journal of Environmental Planning and Management*, 43(2), 235-252.

Bansal, P. ve Roth, K. (2000). Why companies go green: a model of ecological responsiveness. *Academy of Management Journal*, 43(4), 717-736.

Basu, K. ve Palazzo, G. (2008). Corporate social responsibility: a process model of sensemaking. *Academy of Management Review*, 33(1), 122-136.

Başar, A. B. ve Başar, M. (2006). Sosyal Sorumluluk Raporlaması ve Türkiye'deki Durumu Social Responsibility Reporting: The Case of Turkey. *Sosyal Bilimler Dergisi*, 213-230.

Baumann-Pauly, D. ve Scherer, A. G. (2012). The organizational implementation of corporate citizenship: an assessment tool and its application at UN Global Compact Participants. *Journal of Business Ethics*.

Bayartan, M. (2008). Osmanlı şehirlerinde vakıflar ve vakıf sisteminin şehre kattığı değerler. *Osmanlı Bilimi Araştırmaları*, 10(1), 157-175.

Blowfield, M. (2005). Corporate social responsibility: reinventing the meaning of development?. *International Affairs*, 81(3), 515-524.

Blowfield, M. ve Frynas, J. G. (2005). Setting new agendas: critical perspectives on Corporate Social Responsibility in the developing world. *International Affairs*, 81(3), 499-513.

Boele, R., Fabig, H. ve Wheeler, D. (2001). Shell, Nigeria and the Ogoni. A study in unsustainable development: II. Corporate social responsibility and ‘stakeholder management’ versus a rights-based approach to sustainable development. *Sustainable Development*, 9(3), 121-135.

Bradley, E. H., Curry, L. A. ve Devers, K. J. (2007). Qualitative data analysis for health services research: developing taxonomy, themes, and theory. *Health services research, 42*(4), 1758-1772.

Brammer, S., Williams, G. ve Zinkin, J. (2007). Religion and attitudes to corporate social responsibility in a large cross-country sample. *Journal of Business Ethics, 71*(3), 229-243.

Braun, V. ve Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative research in psychology, 3*(2), 77-101.

Carr, A. (1968). Is business bluffing ethical?. *Harvard Business Review (Jan.-Feb.)*, 143-155.

Carroll, A. B. (1979). A three-dimensional conceptual model of corporate performance. *Academy of Management Review, 4*(4), 497-505.

Carroll, A. B. (1991). The pyramid of corporate social responsibility: toward the moral management of organizational stakeholders. *Business Horizons, 34*(4), 39-48.

Carroll, A. B. (1998). The four faces of corporate citizenship. *Business and Society Review, 100*(1), 1-7.

Carroll, A. B. (1999). Corporate social responsibility evolution of a definitional construct. *Business & Society, 38*(3), 268-295.

Carroll, A. B. ve Shabana, K. M. (2010). The business case for corporate social responsibility: a review of concepts, research and practice. *International Journal of Management Reviews, 12*(1), 85-105.

Clarkson, M. E. (1995). A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance. *Academy of Management Review, 20*(1), 92-117.

Çiftçioğlu, A. ve Poroy, N. (2010). Sosyal sorumluluk ve bölümlere göre raporlama ilişkisini anlamaya yönelik bir araştırma. *Business & Economics Research Journal, 1*(1), 83-99.

Davis, K. (1960). Can business afford to ignore social responsibilities?. *California Management Review, 2*(3), 70-76.

Davis, K. (1968). Understanding the social responsibility puzzle: what does the businessman owe to society? *Business Horizons, 10*(4), 45-50.

Davis, K. (1973). The case for and against business assumption of social responsibilities. *Academy of Management Journal, 16*(2), 312-322.

Detomasi, D. A. (2008). The political roots of corporate social responsibility. *Journal of Business Ethics*, 82(4), 807-819.

Donaldson, T. (1996). When is different just different, and when is different wrong? *Harvard Business Review*, September-October, 48-62.

Donaldson, T. ve Dunfee, T. W. (1994). Toward a unified conception of business ethics: Integrative social contracts theory. *Academy of Management Review*, 19(2), 252-284.

Donaldson, T. ve Dunfee, T. W. (2000). Precipitous ties that bind. *Business and Society Review*, 105(4), 436-443.

Donaldson, T. ve Preston, L. E. (1995). The stakeholder theory of the corporation: concepts, evidence, and implications. *Academy of Management Review*, 20(1), 65-91.

Epstein, E. M. (1998). Business ethics and corporate social policy reflections on an intellectual journey, 1964-1996, and beyond. *Business & Society*, 37(1), 7-39.

Epstein, E. M. (2000). Contemporary Jewish perspectives on business ethics: the contributions of Meir Tamari and Moses L. Pava: a review essay. *Business Ethics Quarterly*, 10(2), 523-541.

Epstein, E. M. (2002). The field of business ethics in the United States: past, present and future. *Journal of General Management*, 28(2), 1-21.

Ertuna, B. ve Tükel, A. (2009). Türkiye’de kss uygulamaları: geleneksel ve küresel arasında. *Yönetim Araştırmaları Dergisi*, 9(2), 145-172.

Fama, E. F. ve Jensen, M. C. (1983). Separation of ownership and control. *Journal of Law and Economics*, 26(2), 301-325.

Fort, T. L. (2000). A review of Donaldson and Dunfee's ties that bind: a social contracts approach to business ethics. *Journal of Business Ethics*, 28(4), 383-387.

Frederick, W. C. (1994). From CSR1 to CSR2 The Maturing of Business-and-Society Thought. *Business & Society*, 33(2), 150-164.

Freeman, R. E. ve Reed, D. L. (1983). Stockholders and stakeholders: a new perspective in corporate governance. *California Management Review*, 25, 88-106.

Freeman, R. E. ve Evan, W. M. (1991). Corporate governance: a stakeholder interpretation. *Journal of Behavioral Economics*, 19(4), 337-359.

Freeman, R. E. ve Phillips, R. A. (2002). Stakeholder theory: a libertarian defense. *Business Ethics Quarterly*, 12(3), 331-349.

Garriga, E. ve Melé, D. (2004). Corporate social responsibility theories: mapping the territory. *Journal of Business Ethics*, 53(1-2), 51-71.

Hartman, L. P., Shaw, B. ve Stevenson, R. (2003). Exploring the ethics and economics of global labor standards: a challenge to integrated social contract theory. *Business Ethics Quarterly*, 193-220.

Henri, J. F. ve Journeault, M. (2010). Eco-control: the influence of management control systems on environmental and economic performance. *Accounting, Organizations and Society*, 35(1), 63-80.

Hsieh, H. F. ve Shannon, S. E. (2005). Three approaches to qualitative content analysis. *Qualitative health research*, 15(9), 1277-1288.

Husted, B. W. (1999). A critique of the empirical methods of integrative social contracts theory. *Journal of Business Ethics*, 20(3), 227-235.

Idemudia, U. (2011). Corporate social responsibility and developing countries moving the critical CSR research agenda in Africa forward. *Progress in Development Studies*, 11(1), 1-18.

Jenkins, R. (2005). Globalization, corporate social responsibility and poverty. *International Affairs*, 81(3), 525-540.

Jensen, M. C. ve Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.

Jensen, M. C. (2002). Value maximization, stakeholder theory, and the corporate objective function. *Business Ethics Quarterly*, 235-256.

Karademirlidağ-Suher (2010). Zirvedeki Türk işletmelerinin kurumsal sosyal sorumluluk iletişimi: web sitelerine yönelik bir inceleme. *Selçuk İletişim*, 6(2), 33-48.

Keyman, E. F. ve Koyuncu, B. (2005). Globalization, alternative modernities and the political economy of Turkey. *Review of International Political Economy*, 12(1), 105-128.

Kobrin, S. J. (2009). Private political authority and public responsibility: transnational politics, transnational firms, and human rights. *Business Ethics Quarterly*, 19(3), 349-374.

Küskü, F. (2007). From necessity to responsibility: evidence for corporate environmental citizenship activities from a developing country perspective. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 14(2), 74-87.

Küskü, F. ve Zarkada-Fraser, A. (2004). An empirical investigation of corporate citizenship in Australia and Turkey. *British Journal of Management*, 15(1), 57-72.

Lantos, G. P. (2001). The boundaries of strategic corporate social responsibility. *Journal of Consumer Marketing*, 18(7), 595-632.

Levitt, T. (1958). The dangers of social responsibility. *Harvard Business Review*, 36(5), 41-50.

Makinen, J. ve Kourula, A. (2012). Pluralism in political corporate social responsibility. *Business Ethics Quarterly*, 22(4), 649-678.

Matten, D. ve Crane, A. (2005). Corporate citizenship: toward an extended theoretical conceptualization. *Academy of Management Review*, 30(1), 166-179.

Matten, D., Crane, A. ve Chapple, W. (2003). Behind the mask: Revealing the true face of corporate citizenship. *Journal of Business Ethics*, 45(1-2), 109-120.

McWilliams, A. ve Siegel, D. (2001). Corporate social responsibility: a theory of the firm perspective. *Academy of Management Review*, 26(1), 117-127.

Mitchell, R. K., Agle, B. R. ve Wood, D. J. (1997). Toward a theory of stakeholder identification and salience: defining the principle of who and what really counts. *Academy of Management Review*, 22(4), 853-886.

Moon, J., Crane, A. ve Matten, D. (2005). Can corporations be citizens? Corporate citizenship as a metaphor for business participation in society. *Business Ethics Quarterly*, 15(3), 429-453.

Néron, P. Y. ve Norman, W. (2008). Citizenship, Inc. do we really want businesses to be good corporate citizens. *Business Ethics Quarterly*, 18(1), 1-26.

Newell, P. (2008). CSR and the limits of capital. *Development and Change*, 39(6), 1063-1078.

Nielsen, R. P. (2000). Do internal due process system permit adequate political and moral space for ethics voice, praxis, and community?. *Journal of Business Ethics*, 24(1), 1-27.

Öniş, Z. (2000). Luxembourg, Helsinki and beyond: towards an interpretation of recent Turkey-EU relations. *Government and Opposition*, 35(4), 463-483.

Öniş, Z. (2006). Turkey's encounters with the new Europe: multiple transformations, inherent dilemmas and the challenges ahead. *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 8(3), 279-298.

- Öniş, Z. ve Bakır, C. (2007). Turkey's political economy in the age of financial globalization: The significance of the EU anchor. *South European Society & Politics*, 12(2), 147-164.
- Parmar, B. L., Freeman, R. E., Harrison, J. S., Wicks, A. C., Purnell, L. ve De Colle, S. (2010). Stakeholder theory: the state of the art. *The Academy of Management Annals*, 4(1), 403-445.
- Porter, M. E. ve Kramer, M. R. (2002). The competitive advantage of corporate philanthropy. *Harvard Business Review*, 80(12), 56-68.
- Porter, M. E. ve Kramer, M. R. (2006). The link between competitive advantage and corporate social responsibility. *Harvard Business Review*, 12, 78-92
- Preston, L. E. ve Sapienza, H. J. (1991). Stakeholder management and corporate performance. *Journal of Behavioral Economics*, 19(4), 361-375.
- Redclift, M. (2005). Sustainable development (1987–2005): an oxymoron comes of age. *Sustainable Development*, 13(4), 212-227.
- Ross, S. A. (1973). The economic theory of agency: the principal's problem. *The American Economic Review*, 63(2), 134-139.
- Rubin, A. (2008). Political views and corporate decision making: the case of corporate social responsibility. *Financial Review*, 43(3), 337-360.
- Sachs, S., Post, J. E. ve Preston, L. E. (2002). Managing the extended enterprise: the new stakeholder view. *California Management Review*, 45(1), 6-28.
- Schaltegger, S. ve Synnestvedt, T. (2002). The link between 'green' and economic success: environmental management as the crucial trigger between environmental and economic performance. *Journal of Environmental Management*, 65(4), 339-346.
- Scherer, A. G., Baumann-Pauly, D. ve Schneider, A. (2013). Democratizing corporate governance compensating for the democratic deficit of corporate political activity and corporate citizenship. *Business & Society*, 52(3), 473-514.
- Scherer, A. G. ve Palazzo, G. (2007). Toward a political conception of corporate responsibility: business and society seen from a Habermasian perspective. *Academy of Management Review*, 32(4), 1096-1120.
- Scherer, A. G. ve Palazzo, G. (2011). The new political role of business in a globalized world: A review of a new perspective on CSR and its implications for the firm, governance, and democracy. *Journal of Management Studies*, 48(4), 899-931.
- Scherer, A. G., Palazzo, G. ve Baumann, D. (2006). Global rules and private actors: toward a new role of the transnational corporation in global governance. *Business Ethics Quarterly*, 16(4), 505-532.

Scherer, A. G., Palazzo, G. ve Matten, D. (2009). Introduction to the special issue: globalization as a challenge for business responsibilities. *Business Ethics Quarterly*, 19(3), 327-347.

Schwartz, D. E. (1983). Shareholder democracy: a reality or chimera?. *California Management Review*, 25(3), 53-67.

Schwartz, M. S. ve Carroll, A. B. (2003). Corporate social responsibility: a three-domain approach. *Business Ethics Quarterly*, 13(4), 503-530.

Selvi, Y., Wagner, E. ve Türel, A. (2010). Corporate social responsibility in the time of financial crisis: evidence from Turkey. *Annales Universitatis Apulensis-Series Oeconomica*, 12(1), 281-290.

Shaw, W. H. (2009). Marxism, business ethics, and corporate social responsibility. *Journal of Business Ethics*, 84(4), 565-576.

Sklair, L. ve Miller, D. (2010). Capitalist globalization, corporate social responsibility and social policy. *Critical Social Policy*, 30(4), 472-495.

Small, A. W. (1895). Private business is a public trust. *The American Journal of Sociology*, 1(3), 276-289.

Soule, E. (2002). Managerial moral strategies—in search of a few good principles. *Academy of Management Review*, 27(1), 114-124.

Tamari, M. (1990). Ethical issues in bankruptcy: a Jewish perspective. *Journal of Business Ethics*, 9(10), 785-789.

Ugur, M. ve Ararat, M. (2006). Does macroeconomic performance affect corporate governance? Evidence from Turkey. *Corporate Governance: An International Review*, 14(4), 325-348.

Van Marrewijk, M. (2003). Concepts and definitions of CSR and corporate sustainability: between agency and communion. *Journal of Business Ethics*, 44(2-3), 95-105.

Van Marrewijk, M. ve Werre, M. (2003). Multiple levels of corporate sustainability. *Journal of Business Ethics*, 44(2-3), 107-119.

Van Oosterhout, J. (2005). Corporate citizenship: an idea whose time has not yet come. *The Academy of Management Review*, 30(4), 677-681.

Vogel, D. (1992). The globalization of business ethics-why America remains distinctive. *California Management Review*, 35(1), 30-49.

Vogel, D. (2008). Private global business regulation. *Annual Review of Political Science*, 11, 261-282.

Waddock, S. (2004). Creating corporate accountability: foundational principles to make corporate citizenship real. *Journal of Business Ethics*, 50(4), 313-327.

Walsh, J. P. (2005). Book review essay: taking stock of stakeholder management. *Academy of Management Review*, 30(2), 426-438.

Walters, K. D. (1977). Corporate social responsibility and political ideology. *California Management Review*, 19(3), 40-51.

Wang, L. ve Juslin, H. (2009). The impact of Chinese culture on corporate social responsibility: The harmony approach. *Journal of Business Ethics*, 88(3), 433-451.

Whelan, G. (2012). The political perspective of corporate social responsibility: a critical research agenda. *Business Ethics Quarterly*, 22(4).

Whitley, R. (1994). Dominant forms of economic organization in market economies. *Organization Studies*, 15(2), 153-182.

Wood, D. ve Logsdon, J. (2002). Business citizenship: from individuals to organizations. *Ethics and Entrepreneurship*, 3, 59-94.

Yamak, S. (2006). Changing institutional environment and business elites in Turkey. *Society and Business Review*, 1(3), 206-219.

Yazar, F. (2009). KOBİ'ler ve kurumsal sosyal sorumluluk. *Çerçeve, Ocak*, 144-147.

Yurtođlu, B. B. (2000). Ownership, control and performance of Turkish listed firms. *Empirica*, 27(2), 193-222.

Zaim, S. (1986). İslâm Açısından İktisadî ve Sosyal Faaliyetlerle İlgili Normatif Kaideler. *İktisat Fakültesi Mecmuası*, 44(1-4), 17-37.

Zhang, Y.ve Wildemuth, B. M. (2009). Qualitative analysis of content. *Applications of social research methods to questions in information and library science*, 308-319.

3. Diğer Kaynaklar

BP (2013). (<http://www.bp.com/en/global/corporate/sustainability/society.html>). (Erişim tarihi: 09.12.2013).

Capital (2007). (<http://www.capital.com.tr/sosyal-sorumlulukta-turkiyenin-liderleri-haberler/19509.aspx>). (Erişim tarihi: 18.12.2013).

Capital (2010). (<http://www.capital.com.tr/siralama-ataklarla-degisiyor-haberler/21231.aspx>). (Erişim tarihi: 18.12.2013).

Capital (2011). http://www.gfk.com/imperia/md/content/gfkturkiye/pressreleases/capital_kss_arastirmasi_sonuclari.pdf. (Eriřim tarihi: 18.12.2013).

Capital (2012). (http://www.gfk.com/imperia/md/content/gfkturkiye/gfk_kurumsal_sosyal_sorumluluk_ara_t_rmas_sonu_lar_zet_raporu_2012.pdf). (Eriřim tarihi: 18.12.2013).

Capital (2013). (<http://www.pazarlamasyon.com/2013/04/capital-dergisi-kurumsal-sosyal-sorumluluk-arastirmasini-yayimladi/>). (Eriřim tarihi: 18.12.2013).

Dinç, M. S. ve Duman, T. (Haziran, 2010). A comparison of ethical perspectives in business in Turkish Ahilik Society and American Marketing Association. *2nd International Symposium on Sustainable Development*, Sarajevo.

Dupont (2013). Code of Conduct (http://www2.dupont.com/Social_Commitment/en_US/assets/downloads/code_of_conduct/DuPont_CoC_English.pdf). (Eriřim tarihi:03.12.2013).

Ebner, D. ve Baumgartner, R. J. (2006, September). The relationship between sustainable development and corporate social responsibility. *Corporate Responsibility Research Conference (CRRC)* içinde 1-16, *Dublin, Ireland*.

EU Commission (2004). *Regular report on Turkey's progress toward accession*. (http://ec.europa.eu/enlargement/archives/pdf/key_documents/2004/rr_tr_2004_en.pdf). (Eriřim tarihi: 08.12.2013)

European Commission (2011). *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: A renewed EU strategy 2011-14 for Corporate Social Responsibility*. (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0681:FIN:EN:PDF>). (Eriřim Tarihi: 10.09.2013).

Friedman, M. (1970, 13 Aralık). The social responsibility of business is to increase its profits. *The New York Times Magazine*.

Kar, D. ve Cartwright-Smith, D. (2008). *Illicit financial flows from developing countries: 2002-2006*. Ford Foundation.

Koç Holding (2012). (<http://www.vkv.org.tr/hakkimizda.aspx>). (Eriřim tarihi: 16.12.2013).

Nestle (2013). (<http://www.nestle.com/csv/what-is-csv/nestle-in-society>). (Eriřim tarihi:03.12.2013).

OECD (2006). Corporate governance principles. (<http://www.oecd.org/corporate/ca/corporategovernanceprinciples/37550252.pdf>). (Eriřim tarihi: 13.12.2013).

Öniş, Z. (2004). The political economy of Turkey's Justice and Development Party. *SSRN 659463* dan ulaşılabilir.

Özgüç, E. (2009). *Kurumsal sosyal sorumluluk uygulamaları kapsamında İMKB-30 endeksi şirketleri, Sermaye Piyasası Kurulu Araştırma Raporu*. (<http://www.spk.gov.tr/yayingoster.aspx?yid=988&ct=f&action=displayfile&ext=.pdf>). (Erişim tarihi 16.12.2013).

Pfizer (2013). (<http://www.pfizer.com/responsibility>). (Erişim tarihi: 03.12.2013).

Ruggie, J. (2011). Guiding principles on business and human rights: implementing the United Nations “Protect, Respect and Remedy Framework” Framework. *Report of the Special Representative of the Secretary – General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises*.

Sabancı Holding (2013). (http://www.sabanci.com/pdf/2013tr/sabanci_2012_faaliyet_raporu.pdf). (Erişim tarihi: 16.12.2013).

Sikka, P. (2010, December). Smoke and mirrors: corporate social responsibility and tax avoidance. *Accounting Forum 34(3)* içinde (153-168). Elsevier.

SPK (2005). Kurumsal yönetim ilkeleri. (<http://www.etikadanismanlik.com/depo/kurumsalyonetimilkeleri.pdf>). (Erişim tarihi: 12.12.2013).

TÜSİAD (2002). *TÜSİAD 2002 yılı çalışmaları*. (http://www.tusiad.org.tr/_rsc/shared/file/2002FaaliyetRapor.pdf). (Erişim tarihi: 08.12.2013).

Van Marrewijk, M. (2008). A typology of institutional frameworks supporting corporate sustainability. (<http://vanmarrewijk.org/pdf/Typology%20of%20institutional%20frameworks%20supporting%20CS.2.pdf>) (Erişim Tarihi: 10.09.2013).

Williams, G. A. ve Zinkin, J. (2005). Doing business with Islam: can corporate social responsibility be a bridge between civilisations?. (http://scholar.google.com.tr/scholar?q=Doing+business+with+Islam%3A+can+corporate+social+responsibility+be+a+bridge+between+civilisations%3F&btnG=&hl=tr&as_sdt=0%2C5&as_vis=1) (Erişim tarihi: 28.11.2013).

Yamak, S. ve Ertuna, B. (2012). Corporate governance and initial public offerings in Turkey.

Zincir ve Bikmen (2006).

(<http://www.tusev.org.tr/userfiles/image/ford/Kavramsal%20Cerreceve%20ve%20Yoneticisi%20Ozeti.pdf>). (Erişim tarihi: 10.12.2013).

TDK(http://www.tdk.gov.tr/index.php?option=com_gts&arama=gts&kelime=Ahi&id=1009&guid=TDK.GTS.52a824747b7ff5.89726683). (Erişim tarihi: 11.12.2013)

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite: Galatasaray Üniversitesi
Enstitü Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı Elif Cemek
Tez Başlığı Siyasi Kurumsal Sosyal Sorumluluk: Türkiye Örneği
Savunma Tarihi 13.02.2014
Danışmanı Prof. Dr. Sibel Yamak

JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı, Soyadı

Prof. Dr. Sibel Yamak

Doç. Dr. Aylin Ataay

Doç. Dr. Yeşeren Eliçin

İmza

Sibel
Aylin
Yeşeren

Sibel
Enstitü Müdürü

Prof. Dr. Sibel YAMAK

ÖZGEÇMİŞ

Elif Cemek, 01.03.1987'de Adana'da doğdu. 2003 yılında Adana İncirlik Lisesi'nde lise öğrenimini tamamladıktan sonra 2005 yılında Çukurova Üniversitesi'nde İşletme(İngilizce) lisans programına başladı. 2010 yılında lisans öğrenimini tamamladıktan sonra 2011 yılında Galatasaray Üniversitesi İşletme Ana Bilim Dalında İşletme yüksek lisans programına başladı.

2010 yılında Öğretim Görevlisi Yetiştirme Programı (ÖYP) kapsamında, Adıyaman Üniversitesi İşletme Ana Bilim Dalı'nda araştırma görevlisi olarak göreve başladı. 2011 yılında geçici olarak Galatasaray Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü'nde araştırma görevlisi olarak görevlendirildi. Halen Galatasaray Üniversitesi'nde araştırma görevlisi olarak çalışmaktadır.